

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA NÉGOCIATION
DES
VALEURS A LOTS

ET SPÉCIALEMENT
DE LA VENTE A TEMPÉRAMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le lundi 15 juin 1896, à 9 heures 1/2 du matin

PAR

Paul LOCHON

Président : M. PLANIOL, Professeur.

Suffragants : { MM. LYON-CAEN, Professeur.
JAY, id.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

DE LA NÉGOCIATION
DES VALEURS A LOTS

ET SPÉCIALEMENT

DE LA VENTE A TEMPÉRAMENT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA NÉGOCIATION
DES
VALEURS A LOTS

ET SPÉCIALEMENT
DE LA VENTE A TEMPÉRAMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le lundi 15 juin 1896, à 9 heures 1/2 du matin

PAR

Paul LOCHON

Président : M. PLANIOL, Professeur.

Suffragants : { MM. LYON-CAEN, Professeur.
JAY, id

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Les valeurs à lots ont pris en France un développement considérable ; elles représentent à l'heure actuelle une portion importante de la fortune mobilière du pays. Aussi est-il bien peu de personnes, surtout dans les classes moyennes, qui ne possèdent au moins une obligation, ou même un simple bon à lots, dès qu'elles ont les ressources suffisantes pour se le procurer.

On a cherché naturellement à tirer parti de la faveur générale dont ces titres sont entourés dans le public ; les emprunteurs d'abord, villes ou établissements financiers, ont eu recours le plus souvent possible à ce mode d'emprunt qui leur permet de servir des intérêts relativement faibles ; c'est ainsi qu'on est arrivé à émettre des obligations rapportant 2 1/2 0/0, impôts non déduits. Du reste, l'appât des lots est tellement puissant que le souscripteur renonce fort bien à tout intérêt si on lui promet des tirages

nombreux et avantageux ; nous avons comme exemples les Bons à lots émis, soit en France, soit à l'étranger, et qui ont acquis depuis quelques années une plus-value considérable.

On s'est également efforcé de rendre l'acquisition des valeurs à lots plus facile aux gens de condition moyenne, en émettant des fractions d'obligations, dixièmes, cinquièmes ou quarts, suivant la valeur nominale du titre unitaire, et de plus en répartissant le paiement du prix sur une période assez longue ; au dernier emprunt de la Ville de Paris, on pouvait, en effet, moyennant un versement de 12 fr. 50 acquérir un quart d'obligation donnant droit de participer à tous les tirages de lots, les versements ultérieurs étant échelonnés sur une durée de plusieurs années.

C'est certainement aller à l'encontre des intentions de la législation actuelle et du sentiment unanime des économistes que de mettre ainsi l'acquisition des valeurs à lots à la portée de gens peu fortunés ; mais les Chambres qui, comme nous le verrons, doivent donner leur approbation à toute émission de cette nature (1), ont sans doute pensé que l'engouement du public justifiait suffisamment leur indulgence.

Les emprunteurs n'ont pas été les seuls à vouloir pro-

(1) Il n'y a d'exception que pour le Crédit foncier de France, spécialement autorisé par le décret organique du 28 mars 1852.

lité de cet engouement ; des spéculateurs ont cherché dans la négociation des valeurs à lots la source d'importants bénéfices ; des maisons se sont fondées spécialement pour la vente de ces titres avec facilités de paiement ; on a imaginé toutes les combinaisons possibles pour attirer les acheteurs ; cela n'a pas été naturellement sans donner bien des entorses à la loi ; aussi cette matière a-t-elle fait l'objet de nombreuses décisions judiciaires et a-t-elle provoqué de fréquentes discussions en doctrine.

Il nous a paru intéressant d'étudier les valeurs à lots à ce point de vue particulier, et de rechercher si elles peuvent se négocier librement comme tout objet mobilier, ou si, au contraire, elles ne sont pas soumises à une législation spéciale.

Après avoir fixé ce premier point, nous examinerons, quant à leur légalité, les différents procédés employés par les vendeurs de valeurs à lots, et nous nous arrêterons plus spécialement à la vente à tempérament dont l'importance nous paraît capitale, tant à cause des nombreux jugements et arrêts auxquels elle a donné lieu, que de la variété des clauses qui peuvent en altérer la validité.

Nous terminerons, enfin, par une rapide revue des lois qui régissent cette matière dans les pays étrangers, et nous rechercherons s'il est possible d'y trouver l'indication de réformes à apporter à notre propre législation.

CHAPITRE PREMIER

Des valeurs à lots envisagées au point de vue de leur négociation.

§ I. — *La loi de 1836 ; son influence sur la négociation des valeurs à lots.*

On désigne sous le nom de valeurs à lots une catégorie de titres émis à un taux uniforme et remboursables à un taux variable suivant les éventualités de tirages auxquels tous participent avec des chances égales.

Les titres que le sort désigne bénéficient d'une prime de remboursement qui peut être très élevée et hors de toute proportion avec le capital engagé et qui constitue le lot.

Les valeurs de cette nature ne peuvent être créées, et, à plus forte raison, ne peuvent circuler en France, qu'en vertu d'une autorisation spéciale accordée par une loi ou un décret ; en effet la loterie, sous quelque forme qu'elle

se présente, est prohibée en France d'une façon absolue par la loi du 21 mai 1836, dont voici le texte :

« Art. 1^{er}. — Les loteries de toutes espèces sont prohibées.

« Art. 2. — Sont réputées loteries, et interdites comme telles, les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

« Art. 3. — La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'art. 410 du Code pénal.

« Art. 4. — Ces peines sont encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées. Ceux qui auront colporté ou distribué les billets ; ceux qui, par des avis, annonces, affiches, ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets, seront punis des peines portées en l'art. 411 du Code pénal.

« Art. 5. — Sont exceptées des dispositions des art. 1 et 2 ci-dessus les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées

« dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique ».

Comme on le voit par la lecture de ce dernier article, le législateur de 1836 a apporté un certain tempérament à la prohibition absolue contenue dans l'article 1^{er}; et c'est ce qui explique qu'il puisse encore exister en France à l'heure actuelle des valeurs à lots. Toutes ont été émises en vertu d'une autorisation spéciale, résultant soit d'une loi (compagnies de Suez et de Panama; départements et villes), soit d'un décret (Crédit foncier de France).

Cette constatation a une grande importance au point de vue de l'étude de notre sujet : en effet, si les valeurs à lots sont dans le commerce comme toutes autres valeurs mobilières, la liberté des transactions portant sur ces titres n'est pas absolue ; les parties ne peuvent pas, en ce qui les concerne, régler souverainement les différentes clauses de leur convention, car, si les règles générales de la vente comportent une pareille liberté, nous nous trouvons ici en présence d'une loi spéciale qui y déroge, la loi de 1836.

Si l'on nous objecte que, comme tous les autres effets publics, les valeurs à lots circulent sur le marché des valeurs mobilières et y donnent lieu chaque jour à de nombreuses opérations d'achat et de vente, que certaines même d'entre elles sont admises au marché à terme et peuvent ainsi devenir de véritables valeurs de spéculation, que, par

conséquent, leur commerce paraît absolument libre, nous répondrons qu'en effet la négociation en bourse des titres de cette catégorie n'a rien de particulier et que, sous le rapport de la liberté des transactions, ils ne se distinguent en rien des autres valeurs inscrites à la cote.

Mais ce n'est pas dans les négociations à la Bourse qu'il faut rechercher les particularités que peut présenter la vente des valeurs à lots et les infractions à la loi de 1836 qui peuvent s'y rencontrer.

La vente par agent de change est toujours en effet une opération des plus simples, dépourvue de toute clause accessoire qui puisse en modifier les effets; la seule modalité dont elle est susceptible est la clause à terme; ainsi donc, qu'il y ait vente au comptant ou vente à terme, nous sommes toujours en présence d'une vente pure et simple; si nous supposons même que ces valeurs donnent lieu à une opération de report, ce qui est possible théoriquement, mais ce qui se rencontre très rarement dans la pratique, puisque ces valeurs, étant parfaitement classées, échappent par cela même à la spéculation, nous arrivons à la même constatation; le report se résume en effet en une suite d'opérations qui constituent purement et simplement des achats et des ventes à terme.

C'est donc en dehors de la négociation officielle des valeurs à lots qu'il nous faut rechercher les différents cas pouvant donner lieu à l'application de la loi de 1836.

Ces valeurs jouissent d'une grande faveur auprès du public ; leurs avantages sont, en effet, assez considérables ; comme nous le disions plus haut, elles échappent presque totalement à la spéculation et sont ainsi à l'abri des fluctuations du marché, donnant par conséquent toute sécurité à leurs propriétaires ; elles produisent un revenu assuré qui, jusqu'à ces derniers temps, a été généralement de 3 0/0 environ ; enfin et par-dessus tout, elles donnent l'espoir d'un gain facile et considérable, car il ne faut pas se dissimuler que c'est ce dernier attrait qui l'emporte aux yeux des acheteurs.

La masse des petits capitalistes ayant manifesté son goût très prononcé pour cette catégorie de valeurs, des banquiers ont eu l'idée d'exploiter ce sentiment et d'en faire la source d'opérations fructueuses pour eux-mêmes. Pour cela, rien de plus simple ; il suffisait de rendre l'acquisition des valeurs à lots plus facile et leur possession plus attrayante ; diverses combinaisons ont été imaginées pour arriver à ce résultat, et c'est parmi ces combinaisons que nous aurons à rechercher les cas où la liberté des conventions doit s'incliner devant la prohibition de la loi de 1836.

Mais avant de passer à l'étude de cette question, il semble qu'une objection se pose ; la négociation des valeurs à lots ne doit-elle pas être purement et simplement interdite aux banquiers, en dehors de toute considé-

ration relative aux clauses du contrat ? L'article 76 du Code de commerce ne porte-t-il pas que « les agents de change, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés » ; or toutes les valeurs à lots en France répondent à cette définition ; il semble donc que la prohibition soit formelle.

Cependant on est d'accord pour admettre qu'il ne faut pas donner aux termes de l'article 76 C. com., une aussi grande extension ; tout ce que la loi a voulu dire, c'est que les agents de change seraient les intermédiaires obligés pour toute négociation d'effets publics ; mais il est évident que là où il n'est pas besoin d'intermédiaire, par exemple lorsque les parties sont en présence, l'obligation tombe par cela même ; or il ne fait de doute pour personne que tout propriétaire d'un objet mobilier quelconque puisse le vendre à un tiers sans avoir besoin de recourir à un intermédiaire, et rien ne permet de faire exception pour les valeurs de bourse, qu'elles soient à lots ou non ; toutes les fois donc que le vendeur se trouvera en présence d'une personne consentant à acheter, l'opération sera parfaitement licite ; le droit des banquiers propriétaires de valeurs à lots est incontestable.

La jurisprudence est d'ailleurs d'accord avec la doctrine sur cette question.

Le 6 août 1883, la Cour de Douai rendait un arrêt ainsi motivé :

« La Cour, — au fond :....

« En ce qui concerne la cession des quarts d'obligations de la Ville de Paris (emprunt 1871) : — Attendu
« qu'en vain Remy Berton en poursuit la nullité, sous
« prétexte que le Crédit populaire lui aurait négocié des
« valeurs de bourse, bien que n'étant pas agent de
« change ; — attendu qu'en consentant à Remy Berton
« la cession du 2 février 1883, le Crédit populaire n'a
« contrevenu ni à l'article 76 du Code de commerce, ni
« aux dispositions réglementaires et d'ordre public qui
« régissent la corporation des agents de change ; —
« qu'en traitant avec Remy Berton, le Crédit populaire,
« soit par lui-même, soit par son représentant, ne s'est
« pas livré à une négociation d'effets publics ; — qu'il n'a
« pas agi comme mandataire intermédiaire, chargé
« d'acquérir les valeurs pour le compte de Remy Berton
« à un cours à justifier par bordereau ; — qu'il n'avait à
« réclamer à Remy Berton aucun courtage ;

« Qu'il résulte, au contraire, des faits de la cause, que,
« propriétaire de dix quarts d'obligations de la Ville de
« Paris, il en cède la propriété à un tiers à certaines
« conditions, comme tout particulier peut le faire à l'égard
« d'un autre particulier... »

Le 20 novembre 1886, la Cour d'Orléans statuait également en ces termes :

« La Cour, — au fond :....

« En ce qui concerne l'application de l'article 76

« C. com : considérant que les premiers juges ont reconnu
« avec raison que, s'il y avait lieu de prononcer la nullité
« des négociations opérées sans le ministère d'agent de
« change des effets publics et autres, susceptibles d'être
« cotés, il en était autrement pour les ventes de ces effets
« faites sans intermédiaire et traitées directement entre
« les parties intéressées, mais qu'ils n'ont pas fait à la
« cause une application légitime de ces principes ; qu'il
« n'y avait pas à rechercher et à caractériser la nature
« des opérations qui pouvaient intervenir habituellement
« entre la Caisse générale et les tiers, mais seulement à
« se préoccuper du contrat qui s'était formé entre elle et
« Branchet, et à savoir si elle avait agi en qualité d'inter-
« médiaire, ou si elle avait vendu sa propre chose ; qu'il
« résulte des justifications fournies par la Caisse générale
« d'épargne et de crédit qu'elle a vendu à Branchet une
« obligation foncière qui était alors dans sa caisse et qui
« était sa propriété ; que dès lors l'article 76 C. com. ne
« trouvait pas son application dans la cause. . . »

Enfin, la Cour de cassation a consacré cette doctrine dans son arrêt du 11 décembre 1888 :

« Attendu que si le ministère des agents de change est
« obligatoire pour les négociations d'effets publics cotés
« qui ont lieu en bourse par intermédiaires, il n'en est pas
« de même quand la négociation a lieu directement entre
« le propriétaire des titres et l'acheteur ; qu'une pareille

« opération bénéficié du principe de la liberté des transactions et ne saurait tomber sous l'application de l'article 76 du Code de commerce... »

Depuis ces différents arrêts, la question de la violation de l'art. 76 n'a d'ailleurs plus été posée devant les juges.

Cette objection écartée, nous pouvons revenir à l'étude des différents procédés employés par les vendeurs de valeurs à lots; toutefois, il convient d'établir auparavant une règle générale permettant de tracer les limites précises de la prohibition, et à laquelle nous devons nous reporter dans l'examen des différentes clauses que nous aurons à étudier par la suite.

Puis, nous devons envisager les conséquences de toute infraction à la loi de 1836, et déterminer l'influence que ces infractions peuvent avoir sur le sort du contrat lui-même.

Ceci fera l'objet des deux paragraphes suivants :

§ II. — *Règle générale à observer pour déterminer les limites de la prohibition contenue dans la loi de 1836.*

Cette règle se dégage très nettement des termes d'un rapport présenté en 1866 à la Cour de cassation, par M. le conseiller Nouguié (1) :

(1) Sirey, 1866-1-340.

« Que le porteur d'un titre puisse le céder, en tout ou
« en partie, à un seul ou à plusieurs; c'est un droit pur,
« incontestable; mais l'arrêt ne le nie pas. Ce qu'il con-
« teste, c'est le droit de faire des cessions fractionnées,
« lorsque ce fractionnement amène, au nombre de ses
« résultats, la violation de la loi prohibitive des loteries;
« et ce qu'il affirme, c'est que telle est, en réalité, la
« conséquence légale de la spéculation incriminée.

« En effet, la doctrine qui se dégage de ses motifs se
« résume dans cette proposition que, dans les termes du
« droit sainement entendu, établir une loterie, ce n'est
« pas seulement créer une loterie nouvelle, c'est aussi
« offrir au public la possibilité de prendre part à une
« loterie préexistante, mais après en avoir modifié les
« conditions. En principe, cette doctrine ne saurait être
« contestée. Tout le monde accordera, sans aucun doute,
« que si l'on modifie jusque dans ses conditions les plus
« essentielles la loterie autorisée, on provoque le public
« à s'engager dans un aléa autre que celui que l'autori-
« sation a prévu et couvert... Or, trois modifications im-
« portantes sont signalées à notre attention; importantes,
« disons-nous, car elles portent et sur le titre en vertu
« duquel on concourt au tirage, et sur la mise qui sert
« d'enjeu, et sur l'arbitraire avec lequel le montant de
« cette mise est fixé. »

Ainsi donc, modifications aux conditions de l'autori-

sation, et par conséquent introduction d'un aléa nouveau, voilà ce qui constitue, dans l'esprit du rapporteur, l'infraction à la loi prohibitive des loteries.

La Cour de cassation a fait l'application de cette doctrine dans deux arrêts, du 8 juillet 1882 et du 31 janvier 1885, qui précisent encore davantage la nature des modifications interdites.

Le premier de ces arrêts est ainsi motivé :

« Attendu que la loi du 21 mai 1836, après avoir pro-
« hibé par son article 1^{er}, les loteries de toute espèce,
« leur assimile, par son article 2, et interdit comme telles
« certaines ventes mobilières ou immobilières qu'elle dé-
« signe, et généralement toutes opérations offertes au
« public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait
« acquis par la voie du sort; — Attendu que si, en vue
« d'un intérêt économique, des lois postérieures ont dé-
« rogé à ces dispositions, en autorisant des villes ou des
« compagnies financières à émettre des obligations avec
« primes ou lots, ces lois ont strictement prévu dans
« quelles conditions chacune de ces émissions aurait lieu;
« qu'elles ont fixé la valeur du titre et son revenu annuel,
« l'importance des gains aléatoires, le nombre des tirages
« au sort et le taux du remboursement, limitant ainsi la
« proportion d'aléa qu'elles autoriseraient, de manière à
« conserver à la valeur émise le caractère d'un placement
« sérieux; — Attendu que les conditions arrêtées par ces

« lois spéciales pour la création de certaines obligations
« à lots, doivent être rigoureusement observées; qu'il ne
« saurait être permis de les modifier dans leurs parties
« essentielles, et notamment d'y ajouter des chances de
« gain autres que celles déterminées par le législateur;
« qu'une modification de cette sorte dénature le caractère
« de la valeur autorisée et constitue une opération aléa-
« toire nouvelle tombant, à défaut d'autorisation, sous
« l'application des art. 1, 2, 3 de la loi du 21 mai 1836
« et 410 C. pén. »

L'arrêt du 31 janvier 1885 exprime avec plus de netteté encore la doctrine de la Cour :

« Attendu que les lois qui ont autorisé certaines villes
« ou certaines Compagnies financières à contracter des
« emprunts sous forme d'obligations offrant au public des
« chances de prime ou de lots qui sont acquis par la voie
« du sort, sont des lois spéciales dérogeant à la prohibition
« générale édictée par la loi du 21 mai 1836; qu'il suit de
« là que les conditions sous lesquelles la création et la
« vente au public de cette espèce d'obligations sont auto-
« risées doivent être strictement observées, que les lois
« d'autorisation déterminant notamment la valeur du titre,
« le revenu annuel qui y est attaché, l'importance des
« gains aléatoires, le nombre des tirages au sort et le taux
« du remboursement, toute modification à l'une ou à l'au-
« tre de ces conditions essentielles, dénature le caractère

« de la valeur autorisée et constitue une opération aléa-
« toire nouvelle, tombant sous l'application des art. 1, 2, 3,
« de la loi du 21 mai 1836 et 410 du Code civil. »

Nous pouvons donc, en nous basant sur les textes précédents, formuler cette règle : *Tombe sous la prohibition de la loi de 1836 toute opération offerte au public qui peut avoir pour effet de modifier en quelque façon les conditions essentielles de l'autorisation, c'est-à-dire d'altérer le titre émis.*

Comme le dit M. Labbé, dans une note remarquable consacrée à notre matière (1), il importait de tracer le cercle de la défense et de la pénalité pour rendre manifeste ce qui est permis.

Des banquiers ont pensé que, pour les valeurs à lots autorisées, la spéculation redevenait libre; ils ont cru ou feint de croire qu'elles étaient en dehors du système de la loi prohibitive et pénale. Ils ont imaginé de séparer la créance du capital et des intérêts d'avec l'espoir d'un émolument fortuit; ils ont reconnu que ces deux éléments convenaient à des classes d'acheteurs distinctes, et que l'attrait d'un gain considérable par le hasard, d'autant plus fort chez ceux qui ont une moindre fortune, serait d'autant plus vif que la somme à sacrifier serait diminuée du prix de la créance de la somme prêtée et remboursable.

(1) Sirey, 1885.1-255.

La Cour de cassation a déclaré illicite la scission de ces deux éléments : le prêt et le lot. Son raisonnement est tout à fait décisif :

Une loi spéciale déroge, dans une certaine mesure, à la loi de 1836 ; elle veut faire réussir une opération sérieuse de prêt, en y joignant l'appât d'un gain éventuel ; elle exige de celui que le sort attire, un placement d'une certaine importance, moralisant ainsi ce que l'espoir d'un gain sans travail a de peu digne d'encouragement.

Séparer la chance de lot d'avec la créance de la somme prêtée, c'est, en modifiant les conditions de l'émission autorisée, perdre l'immunité de cette autorisation. On retombe alors sous la loi générale qui prohibe et punit les loteries et tous appels au hasard ; le caractère pur de la loterie reparait sans mélange dans l'acte de celui qui achète la chance de gain ; il s'expose à perdre son prix qui est une mise, si le sort se prononce contre lui.

D'autres banquiers ont essayé de rester davantage dans les limites de l'autorisation en ne séparant pas la créance du prêt de l'espérance du lot, et cependant de multiplier le nombre des personnes appelées à profiter des avantages des valeurs à lots : pour cela, ils ont fractionné le titre en coupures ayant droit à une portion du capital remboursable et à une portion des lots.

La Cour de cassation a encore déclaré que les conditions de l'autorisation étaient modifiées, et cela sous deux rapports :

1° Ces coupures n'émanent pas de l'établissement qui a été autorisé ; les concessionnaires partiels auraient pour débiteur, non plus l'établissement emprunteur, mais le banquier cédant.

2° Le montant de l'obligation a été fixé de façon à subordonner la chance de gain à un placement sérieux, et à faire circuler ces titres parmi les personnes ayant une fortune acquise et calculant plus froidement l'avantage très éventuel des lots ; on a voulu surtout préserver ces gains journaliers qui permettent moins des économies que des prélèvements sur le nécessaire. En divisant le titre, on abaisse le déboursé, on déplace le milieu où ce titre devait circuler ; on s'adresse à ceux que la prudence du législateur voulait tenir à l'écart d'entraînements faciles et ruineux.

Ces considérations éclairent la question d'une façon remarquable. Ce qui en découle, c'est que toutes les fois qu'une loi spéciale vient déroger à la loi de 1836, elle ne le fait que sous des conditions nettement déterminées qui forment autant de clauses expresses de l'autorisation ; celle-ci n'est accordée que pour la création de titres particulièrement conformés, et qui, pendant toute la durée qui leur a été assignée, doivent rester identiques à eux-mêmes, reconnaissables, si l'on peut s'exprimer ainsi ; la loi d'autorisation crée à ces titres une sorte de personnalité, et elle interdit au futur emprunteur d'en altérer aucun élément.

Elle établit une certaine proportion entre le capital du titre, l'intérêt annuel et le montant des lots; elle fixe la durée de la période de remboursement; elle détermine d'avance le nombre, l'importance et l'époque des tirages. L'emprunteur qui outrepasserait les droits qui lui sont ainsi accordés, violerait la loi de 1836.

A plus forte raison, un tiers quelconque, propriétaire de valeurs de cette nature, ne doit-il pas pouvoir modifier en quoi que ce soit leurs qualités essentielles, et spécialement augmenter ou diminuer les chances de gain prévues par l'autorisation.

Il serait en effet illogique de prétendre que seul l'émettant doit se conformer aux conditions imposées par le législateur, et que tout vendeur ultérieur n'a aucunement à s'en préoccuper.

On objectera peut-être que la situation n'est pas la même; l'établissement, le département ou la ville qui emprunte demande à créer un certain type de valeurs auxquelles seront rattachées des chances de lots; l'autorisation qui pourrait lui être refusée peut, à plus forte raison, ne lui être accordée que sous certaines conditions déterminées.

Au contraire, toute personne qui devient propriétaire d'un de ces titres, soit à l'émission, soit postérieurement, doit, comme tout possesseur d'un objet mobilier quelconque, pouvoir en disposer librement; elle doit être libre

de le céder sous telles formes et à telles conditions qu'il lui plaira. « La propriété, dit-on, est le droit de jouir et « disposer des choses de la manière la plus absolue. » (Art. 544 C. civ.)

Cela est vrai, mais l'article 544 ajoute : « Pourvu « qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou « par les règlements » ; et cette restriction détruit toute la force de l'argumentation précédente.

Lorsqu'il s'agit de valeurs à lots autorisées, le droit de propriété ne peut s'exercer qu'à condition de ne pas en faire un usage prohibé par la loi de 1836 ; or cette loi prohibe et punit l'offre au public de toute opération susceptible de faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort ; nous avons vu d'autre part, dans le rapport de M. le conseiller Nouguié cité plus haut, que « établir une loterie, ce n'est pas seulement créer une lo-
« terie nouvelle, c'est aussi offrir au public la possibilité
« de prendre part à une loterie préexistante, mais après
« en avoir modifié les conditions. » Or que fait le vendeur de valeurs à lots qui dénature le titre autorisé, en offrant au public soit une fraction seulement de ce titre, soit le titre entier accompagné d'éléments nouveaux, sinon offrir la possibilité de prendre part sous des conditions nouvelles à une loterie préexistante ? Le fait de ce vendeur constitue donc bien ce que la jurisprudence appelle « établir une loterie » ; et par conséquent il tombe sous le coup de la loi de 1836.

A ce propos, nous devons remarquer que l'offre au public est une des conditions déterminantes de l'infraction ; cela résulte clairement des termes de l'article 2 ; et c'est non seulement une condition nécessaire, mais une condition suffisante ; les pénalités de l'article 3 sont applicables à quiconque aura offert au public une opération répondant à la définition de la loi ; il n'est pas nécessaire que cette offre ait été acceptée. Par contre, entre particuliers, les conventions sont absolument libres et ne sont soumises à aucune autre limitation que celle de l'article 6 du Code civil.

Nous devons également faire remarquer que toute loi d'autorisation concernant des valeurs à lots doit être interprétée d'une façon restrictive ; de ce fait qu'une loi spéciale déroge à une loi générale contenant une prohibition, il résulte que tout ce qui n'est pas autorisé est interdit.

Cette règle d'interprétation devra être rigoureusement suivie chaque fois que nous aurons à confronter les différentes clauses des marchés offerts au public par les vendeurs de valeurs à lots avec la règle générale que nous avons formulée plus haut.

Mais, s'il importe de se tenir strictement dans les termes de l'autorisation, il est également nécessaire de ne pas exagérer outre mesure la prohibition ; de même que l'on devra condamner toute opération ayant pour effet d'altérer le caractère du titre autorisé, de même l'on

devra considérer comme parfaitement licite toute convention ayant pour but de transférer la propriété d'une valeur absolument conforme au type prévu par l'autorisation.

Nous avons vu qu'aux termes de l'arrêt du 31 janvier 1885 précédemment rapporté, les modifications considérées comme essentiellement prohibées sont celles qui portent sur : *la valeur du titre; le revenu annuel qui y est attaché; l'importance des gains aléatoires; le nombre des tirages au sort; le taux du remboursement*. Nous savons d'autre part qu'une jurisprudence constante condamne le *fractionnement* des différents droits attachés à l'obligation à lots, par exemple le droit aux chances de gain et le droit aux intérêts; l'unité du titre doit donc être respectée; la propriété ne peut en être transmise que dans son intégralité.

En vertu de la règle d'interprétation que nous venons de poser, nous devons donc tenir pour autorisée toute négociation respectant ces différentes qualités du titre; à cette condition toutes les autres clauses seront permises; notamment le vendeur pourra fixer tel prix qu'il lui conviendra; la valeur d'une chose ne dépendant que de l'appréciation des parties, celles-ci doivent être absolument libres à cet égard; nous aurons du reste à revenir sur ce point qui a été contesté devant les tribunaux.

On pourra également affecter le transfert de la propriété d'une modalité quelconque, pourvu que l'unité et la con-

formation du titre n'en soient pas atteintes; ainsi la vente à terme ou conditionnelle d'une obligation à lots est aussi licite que celle de tout autre objet mobilier. Mais il faut que le terme ou la condition porte sur le transfert de la propriété entière, et non pas seulement d'un des droits qui y sont contenus, sans quoi l'unité du titre ne serait pas respectée; et de plus que l'acheteur n'ait pas par ce moyen la faculté de concourir à une ou plusieurs chances de tirage et de renoncer ensuite au contrat quand il lui plaira. En un mot, la négociation des valeurs à lots est entièrement libre, pourvu que le titre qui fait l'objet de la vente soit absolument conforme au type créé à l'émission.

§ III. — *Conséquences des infractions à la loi
de 1836.*

Nous venons de voir que toute modification apportée aux qualités essentielles du titre avait pour résultat de créer un aléa nouveau, et par conséquent constituait une infraction à la loi prohibitive des loteries; nous avons remarqué aussi que l'offre au public, même non acceptée, était suffisante pour donner naissance à l'infraction; dans ce cas, nous nous trouvons seulement en présence d'un délit qui devra être réprimé conformément à la loi. Mais s'il y a eu acceptation, il se sera formé un contrat, et, abstraction faite

de la pénalité à appliquer, il faut nous demander quel sera le sort de ce contrat.

Sur le premier point, nous avons peu de choses à dire : le texte de la loi est suffisamment clair et ne saurait prêter à aucune équivoque : l'article 4 punit des peines de l'art. 410. C. pén. les auteurs, entrepreneurs et agents des loteries non autorisées ; il fait application des peines moins sévères de l'art. 411 à tous ceux qui auront coopéré en quelque façon à des opérations de ce genre ; c'est purement et simplement la distinction entre l'auteur principal et le complice. Il permet en outre de tenir compte des circonstances atténuantes, ou au contraire de la circonstance aggravante de récidive.

Quant à la distinction à faire en pratique entre les auteurs principaux et les complices, c'est une pure question de fait qui relève de l'appréciation des tribunaux.

Restent maintenant à envisager les conséquences de l'infraction au point de vue du sort du contrat en lui-même.

Un tel contrat ne peut évidemment produire aucun effet ; il est nul de plein droit, d'abord parce qu'il viole une loi d'ordre public (art. 6, C. civ.), et ensuite parce que l'obligation n'a pas de cause, lorsqu'il s'agit, par exemple, de la vente d'une chance de lots isolée, chose qui n'est pas dans le commerce, ou n'a qu'une cause illicite, comme lorsque le vendeur promet à l'acquéreur de le faire parti-

ciper à un alea autre que celui qui a été autorisé ; dans un cas comme dans l'autre, l'obligation du vendeur est nulle, et celle de l'acheteur l'est pareillement, puisque, dans tout contrat synallagmatique, les obligations des parties se servent réciproquement de cause l'une à l'autre.

Ceci constaté, il ne reste plus qu'à appliquer à un tel contrat l'art. 1131 du Code civil. « L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet ». Il en résulte que tout intéressé pourra invoquer la nullité d'une semblable convention, et que s'il est obligé de s'adresser aux tribunaux, ceux-ci devront seulement constater que le contrat était nul dès sa formation.

Nous venons de dire que tout intéressé pouvait faire constater l'inexistence de l'obligation, donc les parties contractantes elles-mêmes ; ceci ne saurait faire de doute, si le contrat n'a encore reçu aucun commencement d'exécution, puisque nul ne peut être contraint de commettre un acte illicite même en vertu d'un engagement de sa part.

Mais si le contrat a été exécuté, les parties pourront-elles encore en invoquer la nullité et demander à ce que les choses soient remises en l'état ? On l'a contesté pour plusieurs raisons.

D'abord le contrat donnerait naissance à une obligation naturelle ; mais une obligation naturelle ne peut découler

d'un fait illicite qui n'aurait pu en aucun cas donner lieu à une action.

On a dit aussi que la loterie est un jeu, et qu'une dette de jeu librement payée ne peut être répétée ; la réponse est bien simple : le jeu est un contrat que la loi ne sanctionne pas, mais qu'elle reconnaît, tandis qu'elle prohibe au contraire toute loterie qui n'est pas spécialement autorisée ; il n'y a donc aucune assimilation possible entre le paiement d'une dette de jeu et l'exécution d'un contrat que viole la loi de 1836.

On a enfin invoqué un dernier argument qui a pour lui l'approbation de la Cour d'appel de Bruxelles ; l'achat d'une chance dans une loterie est aussi contraire à l'ordre public que la vente de cette chance ; l'action refusée au vendeur doit donc l'être également à l'acheteur par le motif que l'obligation de restituer qu'il prétend exister à son profit dérive du paiement fait en exécution de son achat, cause illicite au même titre que la vente.

Cela revient à dire que les deux contractants ayant également enfreint une loi d'ordre public, ne sont pas fondés à se plaindre, et qu'il faut les renvoyer dos à dos ; mais une telle règle n'est écrite nulle part, tandis que nous avons un texte, l'art. 1131, qui dit formellement que l'obligation, dans notre hypothèse, ne peut avoir aucun effet ; si donc elle en a produit, il y a toujours lieu à l'action en répétition.

La solution serait la même dans le cas d'exécution partielle du contrat.

Nous connaissons la règle qui permet de tracer les limites précises de la prohibition contenue dans la loi de 1836 ; nous connaissons également les conséquences juridiques et pénales de toute infraction à cette loi ; il nous reste maintenant à examiner les différents procédés de vente qui ont été mis en pratique et à rechercher ce qu'ils peuvent contenir d'illicite.

Le plus fréquemment employé a été la vente à tempérament, accompagnée de différentes clauses que nous devrons étudier successivement.

Un autre consiste dans le fractionnement du titre.

Enfin, deux combinaisons imaginées plus récemment, la vente d'options sur les valeurs à lots, et la vente avec promesse de rachat après le tirage, complètent la liste des principaux modes de vente des valeurs à lots.

CHAPITRE II

De la vente à tempérament.

§ I. — *Principes généraux.*

Il y a vente à tempérament lorsque le vendeur concède à l'acheteur la faculté de se libérer par versements périodiques et généralement minimes eu égard à la valeur de la chose vendue.

Cette forme de vente participe de la vente à crédit, puisque l'acheteur y jouit d'un certain délai pour s'acquitter ; mais elle en diffère en ce que le prix est divisé en fractions payables à des époques déterminées d'avance ; c'est là le signe caractéristique qui permet de reconnaître la vente à tempérament.

Comme on l'a fait remarquer (1), cette forme de négociation n'est pas spéciale aux valeurs à lots ; elle est au contraire fréquemment employée en pratique et permet à beaucoup de personnes d'acquérir certains objets d'utilité

(1) Lévy Ullmann. *Traité des obligations à primes et à lots*, n° 226, page 246.

ou d'agrément d'un prix élevé et qu'ils n'auraient pu acheter, s'ils eussent été obligés de s'acquitter en une seule fois.

Cette considération nous amène à envisager d'abord la vente à tempérament au point de vue de sa moralité ; nous rechercherons ensuite, au point de vue juridique, si elle doit être considérée comme licite ou illicite.

Il faut reconnaître qu'en ce qui concerne sa légitimité, son utilité économique, la vente à tempérament a trouvé de nombreux défenseurs.

Nous citerons en première ligne, M. Labbé (1), qui dit qu'elle favorise l'épargne, qu'elle stimule l'économie par l'attrait des lots, d'où résultent des avantages sociaux et moraux.

Il est certain que beaucoup de personnes peu fortunées devraient renoncer à l'espoir d'acquérir des valeurs à lots s'il ne leur était pas permis de se libérer par versements minimes ; le désir de gagner un lot qui améliorerait leur situation matérielle les engage à mettre de côté chaque mois les quelques francs qu'ils se sont engagés à verser ; ce léger prélèvement sur le gain journalier, sans apporter la gêne dans le ménage, sera une incitation à renoncer à quelque dépense superflue ; le cabaret, le jeu y perdront peut-être, la famille ne pourra qu'y gagner.

(1) Sirey, 285-1-233.

La vente à tempérament des valeurs à lots, en développant l'esprit d'économie, a donc un effet éminemment moral au point de vue social.

On objectera que si le paysan ou l'ouvrier économise, c'est l'appât de la loterie qui le pousse ; l'espoir de gagner le gros lot, c'est-à-dire l'espoir d'un gain sans travail, voilà son seul stimulant. C'est là un sentiment peu moral et que la Société a le devoir de ne pas encourager ; c'est du reste dans ce but que la loterie a été interdite d'une façon générale.

Qu'importe le motif, répondrons-nous, si le but réalisé est utile et digne d'encouragement ? Ne vaut-il pas mieux épargner dans l'espoir de gagner sans effort une somme considérable que ne pas épargner du tout ? Il n'y a d'ailleurs aucune assimilation à établir avec l'ancienne loterie, qui seule a été visée par la loi de 1836, celle où les mises de presque tous les joueurs étaient totalement perdues, alors que quelques-uns seulement gagnaient des sommes quelquefois considérables.

La vente à tempérament a, en effet, pour résultat, de rendre l'acheteur propriétaire d'un titre qui constitue un placement à la fois sérieux et sûr ; presque toutes les obligations à lots ont une valeur de 400 ou 500 fr. ; un plus petit nombre sont de 100 fr. seulement ; comme nous l'avons déjà dit, elles présentent peu d'aléa et restent à peu près étrangères aux fluctuations du marché.

La faculté d'acquiescer à ces valeurs à tempérament est donc utile même pour les personnes naturellement économes qui auraient peut-être placé le fruit de leur épargne d'une façon beaucoup moins sûre ; l'exemple des nombreux notaires qui dissipent les dépôts qui leur sont confiés, le souvenir des krachs de la Compagnie de Panama et plus récemment des Mines d'Or, nous portent à dire qu'il y a intérêt à diriger l'épargne publique vers les placements certains et de tout repos.

On n'est donc pas fondé à prétendre que le motif de l'épargne, dans le cas de la vente à tempérament, est immoral ; rien ne prouve que l'appât du lot soit le stimulant principal, plutôt que le désir de faire un placement sérieux, de devenir propriétaire d'un titre durable et productif d'intérêt.

La principale objection qui a été formulée contre la vente à tempérament au point de vue économique, c'est que les vendeurs exagèrent considérablement le prix de vente, et font aussi payer beaucoup trop cher à l'acheteur le crédit qu'ils lui accordent ; de plus ce genre de commerce se prête à de nombreuses fraudes.

Il est certain que les banquiers qui se livrent à ce trafic sont généralement peu dignes de sympathie, et que s'ils favorisent l'épargne, c'est, on peut le dire, sans le faire exprès ; il ne faut donc pas leur attribuer le mérite d'un résultat qui n'entraîne pas dans leurs prévisions.

Mais quoi qu'il en soit, si ce résultat est moral et utile, comme nous croyons l'avoir démontré, il faut écarter toute autre considération, et abstraction faite de la question de savoir si l'existence même des valeurs à lots est un bien ou un mal, ce qui ne rentre pas dans le cadre de notre étude, nous devons reconnaître qu'en principe la vente à tempérament se justifie très bien au point de vue économique.

Il nous reste maintenant à examiner la légalité de ce procédé; il semble à première vue qu'elle ne puisse être contestée. Comme nous l'avons dit, la vente à tempérament est une sorte de vente à crédit; nous savons que le vendeur peut toujours accorder un délai à l'acheteur; il est toujours libre de suivre sa foi; ceci est encore vrai, même quand l'objet de la vente est une obligation à lots.

Aussi les adversaires de la vente à tempérament ne contestent-ils pas la légalité du terme accordé à l'acheteur, mais ils soutiennent que le fractionnement du prix est illicite. Voici sur quel argument ils se fondent : le législateur, en accordant l'autorisation d'émettre des obligations à lots, en a déterminé la valeur nominale; cette valeur est toujours calculée de façon à obtenir un placement sérieux; on sait qu'elle n'est pas susceptible de grandes variations, n'ayant à subir que les effets quotidiens de la loi de l'offre et de la demande sur le marché; on a donc

limité d'avance la catégorie de personnes qui pourraient devenir propriétaires de ces titres.

Or que fait le banquier qui fractionne le prix de vente en versements tout à fait minimes, de 5 ou 10 fr. par exemple, sinon changer les conditions prévues par l'autorisation ; ne peut-on pas dire de lui ce que disait M. Labbé parlant du fractionnement du titre lui-même : « il abaisse le déboursé, il déplace le milieu où ce titre devait circuler ; il s'adresse à ceux que la prudence du législateur voulait tenir à l'écart d'entraînements faciles et ruineux ? »

Nous remarquerons que le cas n'est pas le même ; lorsqu'on divise le titre, on abaisse réellement le déboursé, on peut le réduire tellement que ce ne soit plus en réalité qu'une simple mise à la loterie. En est-il ainsi lorsque c'est le prix seul qui est fractionné ? Evidemment non ; le paiement en est rendu plus facile ; mais le déboursé n'est aucunement réduit ; nous avons même vu au contraire qu'il est toujours considérablement majoré.

D'autre part sur quoi se fonde-t-on pour soutenir que le législateur a voulu réserver aux seules personnes ayant déjà un petit capital, l'acquisition des valeurs à lots ? Pour quel motif voudrait-on interdire ce mode de placement aux gens qui vivent exclusivement de leur salaire quotidien ?

Que l'on ne nous oppose pas l'opinion de M. Labbé : « Le montant de l'obligation, dit-il, a été fixé de façon à faire circuler ces titres parmi les personnes ayant une

« fortune acquise et calculant plus froidement l'avantage « très éventuel des lots. » Celà est vrai, mais nous le répétons, le cas n'est pas le même. M. Labbé envisage le fractionnement du titre, et nous étudions en ce moment le fractionnement du prix. Dans le premier cas, nous l'avons dit, la mise peut être tellement réduite qu'on ne saurait y voir un placement sérieux ; ce caractère de placement ne disparaît jamais par le fractionnement du prix.

La validité de la vente à prix fractionné a été plusieurs fois contestée, notamment par les représentants du ministère public ; mais depuis longtemps une jurisprudence constante s'est établie qui reconnaît le caractère parfaitement licite de cette clause.

Nous devons remarquer à ce propos que l'on est porté actuellement à interpréter d'une façon beaucoup plus large la prohibition de la loi de 1836 ; cela tient à ce que de grandes modifications économiques se sont produites depuis cette époque. On ne connaissait alors que la loterie sous son ancienne forme de pur jeu de hasard ; le législateur, en formulant son interdiction, était guidé par le souvenir de l'ancienne loterie royale et de son influence funeste et malsaine sur l'esprit public.

Mais depuis lors, une ère de grands travaux et d'entreprises considérables s'est ouverte ; la forme actions ne pouvant suffire pour fournir les capitaux nécessaires, il a

fallu recourir à l'emprunt sous forme d'obligations ; et pour attirer l'argent, on a imaginé la combinaison des obligations à prime d'abord, puis des obligations à lots.

Il faut reconnaître que celles-ci ne rappellent que de fort loin l'ancien billet de loterie, et que si l'espoir de gagner le gros lot est aussi chimérique que celui de voir sortir le quine, l'acquisition d'une valeur à lots constitue un véritable placement de fonds ; loin d'être perdue, la mise est garantie et rapporte un intérêt annuel.

Nous ne devons donc pas perdre de vue dans l'interprétation de la loi de 1836, qu'elle a été écrite à une époque tout à fait différente de la nôtre, et nous devons nous souvenir que les lois ne doivent s'appliquer qu'aux cas en prévision desquels elles ont été faites.

Pour en terminer avec la légalité de la vente à tempérament, nous constaterons que ce mode de vente est devenu maintenant un mode d'émission. Presque toutes les valeurs à lots sont, en effet, offertes actuellement au public avec de très grandes facilités de paiement, et cette tendance des pouvoirs publics à mettre ces titres à la portée de toutes les fortunes vient à l'appui de l'opinion que nous avons émise plus haut.

§ II. — *Des différentes clauses qui peuvent accompagner la vente à tempérament.*

Dans la pratique, la vente à tempérament se présente toujours accompagnée de clauses variées, les unes favorables au vendeur, les autres plus rares favorables à l'acheteur ; nous devons étudier chacune de celles qui ont été soumises jusqu'à ce jour à l'examen des tribunaux, afin de déterminer quelles sont les conventions licites et celles qui ne le sont pas.

Nous rangerons ces différentes clauses en trois catégories ; la première comprendra celles dont le caractère légal est unanimement reconnu ; la seconde, celles qui, au contraire, ont été jugées illégales ; dans la troisième, enfin, nous classerons les stipulations sur lesquelles la jurisprudence est encore douteuse, ou en désaccord avec la doctrine.

Clauses licites :

1° Vente à un prix supérieur à la valeur nominale du titre et à son cours en Bourse ;

2° Rétention à titre de garantie ;

3° Faculté pour l'acheteur de se libérer par anticipation.

Clauses illicites :

1° Retenue des intérêts ;

2° Faculté pour l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements ;

3° Prime de remboursement à l'acheteur au cas d'amortissement sans lot ;

4° Association entre acquéreurs.

Clauses douteuses :

1° Stipulation d'un délai pour la détermination du titre ;

2° Liquidation de l'opération au cas de non-paiement d'acomptes ;

3° Autorisation au vendeur d'engager le titre ;

4° Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit.

CLAUSES LICITES

1°. — *Vente à un prix supérieur à la valeur nominale du titre et à son cours en Bourse.*

Dans toute vente à tempérament, on peut constater en fait que le prix est bien supérieur à la valeur nominale du titre, c'est-à-dire à son taux d'émission, ainsi qu'à la valeur actuelle de ce titre en Bourse ; ceci n'est qu'une simple remarque, et il ne faut pas en tirer cette conclusion que la majoration du prix soit un élément essentiel de la vente à tempérament ; une valeur à lots vendue au cours de la Bourse peut être vendue à tempérament ; il suffit,

comme nous l'avons dit, que le prix soit payable par acomptes périodiques.

La majoration du prix de vente est-elle permise ? On l'a nié à plusieurs reprises et pour des raisons différentes.

Si nous considérons cette clause au point de vue général, il semble que sa légitimité ne puisse être mise en doute ; c'est un principe élémentaire et connu de tous, que l'acheteur à crédit paie toujours plus cher que l'acheteur au comptant ; on n'a jamais songé à contester ce droit aux maisons qui vendent à crédit des meubles, des vêtements, des pianos, etc. ; pourquoi cette règle cesserait-elle d'être vraie lorsque l'objet de la vente est un titre à lots ? Le vendeur ne court-il pas les risques inhérents à toute vente à crédit, risques d'insolvabilité de l'acheteur, risques de plus-value considérable de la chose ; ne fait-il pas une avance d'argent et n'a-t-il pas, par suite, à tenir compte de l'intérêt ? Bien d'autres frais accessoires viennent encore s'ajouter, frais généraux, frais de recouvrement, frais de poursuite s'il y a lieu, qui justifient une majoration raisonnable du prix de vente.

D'ailleurs il s'agit d'une convention où les parties sont entièrement libres ; bien des gens se trouvant dans l'impossibilité de payer comptant une obligation, préfèrent l'acquérir au moyen d'économies lentement amassées, et la payer plus cher plutôt que de ne pas l'acheter du tout.

Mais, nous l'avons dit, ces considérations justifieraient

une majoration raisonnable, et non une plus-value des $\frac{3}{4}$ et même des $\frac{9}{10}$ de la valeur réelle, exemples cités par M. Cordelet, rapporteur (1) au Sénat d'un projet de loi sur la vente à crédit des valeurs de Bourse, projet sur lequel nous reviendrons par la suite.

La majoration du prix paraît donc légitime ; recherchons maintenant si elle est licite, c'est-à-dire si elle ne contre-vient pas en quelque façon à la loi de 1836, et pour cela reportons-nous à notre règle générale. Nous y relèverons parmi les qualités essentielles du titre, celles qui ne peuvent être modifiées, sa valeur.

Certains en ont tiré argument pour dire que la majoration du prix constitue une modification à la valeur du titre ; mais ceci est bien peu sérieux ; que signifie, en effet, le mot valeur, dans l'arrêt du 31 janvier 1885 ? Evidemment la valeur nominale, le taux d'émission, la seule que la loi d'autorisation puisse déterminer. Et sur quoi porte la majoration contestée ? sur le prix, c'est-à-dire la valeur actuelle, valeur essentiellement variable et qui n'est susceptible d'aucune détermination préalable.

La fixation du prix ne peut donc avoir aucune influence sur la nature du titre ; c'est toujours sur l'obligation telle qu'elle a été émise que porte la négociation. Nous re-

(1) *Journal officiel*, 20 janvier 1894 ; Débats parlementaires, Sénat p. 58 et s.

marquerons même avec M. Labbé (1) que « l'élévation du
« prix n'offre pas les inconvénients que le législateur a
« voulu éviter en n'abaissant pas trop le montant nominal
« des titres ; elle écarte plutôt ceux qui ne peuvent mettre
« une somme importante. » Le banquier qui majore le
prix de vente se conforme ainsi à la loi de 1836 plutôt qu'il
ne l'enfreint, puisqu'il écarte les acheteurs peu fortunés.

On a soutenu également qu'une créance de somme d'argent ne pouvait être vendue pour un prix supérieur au montant de la créance ou à sa valeur vénale authentiquement constatée, parce que ce serait une opération *absurde, faisant présumer la fraude et impliquant une infraction à la loi contre l'usure*. Voyons si ces trois reproches sont fondés.

On peut répondre d'abord qu'il n'y a pas de prohibition dans la loi à cet égard. D'autre part, peut-on affirmer *a priori* qu'un acheteur n'aura jamais un intérêt sérieux à payer un prix supérieur au montant de la créance ?

L'idée de prendre le montant d'une créance d'argent pour maximum de son prix de vente est d'ailleurs inapplicable aux valeurs à lots ; ces valeurs sont bien des créances d'argent, mais elles sont accompagnées de chances de gain que chacun peut évaluer à son gré et qui justifient une élévation du prix.

(1) Sirey, 1885-1-233.

Aussi a-t-on transformé l'objection pour arriver à la rendre applicable à cette sorte de créances. Les valeurs à lots, a-t-on dit, se négocient à la Bourse ; nul acheteur ne peut, sans absurdité, ou sans faire présumer une fraude, consentir à payer un prix supérieur au cours moyen en Bourse, car ce cours est une appréciation faite par l'autorité la plus compétente, la masse du public, de l'émolument compris dans la chance des lots.

M. Labbé (1), auquel nous venons d'emprunter l'argumentation précédente, répond fort justement que l'évaluation par le public n'exclut pas l'évaluation individuelle ; le cours moyen n'est même que la résultante des appréciations individuelles qui se sont produites en un jour. « Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent dans la Bourse détermine le cours », dit l'art. 72 C. com. Le cours moyen est un indice, un renseignement dont les particuliers tiennent tel compte qu'il leur plait ; d'ailleurs, il se réfère au passé ; chaque jour le prix varie et le calcul est sans cesse à refaire. Le cours des jours expirés ne s'impose pas comme un maximum aux ventes qui se feront les jours suivants, soit au parquet, soit entre particuliers. Il faut songer, d'ailleurs, que cette question peut s'élever non seulement à l'égard des titres négociables au parquet, mais aussi de toutes marchandises dont le prix

(1) Sirey, 1887-2-49.

moyen est fixé par les mercuriales d'un marché ; une pareille théorie conduit à la négation de la liberté du commerce.

En tout cas, l'objection fût-elle valable, elle n'aboutirait pas à l'application de la loi de 1836.

Le reproche d'absurdité étant ainsi écarté, examinons le second ; l'opération, dit-on, fait présumer la fraude. Nous répondrons fort simplement que, en dehors des actes mentionnés dans l'article 1350, 1^o C. civ., la fraude ne se présume pas ; elle doit être démontrée.

Enfin, l'opération serait usuraire ; mais la loi sur l'intérêt suppose une avance d'argent ou une dette d'une somme déterminée dont les intérêts viennent accroître le capital ; elle n'a pas d'application possible à la détermination en capital d'un prix de vente.

Un banquier vend une obligation à lots à un prix bien supérieur au cours de la Bourse ; on prétend qu'il réalise un bénéfice usuraire ; mais, pour le prouver, il faudrait déterminer la portion du prix de vente qui représente le capital et celle qui constitue les intérêts ; or, nous l'avons dit, cela est impossible, l'aléa résultant de la chance des lots étant susceptible d'appréciations individuelles très différentes.

Cette objection a, du reste, perdu presque tout intérêt à l'heure actuelle ; comme nous aurons occasion de le voir bientôt, la vente à tempérament est presque toujours

une opération commerciale de la part du vendeur ; or, la loi du 13 janvier 1886 a rendu la fixation du taux de l'intérêt conventionnel absolument libre en matière commerciale ; il ne saurait donc plus être question d'usure en pareil cas.

D'ailleurs l'application de la loi de 1807 eût entraîné seulement une réduction de prix, et non la nullité de l'opération ; la question de la violation de la loi de 1836 n'était pas en jeu.

Cet argument a été repris et développé d'une façon originale par M. Mack (1) qui a soutenu que la vente à tempérament d'une valeur à lots à prix majoré n'est pas une véritable vente, mais un prêt déguisé et usuraire. Le plus souvent, dit-il, le banquier n'a pas dans son portefeuille les titres qu'il propose de vendre ; son rôle n'est pas celui d'un vendeur, mais d'un commissionnaire qui se charge de procurer une marchandise et d'en avancer le prix moyennant un remboursement fractionné. Ce qu'on appelle paiement d'un prix est donc, en réalité, la restitution d'une avance ; et, l'affaire étant civile, et non commerciale, le bénéfice à retirer d'une avance d'argent est limité par la loi au maximum des intérêts conventionnels, et le droit de commission que la jurisprudence permet d'y ajouter ne saurait non plus excéder des limites raisonnables.

(1) *Négociation à crédit des valeurs à lots*, pages 29 et 30.

Le raisonnement est ingénieux, mais il a été victorieusement réfuté par M. Labbé. On peut répondre, dit-il, qu'il n'est pas exact de faire dépendre l'existence ou l'inexistence d'une vente du point de savoir si le vendeur a ou n'a pas la propriété actuelle des choses qu'il s'engage à procurer ; il est permis, en effet, en droit français, de faire une vente simplement productive d'obligations ; or la vente d'une valeur à lots non déterminée rentre dans cette catégorie, étant une vente de chose *in genere* qui ne devient parfaite que par la notification du numéro à l'acheteur.

L'argument proposé irait d'ailleurs très loin ; toute vente à crédit pourrait être décomposée de façon à y trouver au fond un prêt d'argent. Le vendeur fait crédit, c'est-à-dire qu'il laisse entre les mains de l'acheteur, jusqu'au terme, le prix dont il pourrait exiger le paiement immédiat ; il rend un service analogue à celui que rendrait un prêteur. Si le vendeur avait un besoin immédiat de son argent, l'acheteur pourrait s'adresser à un capitaliste, et se faire avancer le montant du prix, sauf à convenir d'un terme plus ou moins éloigné pour la restitution.

Il importe peu, semble-t-il, que les deux rôles de vendeur et de prêteur soient remplis par deux personnes ou par une seule ; toute vente à crédit pourrait ainsi donner lieu à l'application de la loi contre l'usure, si le prix paraissait exagéré.

L'objection perd donc de sa force par la généralisation que l'on peut en faire ; la loi sur le taux de l'intérêt n'est évidemment pas applicable à toute vente à crédit, car il est impossible de séparer dans le prix le capital convenu comme équivalent de la valeur de la chose, et l'émolument corrélatif au retard du paiement.

M. Mack s'est efforcé de démontrer que cette impossibilité n'existe pas à l'égard des valeurs à lots ; il a cru trouver dans le cours moyen de la bourse l'indice révélateur du capital renfermé dans le prix ; le reste représenterait les intérêts dus à raison des délais accordés et devrait être contenu dans les limites du maximum légal.

Nous avons démontré plus haut que le cours de la Bourse n'était qu'une simple constatation, et ne pouvait aucunement lier les particuliers ; remarquons d'ailleurs que le cours moyen peut être différent du prix réel de tous les titres négociés ; supposons qu'à une certaine Bourse deux cours seulement aient été cotés sur une valeur à lots quelconque, 505 francs et 510 francs par exemple ; le cours moyen sera 507 fr. 50, et cependant aucun titre n'aura été vendu à ce prix. Comment prendre alors ce cours comme base d'évaluation du capital renfermé dans un prix de vente convenu entre particuliers ?

Enfin M. Mack prétend que l'affaire est toujours civile ; mais il ne suffit pas de l'affirmer. Si l'on examine l'opé-

ration, on voit, au contraire, que bien souvent elle est commerciale, de la part du vendeur tout au moins.

Si nous supposons, en effet, que ce vendeur soit un banquier se livrant à toutes sortes d'opérations de banque, ou ne s'occupant exclusivement que du commerce des valeurs à lots, nous allons voir que, dans un cas comme dans l'autre, toute vente de titres effectuée par lui est un acte de commerce.

L'art. 632 C. Com. dit, en effet : « La loi répute actes
« de commerce : tout achat de denrées et marchandises
« pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir
« travaillées et mises en œuvre ; ou pour en louer sim-
« plement l'usage ;..... Toute opération de change, ban-
« que et courtage..... »

L'achat de marchandises pour les revendre est donc un acte de commerce ; or, n'est-ce pas là ce que fait notre banquier ? M. Mack ne saurait le nier, puisqu'il dit lui-même que celui-ci n'a pas en portefeuille les titres qu'il propose de vendre.

Le Code de commerce ne parle, il est vrai, que de l'achat ; et il ne nous dit pas si la vente de ces mêmes marchandises est aussi un acte de commerce ; mais cela nous paraît évident, bien qu'on l'ait nié. « Pourquoi, en effet, « disent MM. Lyon-Caen et Renault (1), l'achat serait-il

(1) *Traité de droit commercial* ; t. 1, p. 108.

« commercial, alors que la vente en vue de laquelle il a
« été réalisé ne le serait pas ; les deux actes inspirés par
« le même esprit et s'expliquant l'un par l'autre, doivent
« avoir le même caractère ? »

D'ailleurs si l'art. 632 ne parle que d'achats, l'art. 633 cite « tous achats, ventes et reventes de bâtiments » ; pourquoi supposer que l'on ait voulu établir une distinction absolument injustifiée entre les ventes de bâtiments et celles de toutes autres marchandises ?

Nous avons vu que la loi répute également acte de commerce « toute opération de banque ». La vente de valeurs à lots rentre-t-elle dans ce genre d'opérations ?

Nous trouvons dans un ouvrage autorisé (1) cette définition. « L'art. 632 C. Com. déclare actes de commerce « toute opération de banque ; on désigne sous ce nom les « opérations qui ont pour objet le commerce de l'argent « et des titres qui le représentent. »

Ne serait-ce pas toutefois généraliser un peu trop cette définition que de comprendre parmi ces titres même les valeurs mobilières ? MM. Lyon-Caen et Renault en restreignent en effet la portée : « Les opérations de banque « ont toutes pour objets les monnaies, les métaux précieux, « les titres qui les représentent (lettres de change, billets « à ordre, chèques). » Mais ils ajoutent un peu plus loin :

(1) *Répertoire général alphabétique du droit français* ; t. I. p. 600.

« Les principales opérations de banque sont : « Les ventes et achats de valeurs mobilières (1). »

Nous nous rangeons à l'avis de ces auteurs, et nous pensons que la vente de valeurs à lots est une opération de banque, surtout si, comme cela se présente fréquemment dans la pratique, l'établissement qui se livre à la vente à tempérament de ces valeurs a pour objet exclusif ce genre de commerce.

D'ailleurs, si l'on n'admet pas que la vente de valeurs mobilières soit une opération de banque, nous pouvons invoquer un autre argument pour prouver qu'elle n'en est pas moins un acte de commerce, lorsqu'elle émane d'un banquier ; il résulte, en effet, de l'art. 638. 2^o C. Com., que les actes faits par les commerçants sont présumés commerciaux lorsqu'une autre cause n'y est pas énoncée ; le vendeur étant banquier, et par conséquent commerçant, la vente faite par lui pourra donc être présumée commerciale.

On pourrait supposer, bien que le cas ne soit pas de nature à se réaliser souvent, que le vendeur soit un simple particulier, ne se livrant d'habitude à aucune opération de banque ou de commerce ; il est évident que la vente serait alors purement civile.

Quant à l'acheteur, ce sera généralement, on peut même

(1) *Traité de Droit commercial* ; t. IV, p. 452.

dire toujours, un individu quelconque, non commerçant, et faisant par conséquent un acte civil ; il est inutile, en effet, d'envisager l'hypothèse où ce serait un banquier ayant l'intention de revendre à son tour les titres achetés à tempérament ; nous ne pensons pas qu'elle se soit jamais réalisée.

Nous nous trouverons donc le plus fréquemment en présence d'un banquier vendeur, faisant un acte commercial, et d'un acheteur non commerçant faisant un acte civil. Quelle sera la nature de la vente ? Sera-t-elle civile ou commerciale ? Nous répondrons que ce sera, comme il arrive souvent, un acte mixte. Mais alors quels principes devra-t-on appliquer à cette vente ?

Il n'y a pas de textes permettant de répondre catégoriquement à cette question ; cependant, en ce qui concerne la compétence, il est de jurisprudence constante que le vendeur doit assigner l'acheteur non commerçant devant le tribunal civil, en vertu de la règle : *actor sequitur forum rei* ; quant à l'acheteur, on lui permet de choisir entre la juridiction consulaire et la juridiction civile.

Examinons maintenant les conséquences de la nature mixte de la vente au point de vue du caractère usuraire relevé par M. Mack.

Il est généralement reconnu (1) que le taux de 6 0/0 (ce

(1) Dalloz ; *Répertoire Alphabétique de Législation* ; tome 36, p. 840.

taux est aujourd'hui illimité) n'exige pas pour être stipulé que le créancier et le débiteur aient fait l'un et l'autre une opération commerciale.

Il suffit donc, pour que la limitation du taux de l'intérêt soit écartée, que l'acte soit commercial de la part de l'une des parties seulement; or, nous l'avons vu, la vente à tempérament sera presque toujours un acte de commerce de la part du vendeur; il faudra donc appliquer les règles de l'intérêt en matière commerciale, c'est-à-dire que le taux n'en sera soumis à aucune limitation.

M. Mack, il est vrai, nie qu'il y ait véritablement vente; mais admettons un instant qu'il n'y ait, comme il le prétend, qu'un prêt déguisé; nous arrivons à la même conclusion. Si, en effet, répond M. Frèrejouan du Saint (!), on veut absolument voir dans la vente à crédit une avance d'argent, on peut dire que le banquier emploie ses capitaux en avances au profit des acquéreurs de valeurs à lots; la loi de 1807 n'est pas applicable.

L'avance constitue bien en effet une opération de banque, purement commerciale, et à laquelle la limitation du taux de l'intérêt ne saurait être appliquée.

Il résulte de tout ce qui précède que la convention ne doit pas être considérée comme usuraire; d'ailleurs le

(1) *Jeu et pari au point de vue civil, pénal et réglementaire* : n° 204, p. 284.

serait-elle que sa nullité ne s'en suivrait pas pour cela ; il y aurait lieu seulement à une réduction du prix.

De nombreuses décisions judiciaires ont reconnu le caractère licite de la majoration du prix ; nous citerons entre autres les jugements et arrêts suivants : Trib. de Nontron, 18 août 1886 ; Cour de Poitiers, 12 nov. 1886 ; Cour d'Orléans, 20 nov. 1886 et 15 mars 1887 ; Cour de Dijon, 2 janv. 1888 ; Cour d'Aix, 22 mars 1888 ; Cour de cassation, Chambre civile, 11 déc. 1888 ; Trib. d'Avignon, 19 févr. 1889 ; Trib. de Châlon-sur-Saône, 2 avril 1889 ; Trib. de La Rochelle, 7 août 1889.

Toutes ces décisions reconnaissent que la liberté des conventions ne permet pas de considérer comme illicite la majoration du prix de vente des valeurs à lots ; en un mot, elles font à la clause qui nous occupe l'application de ce principe de droit que tout ce qui n'est pas défendu est permis.

2° — *Rétention à titre de garantie.*

De même que la majoration du prix, cette seconde clause se rencontre dans toute vente à tempérament ; toujours le vendeur y stipule qu'il conservera le titre en garantie jusqu'à parfait paiement du prix ; ce n'est qu'après le versement du dernier acompte que l'obligation est remise à l'acheteur.

La légitimité de cette convention est incontestable, dit M. Labbé (1) ; la doctrine et la jurisprudence sont également d'accord pour reconnaître qu'une pareille stipulation ne modifie en rien la forme et les caractères essentiels du titre et qu'elle ne saurait tomber sous le coup d'aucune prohibition.

On peut se demander toutefois comment il se fait que le vendeur jouisse de ce droit après avoir accordé un délai à l'acheteur pour le paiement du prix. En effet l'article 1612 C. civ. ne donne le droit de rétention que si « le vendeur ne lui a pas accordé un délai pour le paiement. »

La stipulation qui nous occupe ne vise donc pas le droit de rétention du vendeur non payé, qui ne saurait trouver son application ici ; mais alors à quel titre le banquier, retient-il la possession de l'obligation dont il a transféré la propriété à l'acheteur ? C'est, dit-on, à titre de garantie et en qualité de créancier gagiste. Les délais accordés dans le cas de vente à tempérament étant généralement très longs, à cause de l'importance minime des versements, et l'acheteur pouvant disparaître ou devenir insolvable avant la fin de la période de crédit, le vendeur, pour se couvrir de ces risques, conserverait le titre en gage.

C'est bien ainsi qu'un jugement du tribunal de Châlon-

(1) Sirey, 1887-2-49.

sur-Saône (1) apprécie cette clause : « Attendu, dit-il, que
« la Caisse centrale d'épargne venderesse conserve à titre
« de gage la valeur vendue....., qu'il faut bien convenir
« aussi que la remise du titre non libéré aux mains de
« l'acheteur dès le jour du contrat et après le premier
« versement, ne serait pas exempte de périls pour la
« Caisse, et que, dès lors, il faut admettre avec la juris-
« prudence que cette circonstance ne nuit pas à la vali-
« cité du contrat.... »

La Cour d'appel de Dijon a adopté les motifs de ce jugement.

D'autres arrêts n'ont pas déterminé d'une façon aussi nette la nature de notre droit de rétention ; la Cour de cassation (2), dit que le titre reste entre les mains du vendeur « comme garantie de ses avances ». L'arrêt de la Cour de Poitiers (3), sur la même affaire, avait déjà apprécié cette stipulation dans des termes identiques. Le contrat incriminé, dont ce dernier arrêt relate les différentes clauses, disait que le titre vendu resterait jusqu'à parfait paiement déposé soit chez le vendeur, soit chez des tiers. Mais évidemment il ne faut pas prendre ce mot au sens strict ; il ne pouvait s'agir d'un véritable dépôt, mais d'une pré-

(1) 2 avril 1889.

(2) Arrêt du 29 janvier 1887.

(3) 12 novembre 1886.

caution prise par le vendeur pour se garantir de tous risques.

Un jugement du tribunal de Nontron (1) se borne à dire que « le fait de garder le titre jusqu'à libération n'a « absolument rien d'anormal, et n'est qu'un moyen d'as- « surer d'une manière plus exacte le paiement régulier du « prix. »

La Cour de Dijon (2) parle seulement de la rétention du titre, sans autrement qualifier cette clause, mais elle constate qu'elle a toujours été considérée comme licite par la jurisprudence.

Enfin deux jugements, du tribunal d'Avignon (3) et du tribunal de la Rochelle (4), se refusent à voir dans la rétention du titre un véritable nantissement.

Le premier dit que « c'est simplement une clause de « garantie accessoire du contrat de vente », et que « la « convention dont s'agit n'offre pas le caractère d'un nan- « tissement fait en violation des art. 2074 et suivants du « Code civil. »

Le second porte que cette convention « n'offre point le « caractère d'un nantissement. »

Il nous faut cependant déterminer d'une façon précise

(1) 18 août 1886.

(2) Arrêt du 2 janvier 1888.

(3) 19 février 1889.

(4) 7 août 1889.

la nature du droit conféré au vendeur par une semblable stipulation.

Est-ce un véritable droit de gage répondant à la définition de l'art. 2073 C. civ. : « Le gage confère au créancier le « droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, « par privilège et préférence aux autres créanciers ? »

Evidemment non, il ne faut pas oublier, en effet, que l'acquisition du privilège de gage est soumise à des conditions de forme très rigoureuses, particulièrement en ce qui concerne les créances mobilières, ce qui est précisément notre cas. L'art. 2075 C. civ. porte : « Le privilège « énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles « incorporels, tels que les créances mobilières, que par « acte public ou sous-seing privé, aussi enregistré, et « signifié au débiteur de la créance donnée en gage. »

Or, nous ne pensons pas que les banquiers qui se réservent le droit de conserver le titre jusqu'à parfait paiement aient jamais songé à faire enregistrer l'acte de vente qu'ils rédigent, et encore moins à faire une signification quelconque à la société débitrice.

Mais, remarquons-le bien, l'art. 2075 ne vise que l'acquisition du privilège de gage ; or il est un autre droit qui appartient au créancier gagiste, c'est le droit de rétention (art. 2082, al. I) ; et il semble bien d'après la place de ce dernier article, et le texte des art. 2074 et 2075, qu'aucune

formalité ne soit nécessaire pour donner naissance au simple droit de rétention.

Il résulte clairement de ces textes que si le droit du vendeur à tempérament est fondé sur une idée de nantissement, il n'y a en tous cas qu'un nantissement imparfait et dépourvu de son principal avantage, le privilège opposable aux tiers.

Quelle sera, en ce cas, pour le vendeur l'utilité d'une semblable clause ? C'est que l'acheteur ne pourra lui réclamer le titre qu'après avoir entièrement payé son prix. (Art. 2082).

Nous pensons que le droit de rétention du vendeur, ne pouvant être basé sur l'art. 1612 C. civ., comme nous l'avons dit au début de ce paragraphe, ne peut tirer son origine que d'une convention de nantissement intervenue entre les parties.

Il nous semble, en effet, qu'en règle générale, le droit de rétention ne peut exister qu'au profit de ceux à qui la loi l'a expressément accordé, car si l'on s'écarte de cette règle, on tombe dans l'arbitraire, ainsi qu'en témoignent les nombreuses théories imaginées par les partisans de l'extension de ce droit.

Suffit-il, pour l'accorder, qu'il y ait connexité entre la chose retenue et la créance, *debitum cum re junctum* ; faut-il en outre, que la créance résulte d'un contrat ; l'art. 1184 C. civ. peut-il être invoqué en pareil cas ?

Ce sont là autant de points incertains qu'aucun texte ne nous permet d'élucider nettement. Mieux vaut donc s'en tenir strictement aux seuls cas où la loi a prévu l'existence d'un pareil droit.

Cependant, si nous pensons que l'on ne doit pas accorder le droit de rétention en dehors des cas déterminés par la loi, nous ne pouvons admettre le système de certains auteurs qui ont adopté la même solution que nous, par le motif que ce droit est un droit réel, opposable aux tiers; ils en concluent qu'il engendre, indirectement si l'on veut, une cause de préférence, et que par conséquent il ne peut exister sans un texte (art. 2093, Code civil).

Nous croyons, au contraire, que le droit de rétention est personnel, c'est-à-dire qu'il ne peut produire d'effet qu'entre le créancier et le débiteur.

Que voyons-nous, en effet, en matière de nantissement? Que les formalités exigées pour l'acquisition du privilège opposable aux tiers ne le sont pas pour l'acquisition du droit de rétention; n'est-ce pas montrer clairement que les tiers ne sont pas menacés par ce dernier droit?

Si nous nous reportons à l'art. 1612, qui accorde un semblable droit au vendeur non payé, nous voyons qu'il est placé dans la section intitulée : « De la délivrance », section où il n'est évidemment question que des obligations réciproques de l'acheteur et du vendeur; de même, l'art. 1948, en matière de dépôt, est placé dans la section qui traite des obligations du déposant.

Le législateur semble bien, par conséquent, avoir eu l'intention de n'accorder d'effet au droit de rétention que vis-à-vis du débiteur seul.

Nous concluons donc que la théorie formulée par les tribunaux de La Rochelle et d'Avignon est excessive ; on ne peut nier le caractère de nantissement renfermé dans la clause de rétention ; ces deux tribunaux y voient seulement une clause de garantie, mais ils négligent, et pour cause, de se prononcer sur le caractère juridique de cette garantie. C'est qu'en effet, comme nous l'avons dit, on manque absolument de base précise dès qu'on veut accorder le droit de rétention en dehors des cas prévus par la loi.

Cependant le tribunal d'Avignon a raison de dire que la convention n'offre pas le caractère d'un nantissement fait en violation des art. 2074 et suivants du Code civil ; il n'y a pas constitution au profit du vendeur d'un véritable droit de gage, mais seulement d'un droit de rétention qui peut prendre naissance sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités exigées par l'article visé.

3° — *Faculté pour l'acheteur de se libérer par anticipation.*

Une pareille stipulation, lorsqu'elle se rencontre dans une vente à tempérament, ne peut évidemment donner lieu à aucune difficulté. Il est tout naturel que l'acheteur ait la faculté de se libérer avant le terme fixé, si cela lui

est possible ; il bénéficie alors d'un escompte convenu à l'avance et qui est généralement de 3 0/0 sur la somme payée par anticipation.

Cette somme peut comprendre l'intégralité des versements restant à effectuer ou seulement une partie ; dans ce cas le paiement s'imputera évidemment sur les premiers termes à échoir, conformément à la règle générale.

Du reste, les parties sont entièrement libres de régler comme elles le veulent leurs droits à cet égard ; nous le répétons, cette convention n'a jamais donné lieu à aucune contestation.

CLAUSES ILLICITES

1° — *Retenue des intérêts.*

La clause que nous allons examiner réserve au vendeur le droit de toucher les intérêts produits par le titre jusqu'à parfait paiement, ou tout au moins jusqu'au versement d'une certaine fraction du prix.

Ainsi l'acheteur perd les coupons auxquels il avait droit, étant devenu propriétaire de l'obligation ; d'autre part, il ne reçoit aucun intérêt pour les sommes par lui versées.

A quel titre le vendeur peut-il se réserver un avantage aussi exorbitant ? C'est, répond-il, à titre de compensa-

tion et comme rétribution de l'avance qu'il consent à l'acheteur. Mais il nous semble que la rétribution constituée par la majoration du prix est déjà plus que suffisante.

Quoi qu'il en soit de la moralité d'une pareille clause, ce que nous pouvons affirmer dès à présent, c'est qu'elle est absolument illicite ; la jurisprudence a été unanime à la condamner.

Il est facile d'ailleurs d'en donner la raison.

Nous savons que la condition essentielle à la validité de la vente à tempérament est que l'unité du titre soit respectée, que la propriété en soit transférée à l'acheteur dans son intégralité, qu'en un mot la valeur vendue soit absolument conforme à celle dont la création a été autorisée.

Or, il nous semble qu'il est difficile de modifier le titre plus profondément que ne le fait le vendeur qui sépare le droit aux intérêts de la chance de lots ; que reste-t-il en effet ? D'un côté une créance productive d'intérêts ; de l'autre, un simple billet de loterie.

Dans la vente à tempérament telle que nous l'avons définie et telle qu'elle est permise, l'acheteur participe aux chances de tirage parce qu'il est devenu immédiatement propriétaire d'une obligation régulière à laquelle ces chances sont attachées ; il doit donc, en cette qualité, avoir le droit de toucher les coupons d'intérêt appartenant à cette obligation. Si ce droit ne lui appartient pas, c'est

donc qu'il n'a pas acquis la propriété intégrale du titre ; celui-ci a été fractionné ; et dans le cas qui nous occupe, la partie qui en a été détachée, c'est le droit aux chances de lots, c'est-à-dire une chose essentiellement aléatoire et qui ne saurait aucunement constituer un placement sérieux.

N'est-ce pas là dans toute sa nudité l'opération prohibée par la loi de 1836, c'est-à-dire l'offre d'un gain à acquérir par la voie du sort, en un mot la création d'une loterie nouvelle ?

C'est bien ainsi que la Cour de Cassation (1) apprécie la clause qui nous occupe ; elle estime que le fait de délivrer les titres à l'acheteur après le dernier versement, munis seulement des coupons à échoir, constitue une modification aux conditions substantielles de l'autorisation, et qu'il y a ainsi création d'une opération aléatoire nouvelle qui tombe sous le coup de l'article 2 de la loi du 21 mai 1836.

Cet arrêt ne fait d'ailleurs que reproduire les termes de celui rendu à la date du 8 juillet 1882 dans l'affaire Lamarre. La Cour cassa l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy, précisément parce que celle-ci n'avait pas retenu le fait de la séparation du droit aux intérêts et du droit aux chances de lots.

Une convention différente de celle que nous venons de

(1) Arrêt du 51 janvier 1885.

décrire a été soumise à l'appréciation du tribunal d'Angers, qui a condamné le vendeur (1).

Celui-ci stipulait qu'il ne livrerait le numéro du titre que dans les dix jours qui suivraient le second versement ; nous aurons à examiner plus tard la validité de cette première partie de la convention ; mais de plus, les droits aux intérêts et aux tirages ne devaient être transmis à l'acheteur qu'en même temps que le numéro de l'obligation.

Le Tribunal a jugé que le vendeur « établissait ainsi au « détriment des souscripteurs, pendant une période d'au « moins deux mois, une scission ou dislocation de la chose « vendue en deux portions : l'une, la nue propriété, qui « leur était immédiatement et assez singulièrement acquise d'une valeur représentée par un titre dont ils ne « connaissaient pas et n'avaient pas le droit de connaître « le numéro ; l'autre, les fruits, c'est-à-dire les intérêts et « surtout le droit aux chances de gain pouvant résulter « des tirages. »

Il en résultait aux yeux des juges une modification essentielle aux conditions d'autorisation.

La Cour d'appel d'Angers (2), tout en confirmant le premier jugement, n'a pas admis ce motif.

(1) Jugement du 21 avril 1885.

(2) Arrêt du 16 juillet 1885.

Elle estime qu'il n'y a pas modification essentielle des conditions imposées à l'émission des valeurs en question ;
« en admettant même, ainsi que cela paraît résulter du
« texte de l'engagement et des explications fournies par
« le prévenu lui-même, que l'établissement vendeur re-
« tint le droit aux intérêts et aux tirages jusqu'après le
« troisième versement opéré par les souscripteurs, c'est-
« à-dire pendant un délai de deux mois si les versements
« n'étaient pas anticipés, il n'y a dans une réserve de
« cette nature autre chose qu'une sorte de couverture sti-
« pulée au profit de l'établissement vendeur, et une élé-
« vation de prix de vente que la liberté des conventions
« autorise et qui ne tombe sous aucune prohibition lé-
« gale... »

Remarquons d'abord que, dans l'espèce ci-dessus, le droit aux intérêts n'était pas séparé du droit aux chances de lots ; tous deux au contraire étaient réservés pendant un certain laps de temps, puis transmis simultanément à l'acheteur.

N'oublions pas, d'autre part, que la vente d'une obligation quelconque, sans indication de numéro, est une vente d'une chose *in genere* qui ne devient parfaite que par la détermination de l'objet vendu ; donc jusqu'à ce que le numéro du titre ait été livré à l'acheteur, il n'y a qu'une vente productive d'obligations, mais il n'y a pas encore de transfert de propriété ; celui-ci ne peut s'opérer que

lorsque la chose est individualisée, lorsque l'acheteur peut dire : c'est cette obligation qui est à moi.

Il n'est donc pas exact de dire qu'il y avait dans notre espèce scission de la chose en deux portions : la nue propriété qui était immédiatement acquise, et les fruits. La vérité est qu'aucune partie de la propriété n'était immédiatement transférée ; mais au contraire ce transfert s'opérait intégralement au moment de la remise du numéro ; il n'y avait donc aucune modification essentielle apportée aux éléments constitutifs du titre, et nous pensons que la Cour d'Angers a eu raison de valider sur ce point la convention incriminée.

Nous avons dit que la clause par laquelle le vendeur se réservait les intérêts du titre jusqu'à parfait paiement était universellement condamnée ; mais il ne faut pas exagérer la sévérité comme l'ont fait certains tribunaux qui ont déclaré illicite la convention suivante : le vendeur devait continuer à toucher les intérêts pour le compte de l'acheteur et en imputer le montant sur les acomptes coïncidant avec l'échéance des coupons.

Par exemple, supposons que le versement mensuel à effectuer par l'acheteur soit de 10 francs ; un coupon de 6 fr. 75 est payable au mois d'avril ; ce mois-là, le versement sera seulement de 3 fr. 25, différence entre la somme due par l'acheteur et les intérêts touchés par le vendeur pour le compte de celui-ci.

Cette combinaison a l'avantage d'éviter un déplacement de fonds inutile ; elle ne porte préjudice à aucune des parties, et enfin elle est, à notre avis, absolument légale.

On l'a critiquée en disant qu'elle privait l'acheteur de la jouissance du titre et que par conséquent elle était illícite. Mais est-il sérieux de faire de la perception matérielle du montant du coupon, l'élément essentiel de la jouissance ? Tout ce que le législateur a voulu, c'est que l'acheteur profitât réellement des intérêts produits par son titre.

Ainsi que l'a jugé la Cour d'Orléans (1), « ... il importe
« peu que les coupons fussent touchés par le vendeur
« lui-même pour le compte de l'acheteur, du moment
« où ils étaient portés à son crédit, et alors que ce mode
« d'opérer avait pour but d'éviter une circulation inutile
« des coupons ; que sans cela, ils auraient été transmis à
« l'acheteur, et que celui-ci aurait envoyé au vendeur le
« montant de cet encaissement pour l'imputer sur son
« compte ; qu'il résulte de ce qui précède qu'aucune con-
« travention n'a été commise à la loi prohibitive des
« loteries. »

Le tribunal de la Rochelle (2), a reconnu la validité de cette convention dans des termes identiques. Le caractère

(1) Arrêt du 15 mars 1887.

(2) Jugement du 19 mars 1890.

légal d'une semblable stipulation ne saurait donc plus être mis en doute.

Il nous reste à examiner une dernière clause relative aux intérêts : le vendeur remettait à l'acheteur des bons d'intérêt à son nom, et lui payait ainsi le montant des coupons aux lieu et place de l'établissement débiteur.

La Cour de Nancy (1) a condamné ce procédé sur ce motif qu'il y avait substitution de la solvabilité douteuse du banquier vendeur à la garantie présentée par l'établissement débiteur.

Ce motif nous semble inacceptable ; sur quoi se baserait-on, en effet, pour établir une comparaison entre la solvabilité de la société qui a émis le titre et celle du banquier qui le vend ?

D'ailleurs, nous avons vu que l'on reconnaît unanimement au vendeur le droit de retenir la possession du titre jusqu'au paiement intégral du prix ; il est donc évident que dans ce cas l'acheteur ne pourra pas avoir entre les mains les coupons attachés à ce titre. Que le vendeur lui envoie ces coupons eux-mêmes pour être touchés à la société débitrice ; qu'il les lui porte en compte, comme nous l'avons vu précédemment ; ou qu'il lui délivre des bons d'intérêt payables à sa propre caisse, il semble que cela importe peu ; l'acheteur aura toujours la jouissance effective de son titre.

(1) 1^{er} décembre 1886.

Il n'est même pas exact de dire qu'il y a substitution de la solvabilité du vendeur à celle de l'établissement débiteur ; celui-ci est toujours seul tenu vis-à-vis du propriétaire du titre qui, une fois mis en possession, pourra présenter les coupons à ses guichets.

Nous savons, il est vrai, que l'acheteur à tempérament n'a généralement pas la possession du titre et qu'il court grand risque de ne l'acquérir jamais si son vendeur tombe en faillite.

Mais en quoi la clause que nous examinons change-t-elle sa situation ? Sous quelque forme qu'il ait perçu ses intérêts dans le passé, il n'en reste pas moins vrai que la déconfiture de son vendeur le met dans l'impossibilité de les toucher à l'avenir, ne pouvant présenter les coupons à l'échéance.

La privation de la possession du titre entraînant donc nécessairement celle de la possession des coupons, la théorie de la Cour de Nancy aboutit à critiquer le droit de rétention du vendeur ; or, nous avons vu que ce droit est universellement admis par la doctrine et par la jurisprudence.

Pour nous résumer sur la question des intérêts, nous pouvons donc dire qu'il est absolument interdit au vendeur de s'en réserver la jouissance effective pendant quelque laps de temps que ce soit, à dater du transfert de la propriété du titre ; toutes autres conventions relatives au

mode de perception de ces intérêts par l'acheteur restent permises.

2° — *Faculté pour l'acheteur de renoncer au contrat
après un ou plusieurs versements.*

Cette clause est généralement ainsi conçue : le vendeur renonce à exercer aucunes poursuites pour le paiement des termes échus ; mais si l'acheteur laisse passer un certain délai, deux ou trois mois par exemple, sans payer, le traité est résolu ; l'acheteur est déchu de ses droits et perd le montant des acomptes déjà versés.

Une pareille stipulation a pour résultat de rendre l'acheteur libre de renoncer à son contrat quand il le veut, et de limiter son déboursé à telle somme qu'il lui plaira ; elle lui permet de concourir à un ou plusieurs tirages de lots moyennant une dépense relativement minime, et de se retirer, si le sort ne le favorise pas, en abandonnant sa mise, diminuée peut-être d'une faible somme à titre d'intérêt si un coupon est échu dans l'intervalle.

Nous retrouvons donc dans cette clause le signe caractéristique de la loterie : perte du capital engagé, et bien souvent sans aucune compensation pour le joueur malheureux.

Aussi doit-elle, à notre avis, être considérée comme absolument illicite ; un parti important dans la doctrine, et en

première ligne M. Labbé (1), la considère ainsi ; de nombreuses décisions judiciaires l'ont également condamnée.

M. Labbé dit que la vente doit être ferme, obligatoire de part et d'autre ; il faut éviter de légitimer une opération dans laquelle l'acheteur peut se désister en perdant une somme minime par lui versée ; c'est une mise à la loterie avec faculté de devenir propriétaire d'un titre. Le fait qu'aucune poursuite ne peut avoir lieu, à quelque époque que le paiement soit discontinué, les versements effectués étant perdus, prouve que l'acquisition de titre était de pure faculté ; l'acheteur pouvait à son gré faire un placement sérieux ou mettre à la loterie.

La Cour de Limoges (2) critique cette clause pour les mêmes motifs : « Attendu qu'en donnant à l'acheteur la
« faculté de renoncer au contrat s'il laissait passer deux
« échéances sans les payer et à la seule condition de perdre
« ce qu'il aurait versé, le Comptoir se trouverait avoir re-
« mis simplement au souscripteur un billet de loterie ;
« qu'en effet, pour courir la chance du tirage, l'acheteur
« n'avait eu qu'à déboursier une somme relativement mi-
« nime et n'était pas obligé de payer l'intégralité d'une
« obligation qu'il n'avait pas sérieusement achetée..... »

(1) Sirey 1887-2-49.

(2) 1^{er} mai 1884.

Les Cours de Poitiers (1) et d'Orléans (2) ont également reconnu le caractère illicite de cette convention.

Il est évident, en effet, que la vente, en pareil cas, n'est pas sérieuse; dans l'esprit du vendeur, elle ne l'est jamais; il sait combien sont minimes les chances de lots, et il compte bien que l'acheteur se lassera de toujours payer sans voir ses espérances se réaliser, et qu'il renoncera à son contrat, lui abandonnant ainsi tout le bénéfice de l'opération.

L'intention de l'acheteur est plus douteuse; il est possible qu'il ait eu réellement au début l'espoir de s'acquitter intégralement; mais il n'en reste pas moins vrai que la vente n'était pas ferme, obligatoire dès le début, et que, par conséquent on n'y trouve pas, dès ce moment, le caractère de placement sérieux qu'exige la loi d'autorisation.

Notre clause a cependant trouvé des défenseurs. On a dit d'abord que le droit pour l'acheteur de renoncer au contrat n'altère pas l'intégralité du titre; l'acheteur a joui des intérêts en même temps que de la chance de lots attachée à l'obligation vendue (3). Nous croyons, en effet, que l'on ne peut pas affirmer *a priori* que l'unité du titre

(1) 12 novembre 1886.

(2) 20 novembre 1886.

(3) M. Lévy-Ullmann. *Traité des obligations à primes et à lots*; n° 252, p. 277.

soit altérée, en pareil cas, par la séparation du droit aux chances de gain d'avec le droit au capital et aux intérêts ; ce sera peut-être bien souvent vrai en pratique, ce genre de contrat pouvant être résolu avant que l'acheteur ait même eu le temps de toucher un coupon ; mais théoriquement la clause en question ne saurait empêcher le transfert de l'entière propriété du titre.

On a soutenu ensuite que l'argument que nous avons invoqué, l'absence du caractère de placement sérieux, n'était qu'une pure pétition de principe (1) ; il est permis, dit-on, au vendeur de concéder à l'acheteur la propriété d'un titre à lots pour le prix qui lui convient ; rien de ce qui touche au prix de vente n'a fait l'objet d'une limitation de la loi d'autorisation. Nulle disposition n'interdit de mettre en vente pour 20 francs des obligations à lots d'une valeur nominale de 100 francs. D'ailleurs, à partir de quel prix admettrait-on qu'il y a déboursé sérieux ?

L'objection nous semble un peu spécieuse, pour ne pas dire paradoxale ; il n'est pas, en effet, dans les habitudes des vendeurs à tempérament de consentir un prix inférieur à la valeur réelle du titre, bien au contraire. D'autre part, notre cas est tout différent ; il est bien évident qu'il n'a jamais été dans l'intention du vendeur de céder son titre pour un prix minime ; il a envisagé deux hypothèses pos—

(1) M. Lévy-Ullmann. *Traité des obligations à primes et à lots* ; n° 252, p. 277.

sibles ; ou bien l'acheteur renoncerait au contrat et lui abandonnerait les sommes versées ; ou bien il n'y renoncerait pas et lui paierait alors le prix intégral de l'obligation.

Du reste, le contrat étant résolu par le fait même que ce prix intégral n'est pas payé, l'objection porte à faux ; on nous dit qu'on peut vendre une valeur à lots à un prix quelconque, même minime ; nous n'y contredisons pas, mais, nous le répétons, il n'a jamais été dans l'intention du vendeur de considérer les sommes versées jusqu'à la cessation des paiements comme un prix de vente.

La question du prix est tout à fait en dehors de notre hypothèse ; nous pensons que la clause que nous venons d'examiner doit être prohibée parce que, la vente n'étant pas obligatoire, l'acheteur a la faculté de faire une simple mise à la loterie, ce qui est absolument contraire à l'esprit de la loi de 1836, et des lois qui, postérieurement, ont autorisé l'émission de valeurs à lots.

3° — *Prime de remboursement à l'acheteur au cas d'amortissement sans lot.*

Certains vendeurs à tempérament s'engagent à payer à l'acheteur une somme déterminée dans le cas où le titre dont le numéro leur a été indiqué viendrait à être appelé au remboursement au pair avant libération complète. Com-

ment faut-il apprécier une semblable stipulation ? Est-elle licite, ou n'enfreint-elle pas, au contraire, la prohibition de la loi de 1836 ?

La Cour de Nancy (1) y a vu une sorte de contrat d'assurance contre les effets du remboursement au pair :

« Attendu qu'on ne saurait, notamment, voir dans le
« fait d'avoir porté à 150 francs le prix du rembourse-
« ment des valeurs sorties au tirage, un appât par lui
« jeté au public, comme une sorte de loterie nouvelle
« greffée sur une loterie autorisée ; que cette surélévation
« ne constitue qu'une sorte de contrat d'assurance licite
« et passé dans les usages, qui a pour but de soustraire
« l'acheteur aux chances défavorables pour lui d'un tirage
« au sort par suite duquel il serait obligé de recevoir le
« remboursement au pair d'une valeur qu'il a acquise à
« un prix supérieur. »

Sans doute, l'assurance contre le remboursement au pair des valeurs à lots ou sans lots est passée dans les usages et constitue un contrat parfaitement licite, mais à la condition qu'il s'agisse de titres achetés en bourse ou tout au moins au cours de la Bourse ; si ce cours est supérieur au taux du remboursement, l'acheteur pourra juger prudent de s'assurer, d'autant plus que la portion de la période d'amortissement restant à courir sera plus courte.

(1) 28 décembre 1881. Affaire Lamarre.

Dans ce cas il paiera, soit à l'établissement par l'intermédiaire duquel il a acheté, soit même à tout autre établissement, une certaine prime annuelle, moyennant laquelle l'assureur s'engagera à lui rembourser son prix d'achat, si l'obligation vient à sortir au pair.

Ce contrat, nous l'avons dit, est parfaitement licite ; mais remarquons qu'il diffère à deux points de vue de celui qui était soumis à l'examen de la Cour de Nancy : d'abord l'acheteur ne réalise aucun bénéfice, mais évite seulement une perte ; et s'il évite cette perte, c'est en rémunération des sommes par lui payées à titre de prime et dont le montant dépassera peut-être l'avantage qu'il retire de son contrat. C'est du reste le principe fondamental de l'assurance.

Notre clause, au contraire, ne contient rien de semblable ; l'acheteur y réalise un bénéfice réel, sans avoir fait pour cela aucun sacrifice. Il nous semble donc qu'il y a bien là un appât jeté au public, un avantage supplémentaire offert à l'acheteur, probablement pour lui faire accepter plus facilement la forte majoration du prix.

C'est bien ainsi que l'ont jugé la Cour de cassation (1) et la Cour de Besançon (2). L'arrêt de cette dernière Cour fait remarquer en outre : « Qu'en apposant à son contrat une

(1) 8 juillet 1882 ; même affaire.

(2) 50 novembre 1882 ; même affaire.

« semblable stipulation, le vendeur, non seulement mo-
« difiait dans son essence les conditions originaires de
« l'émission publique, mais encore se livrait, par ce moyen,
« à un véritable jeu avec le souscripteur ; car s'il était
« exposé à payer à celui-ci une somme supérieure de
« 50 francs au montant de ses remboursements, pour
« le cas où la valeur sortirait au tirage sans être favorisée
« d'un lot, il courait aussi la chance, dans le cas infini-
« ment plus probable où cette valeur ne serait pas atteinte
« par le tirage avant la complète libération du souscrip-
« teur, de bénéficier de la différence notable qui existait
« entre le prix de vente que lui versait le souscripteur et
« le prix auquel il avait lui-même acheté la valeur en
« Bourse ; qu'une pareille alternative, dont la solution
« dépendait essentiellement du sort, rendait l'opération
« incriminée éminemment aléatoire entre les parties. »

Il faut, par conséquent, rejeter la théorie du contrat d'assurance, et reconnaître que la stipulation d'une prime de remboursement à l'acheteur introduit dans le contrat un aléa nouveau, que c'est un lot supplémentaire offert au public ; c'est le sort qui désignera ceux des acheteurs auxquels devra être attribuée une semblable prime ; nous avons donc bien tous les éléments d'une loterie nouvelle non prévue par l'autorisation.

Ce qui démontre bien, du reste, que les conditions de l'émission sont modifiées d'une façon profonde, c'est que,

seules, les personnes qui auront acheté leurs titres à un certain vendeur bénéficieront de cet aléa nouveau; à chaque tirage, elles courront également les mêmes chances que tous autres porteurs des mêmes valeurs, et de plus elles pourront se voir attribuer la prime qui leur est spécialement promise; cette inégalité de condition fait ressortir d'une façon flagrante le caractère illicite de notre stipulation.

4^e — *Association entre acquéreurs.*

La combinaison que nous allons avoir à examiner est d'une nature toute nouvelle : le vendeur à tempérament proposait à chaque acheteur de s'associer à dix-neuf autres acheteurs de valeurs de même genre; en vertu de cette association, administrée par le banquier vendeur jusqu'au paiement complet du prix d'achat, chaque associé participait à tous les tirages des valeurs comprises dans le groupe; il acquérait le droit à $1/20$ des lots attribués par le sort aux autres titres, et il cédait $19/20$ du lot que son titre gagnerait; il avait ainsi l'espérance de gagner plus souvent, mais son gain était beaucoup amoindri.

Cette combinaison semble bien respecter la loi de 1836; la vente est ferme, l'unité du titre est respectée; le caractère de placement sérieux n'est pas douteux; cependant le banquier qui avait imaginé cette sorte d'association a été poursuivi et condamné.

Le ministère public s'exprimait ainsi à cet égard :
« Cet ensemble d'opérations ne paraît pas tomber sous
« l'application de la loi pénale; mais on aurait peine à
« comprendre qu'il se trouvât des acheteurs disposés à
« payer avec une telle plus-value un titre du Crédit fon-
« cier, s'ils n'étaient sollicités par la perspective d'avantages particuliers. »

La prévention voyait ces avantages particuliers dans le fait d'avoir organisé une véritable loterie qui permettait à chaque acheteur de concourir aux chances de tirage non seulement de son obligation, mais encore de dix-neuf autres de même nature.

Le Tribunal de la Seine, devant lequel l'affaire a été portée, a estimé que le vendeur avait eu surtout pour but de faire accepter par ses clients l'énorme majoration du prix de vente (elle était dans ce cas de 77 francs pour un titre de 108 francs); et il a jugé qu'il y avait une infraction à la loi de 1836 dans le fait d'avoir modifié les chances de tirage qui auraient appartenu à l'acheteur s'il eût acheté en Bourse.

La Cour de Paris a confirmé ce jugement sur ce motif
« que si des obligations à lots peuvent, comme toutes au-
« tres valeurs, être possédées en commun ou mises en so-
« ciété, un banquier n'a point le droit de spéculer sur les
« tirages de lots autorisés, en offrant au public, au moyen
« de ces tirages, des chances de gain fractionnées ou com-

« binées autrement qu'elles ne l'ont été par la loi consti-
« tutive de l'opération. »

Elle relevait en outre « que, d'autre part, il était stipulé
« dans les contrats qu'au cas de paiement anticipé du prix
« convenu, l'acheteur ne pouvait exiger la délivrance du
« titre dont le numéro lui aurait été attribué; qu'il devait
« accepter l'un des titres disponibles dans la caisse au mo-
« ment de sa libération; qu'ainsi les titres offerts en vente
« ne devenaient pas la propriété individuelle de l'acheteur,
« mais demeuraient engagés dans une association de jeu
« dont l'appelant se faisait le promoteur et le gérant in-
« téressé. »

Laissant de côté la majoration excessive du prix de vente qui semble avoir fortement impressionné le tribunal de la Seine, nous constatons que le jugement et l'arrêt ci-dessus sont parfaitement motivés; il est certain que la combinaison incriminée avait pour résultat de faire participer les acheteurs à des chances de gain tout à fait différentes de celles régulièrement attachées aux titres. S'ils ne pouvaient espérer gagner qu'une fraction de lot, du moins ils pouvaient se dire qu'ils avaient vingt numéros dans la roue; on ne peut nier qu'il y avait là un appât sérieux offert au public; l'infraction à la loi de 1836 est bien évidente.

Cependant, la validité d'une semblable convention a été soutenue par plusieurs auteurs, et notamment par

M. Labbé, dont nous croyons devoir reproduire l'argumentation (1) :

« Quant à l'association entre les titulaires de valeurs
« à lots, est-elle contraire à la défense de la loi de 1836 ?
« Elle multiplie les chances, les occasions de gain ; mais
« elle diminue l'importance des gains. Elle marche en
« sens contraire de l'esprit de la loterie. La loterie en-
« flamme la cupidité par l'énormité du gain qu'elle offre,
« certaine que le joueur ne fera pas attention à la rareté
« de sa réalisation. L'association ou mutualité rend les
« chances de gain plus fréquentes, mais en même temps
« les gains plus modérés. Ceux qui entreront dans l'asso-
« ciation sont ceux qui auront la sagesse de reconnaître
« que 100.000 francs à gagner sur un million de chances
« contraires, est une chimère ; qu'il vaut mieux se con-
« tenter d'un vingtième en diminuant dans la même pro-
« portion le nombre des chances contraires. Une hypo-
« thèse, peu réalisable, il est vrai, mettra notre pensée en
« relief : l'association de tous les porteurs de valeurs à
« lots serait l'anéantissement de la loterie. Chacun ne re-
« cevrait plus que l'équivalent des intérêts retenus sur le
« capital prêté par lui ou ses auteurs. Une association
« restreinte marche vers la loterie. Donc, s'il est vrai que
« la mise en commun des chances autorisées change les

(1) Sirey, 1885-1-255.

« conditions fixées pour l'acquisition des lots, elle les
« change pour s'éloigner du type que la loi de 1836 ré-
« prouve, la loterie. »

Nous pourrions répondre d'abord que l'argument est d'ordre économique plutôt que juridique; il ne s'agit pas de savoir si l'association telle que nous l'avons décrite est morale, mais si elle est permise. Nous avons, il est vrai, au début de ce chapitre, soutenu la validité de la vente à tempérament par des arguments de même nature, et l'on pourrait nous accuser de manquer de logique; mais nous ferons observer que nous envisagions à ce moment la vente à tempérament en général, et que nous nous plaçons dans l'hypothèse où toutes les conditions de l'autorisation sont respectées, la seule particularité de l'opération consistant dans le paiement du prix par acomptes périodiques.

Un argument d'ordre purement économique peut donc venir à l'appui d'une opinion également justifiée en droit, mais il devient insuffisant pour valider une opération contraire à la loi; or, M. Labbé semble bien reconnaître que la mutualité « change les conditions fixées pour l'acquisition des lots ».

Examinons, du reste, la valeur de l'argument en lui-même.

Est-il bien vrai de dire que l'association marche en sens inverse de la loterie? Il nous semble que, bien au

contraire, elle en accentue le caractère aléatoire ; plus on augmente les chances de gain, tout en diminuant l'importance de ceux-ci, plus on se rapproche de la véritable loterie, de celle qui est exclusive de tout placement, et plus aussi on attire le public ; ceux qui, réfléchissant à la faible proportion des chances favorables, auraient hésité à acheter une valeur à lots, se laisseront peut-être tenter si cette proportion est rendue vingt fois plus forte ; il n'est donc pas du tout certain que la mutualité ne soit pas aussi contraire à l'esprit qu'à la lettre de la loi de 1836 ; dans ces conditions, que reste-t-il de l'argument proposé ?

L'exemple de l'association universelle est ingénieux, mais il prouve trop pour être exact.

Restons donc strictement dans les termes de la loi ; le législateur a prudemment interdit toute opération offerte au public autre que celles qui seraient autorisées ; nous nous trouvons en présence d'une opération de cette nature, déclarons-la illégale.

M. Labbé ajoute : « L'association mutuelle entre les
« propriétaires de valeurs à lots est-elle licite ? Si on la
« reconnaît, la question a fait un grand pas. Celui qui
« provoque à une opération licite, c'est-à-dire conforme
« à l'esprit de la loi, qui se charge de la gérer pendant
« quelque temps, est-il punissable ? Celui qui, sur l'ac-
« quisition licite de valeurs à lots autorisées, greffe une
« combinaison qui en élimine, dans une certaine mesure,

« le hasard et l'inégalité des chances, peut-on dire qu'il
« invente et offre une opération destinée à faire naître
« l'espérance d'un gain qui sera acquis par la voie du
« sort ? Nous en doutons. Il n'y aura pas d'autres gains
« fortuits à distribuer entre les associés que ceux fixés
« par l'autorisation, que ceux légitimement acquis à
« chacun des associés propriétaire d'un titre. La distri-
« bution entre eux égalise le gain et la perte. Ce n'est pas
« une loterie, c'est l'inverse. »

Nous reconnaissons volontiers que l'association entre propriétaires de valeurs à lots est licite, mais le fait de provoquer à une association de ce genre peut être punissable, et c'est notre cas ; nous savons, en effet, que l'offre au public est un des éléments essentiels de l'infraction à la loi de 1836 ; or le banquier qui avait imaginé la mutualité s'adressait au public, il lui offrait sa combinaison ; il était donc condamnable, bien que les propriétaires qu'il avait réunis ne l'eussent pas été s'ils se fussent associés entre eux de leur plein gré.

M. Labbé doute que l'on puisse dire que ce banquier offrait au public une opération destinée à faire naître l'espérance d'un gain par la voie du sort ; mais cependant si nous examinons la combinaison qu'il proposait à ses clients, qu'y trouvons-nous ? L'offre de prendre part, moyennant l'achat d'un seul titre, aux chances de tirages de vingt numéros ; il éliminait, nous dit-on, dans une certaine

mesure l'inégalité des chances ; c'est vrai, mais, nous l'avons dit, il sollicitait ainsi les acheteurs en faisant miroiter à leurs yeux la proportion relativement forte de chances favorables qu'ils couraient ; s'il n'y a pas d'autres gains fortuits à distribuer entre les associés que ceux fixés par l'autorisation, leur répartition est modifiée, ils ne vont pas à ceux qui auraient dû en bénéficier d'après les conditions de l'émission ; les 19|20 que le propriétaire du titre ne touche pas ont servi à attirer d'autres acheteurs qui ne se seraient peut-être pas décidés à risquer la chance sans la perspective de prendre part aux tirages avec vingt numéros différents.

Il nous semble qu'il y a bien là tous les éléments de l'offre au public d'un gain par la voie du sort, et que, de plus, les conditions essentielles de l'autorisation sont profondément modifiées en ce qui concerne l'importance des gains aléatoires.

« L'union de la vente et de l'association, ajoute M. Labbé,
« avait pour but d'imprimer un stimulant plus énergique
« au paiement des termes du prix. L'acheteur a promis,
« il doit ; mais il est plus enclin à payer s'il a la perspec-
« tive d'un prochain tirage. Membre d'un groupe, il parti-
« cipe à un plus grand nombre de tirages ; il est plus vive-
« ment sollicité à la régularité des paiements successifs...
« Il serait curieux de constater et de comparer le nombre
« des ventes qui, faites selon les clauses dont la Cour de

« Besançon a apprécié la légalité, avortaient par défaut
« de paiement continué des termes après une déception
« dans un tirage, et le nombre des ventes qui, mêlées à
« l'association, s'exécutaient et parvenaient à un parfait
« accomplissement ; on verrait plus clairement ce qu'il
« convient économiquement de tolérer ou d'interdire. »

Economiquement, nous n'en disconvenons pas ; mais, nous l'avons dit, les arguments de cette nature ne sauraient suppléer les raisons de droit ; il est possible que l'association soit un stimulant à l'épargne, et qu'à ce titre elle ait un rôle utile, mais ce n'est pas là ce qu'il convient d'examiner. Que fait le vendeur ? Il offre au public la faculté de concourir à des tirages de lots dans des conditions autres que celles prévues par la loi d'émission. Que nous faut-il de plus pour le condamner ?

Si, comme le soutient M. Labbé, la combinaison proposée était l'inverse d'une loterie, si elle s'éloignait réellement du type que la loi de 1836 réproouve, nous pourrions peut-être la valider en interprétant cette loi d'une façon large et libérale ; mais, nous l'avons dit, rien n'est moins démontré.

M. Labbé reconnaît, du reste, que l'association explique la surélévation du prix, parce que le banquier est obligé de remplacer les titres qui, pendant sa durée, viendraient à sortir au pair. Voilà un aveu qui ne milite guère en faveur de la moralité d'une semblable clause ; nous savons

que la majoration du prix n'est pas un délit, mais en tout cas on doit regretter qu'elle ne se maintienne pas dans des limites raisonnables.

L'utilité économique de l'association mutuelle est donc loin d'être démontrée ; son illégalité est flagrante ; par conséquent, nous ne pouvons qu'approuver les décisions judiciaires citées plus haut, et conclure comme elles à la prohibition d'un semblable procédé.

CLAUSES DOUTEUSES

1° — Stipulation d'un délai pour la détermination du titre.

Le vendeur à tempérament d'une valeur à lots peut-il stipuler un certain délai pour indiquer à son acheteur le numéro du titre vendu ? Une semblable réserve se rencontre souvent, le numéro ne devant être livré qu'après le premier, le second, le troisième versement, ou même seulement après paiement intégral du prix.

De nombreux arrêts ont été rendus sur cette matière, mais les espèces étant différentes, la doctrine qui s'en dégage est bien confuse ; aussi avant d'examiner les décisions de la jurisprudence sur ce point, allons-nous envisager la question à un point de vue général et purement théorique.

Nous avons déjà dit que la vente d'une valeur à lots dont le numéro n'est pas indiqué était une vente de chose *in genere*, c'est-à-dire une vente simplement productive d'obligations, et non immédiatement translatrice de propriété. Comme dans toute vente où une opération ultérieure est nécessaire pour déterminer la chose vendue, la propriété et les risques de cette chose restent au vendeur jusqu'au moment de sa détermination. Celle-ci résultera dans notre hypothèse de l'indication du numéro du titre ; jusque-là, la vente portait sur une obligation quelconque d'un emprunt déterminé ; l'acheteur ne pouvait donc encore avoir aucun droit réel puisqu'il n'aurait pu désigner l'objet de ce droit.

Il est évidemment permis, dans un contrat de cette nature, de stipuler que la détermination de la chose aura lieu à telle époque convenue entre les parties ; il n'existera jusque-là qu'une obligation de livrer à la charge du vendeur, et pour l'acheteur une obligation corrélative de payer son prix.

S'il s'agissait d'une vente pure et simple d'obligation à lots, personne ne contesterait au vendeur le droit de se réserver tel délai que l'acheteur voudrait bien lui accorder pour l'indication du numéro du titre ; cette faculté ne saurait lui être enlevée par ce seul fait que le prix est payable par acomptes périodiques, autrement dit que la vente est faite à tempérament.

Nous n'apercevons dans une semblable convention aucune infraction à la loi de 1836 ; elle ne viole en aucun point la règle générale que nous avons posée au chapitre précédent, l'unité du titre n'est altérée en rien ; nous devons donc déclarer cette clause absolument licite.

Un auteur (1) fait observer qu'il ne faut pas trop généraliser cette conclusion ; s'il est permis au vendeur de se réserver un délai pour la détermination du titre, c'est à la condition expresse qu'il en conserve l'entière propriété pendant tout le temps convenu, et que jusque-là aucune partie de cette propriété ne soit transférée à l'acheteur ; autrement nous retomberions sous le coup de la prohibition de la loi de 1836.

Nous avouons que nous ne voyons pas très bien comment on pourrait transférer pour partie la propriété d'une chose indéterminée ; de deux choses l'une, ou l'objet de la vente est individualisé, ou il ne l'est pas, et plus spécialement dans notre cas, le numéro du titre est connu ou non ; dans la première hypothèse, nous concevons fort bien la possibilité d'un transfert partiel de propriété, mais nous ne voyons pas comment l'acheteur pourrait avoir un droit réel sur une partie d'une chose qu'il est impossible de désigner.

(1) M. Lévy-Ullmann : *Traité des obligations à primes et à lots* ; n° 244, p. 265.

On nous cite comme exemple le cas où il serait stipulé que dès le jour de la vente, l'acquéreur aurait droit aux intérêts, ou, ce qui revient au même, qu'il lui serait tenu compte des intérêts à échoir sur le montant des mensualités ; et on en conclut que le titre est scindé, que l'unité et l'intégralité n'en sont pas respectées.

Ce n'est pas notre avis ; nous pensons que même dans ce cas, la clause est licite.

Comment pourrait-on dire, en effet, que l'acheteur a droit aux intérêts d'un titre qu'il ne connaît pas ? le vendeur en possède peut-être le numéro, il est vrai, et encore ce n'est pas certain ; mais cette circonstance ne saurait influencer sur la détermination de la chose vendue ; cette détermination n'est valable que par l'accord des parties, il faut qu'il y ait concours des volontés.

Il est évident que ce n'est pas l'acquéreur qui touchera les coupons ; plutôt que de lui reconnaître un droit aux intérêts, il est donc plus exact de dire, ce qui n'est pas la même chose à notre avis, qu'il lui est tenu compte des intérêts échus sur le montant des mensualités ; une pareille stipulation s'explique d'ailleurs fort bien : aux termes de l'art. 1651 C. civ. « S'il n'a rien été réglé à cet égard lors « de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le « temps où doit se faire la délivrance ».

D'après le droit commun, l'acquéreur n'aurait dû payer son prix qu'au moment de la délivrance, c'est-à-dire après

l'indication du numéro du titre ; il le paie par anticipation ; il est très équitable et très naturel qu'en compensation le vendeur lui tienne compte des intérêts.

Nous pensons donc que le titre n'est pas scindé, et d'ailleurs, le serait-il, que la loi de 1836 ne serait pas violée à notre avis. Que défend-elle, en effet ? Toute offre au public pour faire naître l'espérance d'un gain par la voie du sort. Si la jurisprudence veut que l'unité du titre soit respectée, c'est évidemment pour empêcher que la séparation de ses différents éléments ne serve à faire naître une espérance de cette nature.

C'est pour ce motif qu'elle condamne la retenue des intérêts par le vendeur ; celui-ci offre ainsi, en effet, au public des chances de lots isolées et modifie par conséquent une loterie préexistante.

Il en est tout autrement dans notre hypothèse ; le vendeur, dit-on, se réserve les chances de gain aux dépens de l'acheteur ; c'est là le résultat de leur convention ; mais où voit-on dans le fait de tenir compte à l'acquéreur des intérêts de ses versements, une modification à la loterie préexistante ; où voit-on surtout, pour rester dans l'esprit de la loi de 1836, une offre, un appât quelconque jeté au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort ?

Pour nous, nous n'y trouvons rien de semblable, nous ne voyons qu'une vente accompagnée d'une clause que la liberté des conventions suffit à valider.

Nous n'envisagerons pas l'hypothèse où le vendeur, sans indiquer le numéro du titre, et tout en se réservant les intérêts, concéderait immédiatement à l'acheteur le droit aux chances de gain ; une pareille stipulation serait purement illusoire, puisqu'il serait impossible à l'acquéreur de vérifier le résultat des tirages.

Pour nous résumer, nous pensons que la détermination du titre peut toujours être faite à l'époque convenue entre les parties ; leur volonté doit être absolument libre sur ce point.

En l'absence de toute stipulation à ce sujet, nous croyons que le vendeur doit jouir d'un délai raisonnable que peuvent exiger les circonstances, par exemple l'éloignement de l'acheteur ou toute autre cause ; du reste, si la négociation était effectuée en bourse, l'agent de change aurait un délai de cinq jours de bourse francs pour livrer le titre ; nous ne voyons aucun motif d'être plus rigoureux pour le vendeur à crédit que pour le vendeur au comptant.

Nous allons maintenant passer en revue les différentes décisions judiciaires relatives à la détermination du titre et nous tâcherons d'en extraire la doctrine adoptée par la jurisprudence sur cette question.

Nous trouvons d'abord une série de jugements ou d'arrêts (1) qui condamnent le vendeur lorsque le numéro du

(1) Trib. d'Angers, 21 avril 1883 ; C. de Limoges, 26 décembre 1884 ; C. de Nancy, 1^{er} avril 1886 ; C. cass., 9 décembre 1887.

titre n'est livré qu'après le deuxième versement ; la Cour de Cassation dit que « par suite de cette dernière stipulation, le droit aux chances de gain, attaché par la loi « elle-même aux obligations, se trouve séparé pendant un « certain temps de chacun des titres vendus, ce qui peut « constituer un détriment pour l'acquéreur et un bénéfice « pour le vendeur ».

Nous avons essayé de démontrer qu'à notre avis, le titre ne se trouvait nullement scindé ; nous ne pouvons donc nous rallier à la doctrine formulée par les arrêts ci-dessus ; d'ailleurs, pourquoi exiger que l'indication du numéro ait lieu avant le deuxième versement, c'est-à-dire entre le versement au comptant qui accompagne la signature du contrat et le premier versement mensuel ? La fixation d'un pareil délai est purement arbitraire, puisqu'il arrivera fréquemment qu'aucun tirage n'aura lieu pendant ce laps de temps, dans lequel cas le vendeur n'aura retiré aucun bénéfice de la clause incriminée ; pour rendre sa doctrine acceptable, la Cour de Cassation aurait dû exiger seulement que le numéro fût livré avant le premier tirage postérieur à la vente. C'est, du reste, ce qu'a décidé la Cour d'Orléans (1).

Cependant, un grand nombre de Cours et de Tribunaux paraissent avoir adopté la même manière de voir ; nous

(1) Arrêt du 15 mars 1887.

relevons fréquemment, dans les considérants favorables au vendeur, le fait d'avoir livré le numéro dans un délai très rapproché de la conclusion du contrat (1).

Toutefois, aucun principe bien net ne se dégage de ces différentes décisions ; aucune ne formule la règle juridique en vertu de laquelle la détermination du titre doit être faite à brève échéance ; elles paraissent se fonder principalement sur ce que l'acheteur doit bénéficier dès la conclusion du contrat de toutes les chances et de tous les droits attachés à son titre.

Un arrêt de la Cour de Limoges (2) est plus explicite ; il dit que « la loi d'autorisation a nécessairement entendu « que, dès le jour de la convention, l'acheteur fût en « possession du titre et jouit de tous les avantages qui y « sont attachés. » Nous ne savons en vertu de quel principe d'interprétation on peut attribuer une pareille portée à la loi d'autorisation ; rien ne nous autorise à supposer qu'elle ait voulu déroger au droit commun en restreignant la liberté de convention des parties.

Ce n'est pas modifier le titre que de reculer l'époque où la propriété en sera transférée ; la clause que nous exami-

(1) C. de Poitiers, 12 nov. 1886 ; C. d'Orléans, 20 nov. 1886 et 15 mars 1887 ; C. de Dijon, 2 janv. 1888 et 24 avril 1890 ; Trib. de la Rochelle, 7 août 1889 et 19 mars 1890 ; Trib. de Chalon-s.-Saône, 2 avril 1889.

(2) 1^{er} mai 1884.

nons ne contrevient donc pas à la loi de 1836 ; dans ces conditions, la règle posée par la Cour de Limoges nous paraît manquer de base ; ce qu'elle érige en axiome n'est, au fond, qu'une simple hypothèse qui aurait besoin d'être appuyée sur des motifs précis.

L'arrêt de la Cour de Poitiers (1), déjà cité, reconnaît d'ailleurs que le contrat ne devient parfait que du jour de la délivrance des numéros des titres ; ce qui vient à l'appui de notre théorie que jusque-là il n'y a aucun transfert de propriété ; d'où impossibilité de scission du titre, puisqu'on ne saurait être propriétaire de partie, pas plus que de la totalité d'un objet indéterminé ; l'unité du titre n'étant pas altérée, la loi de 1836 n'est pas violée ; par conséquent, conformément au droit commun qui permet d'introduire dans un contrat de vente toute convention licite, les parties sont parfaitement libres de fixer comme il leur plaira la date de la détermination du titre.

La Cour d'Angers (2) a adopté des conclusions conformes aux nôtres ; elle reconnaît également que l'acheteur devenait propriétaire du titre à partir du moment où le numéro du titre lui était connu, et elle considère que si le vendeur se réservait le droit de ne l'indiquer qu'au bout de deux mois, il n'y avait dans une clause de cette

(1) 12 novembre 1886.

(2) Arrêt du 16 juillet 1885.

nature qu'une sorte de couverture stipulée à son profit ; elle écarte donc toute idée de modification essentielle apportée au titre et déclare que la liberté des conventions suffit à valider une semblable combinaison.

Nous citerons, enfin, un arrêt de la Cour d'Aix (1) qui dit que « le vendeur doit jouir, pour la délivrance du « numéro, du délai admis à la Bourse en pareille matière. »

De la comparaison de toutes les décisions rapportées ci-dessus, il résulte que la jurisprudence tend à n'accorder au vendeur que le délai moralement nécessaire pour s'acquitter de son obligation ; mais ce délai n'est pas nettement déterminé, les uns lui assignant comme terme le plus éloigné le premier versement mensuel, d'autres le premier tirage, d'autres enfin restant dans le vague.

Les motifs juridiques de cette exigence ne sont pas non plus bien définis, certains se basant sur la prétendue obligation du vendeur de transmettre immédiatement la propriété à l'acquéreur ; d'autres estimant que l'unité du titre est altérée.

Pour nous, nous l'avons dit, nous pensons que la propriété du titre reste nécessairement tout entière au vendeur jusqu'à l'indication du numéro ; que, par conséquent, aucune modification essentielle n'est apportée à sa

(1) 22 mars 1888.

nature, et que le droit commun doit être appliqué purement et simplement en cette matière.

2° *Liquidation de l'opération au cas de non paiement d'acomptes.*

On rencontre souvent dans les contrats de vente à tempérament la clause suivante : Après deux mois de retard dans les paiements mensuels, sans aucune mise en demeure de payer, le souscripteur perd tous droits aux avantages stipulés. Les obligations sont vendues au profit du souscripteur en défaut ; le produit, calculé sur le cours moyen de la Bourse du sixième jour qui suivra, sera porté au crédit de son compte ; le solde créditeur, s'il en existe, restera à sa disposition, mais sans produire d'intérêt.

Une telle stipulation est d'une grande utilité pour les vendeurs à tempérament, car bien des acheteurs se trouvent, au bout d'un temps plus ou moins long, dans l'impossibilité de continuer les versements, ou même y renoncent par désillusion. Comment feront alors les vendeurs pour obtenir l'exécution du contrat à laquelle leur client cherche à se soustraire ; ils peuvent évidemment le poursuivre et le faire condamner à payer le solde de son prix d'achat, puis faire exécuter le jugement sur les biens de leur débiteur, à condition, bien entendu, de lui remettre le titre contre paiement de la somme restant due ;

mais ils se garderont bien d'employer de tels moyens, car les acheteurs à crédit de valeurs à lots sont généralement peu fortunés ; leur impuissance à tenir leurs engagements indique une situation obérée, et le banquier exposerait des frais en pure perte en poursuivant des débiteurs qui seront presque toujours insolvables ou même disparus.

Les vendeurs à tempérament ont alors imaginé la combinaison rapportée ci-dessus, et que l'on désigne généralement sous le nom de « *clause de résiliation* ».

Cette clause est-elle licite, ou contient-elle une infraction à la loi de 1836 ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer en examinant les différentes solutions proposées en doctrine et en jurisprudence.

Nous rapporterons d'abord une opinion qui nous paraît d'une exagération évidente : on a prétendu que la clause de résiliation était *nécessaire* (1).

Il faut, dit-on, pour que la vente à crédit de valeurs à lots soit licite, que le contrat de vente présenté par le vendeur et accepté par l'acheteur ne revête en aucune façon le caractère d'un billet de loterie. Pour que ce caractère de billet de loterie ne s'y rencontre pas, il faut que le contrat contienne l'obligation, par l'acheteur, de payer la totalité du prix moyennant lequel la vente a été con-

(1) M. Baratte. *La Vente à crédit des valeurs à lots*, p. 56 et suiv.

sentie. En effet, si après avoir payé 20 francs comptant, 10 francs au bout du premier mois, 10 francs encore après la fin du second mois, l'acheteur ne continue pas à payer, et si on ne le poursuit pas en paiement, d'une manière quelconque, du solde de son prix, il s'ensuivra qu'il aura pu concourir à un tirage moyennant le déboursé relativement minime de 40 francs. Dans ce cas, la vente aura évidemment le caractère d'une loterie, puisque, au moyen de la combinaison précitée, l'acheteur aura pu concourir à des chances de lots sans avoir été dans la nécessité de déboursier une somme qui lui aurait été nécessaire, s'il avait acheté autrement qu'à crédit.

La jurisprudence, ajouté-t-on, est unanime sur ce point. Il faut que l'on trouve dans l'acte de vente l'obligation, par l'acheteur, de payer la totalité de son prix, et cette obligation ne consiste évidemment que dans le choix d'un mode de contrainte qui est la clause de résiliation stipulant que la totalité du prix sera exigible.

Que l'on soit unanime à dire que la vente à tempérament doit être obligatoire, c'est-à-dire que l'acheteur ne doit pas avoir la faculté de renoncer à son contrat quand il lui plaît, nous en convenons bien volontiers ; nous avons soutenu personnellement cette opinion et nous avons dit que la clause qui concède à l'acheteur une pareille faculté est illicite.

Mais on tire de ce principe une conséquence certaine-

ment exagérée quand on dit que l'obligation de payer la totalité du prix ne résulte évidemment que de la clause de résiliation; est-ce que tout contrat n'est pas obligatoire entre les parties, sans qu'il soit besoin d'y insérer une clause pénale quelconque ? Est-ce que le vendeur n'a pas, comme nous l'avons dit, la ressource de poursuivre son acquéreur et de le faire condamner à exécuter son obligation ? Ce mode de contrainte sera peut-être bien souvent d'une utilité douteuse, c'est possible, mais il n'en existe pas moins; c'est le procédé de droit commun, et il suffit à rendre le contrat obligatoire entre les parties.

Que l'on condamne le vendeur qui permet à son acquéreur de mettre fin à l'opération à son gré, moyennant l'abandon des sommes versées, c'est parfaitement juste ; mais qu'on le condamne encore pour ne pas avoir inséré la clause de résiliation, cela nous paraît excessif.

On a cité à l'appui de cette théorie, le jugement du Tribunal de Nancy du 11 novembre 1881, les arrêts de la Cour de Cassation du 8 juillet 1882, de la Cour de Besançon du 30 novembre 1882, de la Cour de Nancy du 1^{er} avril 1886 ; nous avouons qu'il faut lire entre les lignes pour trouver dans les considérants de ces arrêts un semblable motif ; les vendeurs ont bien été condamnés, mais sans que l'absence de toute clause de résiliation ait été invoquée contre eux ; au contraire le dernier arrêt cité constate l'existence de cette clause puisqu'il était stipulé que

« si l'acheteur laissait deux échéances impayées, le titre
« serait vendu après une lettre d'avis ».

Nous concluons donc que la clause de résiliation n'est
aucunement nécessaire et qu'en son absence le contrat de
vente à tempérament peut être parfaitement régulier.

Il nous reste maintenant à examiner si une semblable
stipulation est licite ; chose bizarre, ceux qui ont soutenu
qu'elle était nécessaire ont ensuite prétendu qu'elle était
illicite, plaçant les vendeurs à crédit dans cette alternative
singulière d'être également condamnables s'ils inséraient
cette clause ou s'ils ne l'inséraient pas.

L'argument invoqué était le suivant : le vendeur dé-
tient l'obligation à titre de gage ; lorsque l'acheteur cesse
de payer et que le vendeur vend ou feint de vendre le
titre en bourse, il procède à la réalisation de son gage ;
il viole donc l'article 2078 du Code civil qui dit que : « Le
« créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du
« gage ; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage
« lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence,
« d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera
« vendu aux enchères. Toute clause qui autoriserait le
« créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans
« les formalités ci-dessus, est nulle ».

Le vendeur qui insère une clause lui permettant de dis-
poser sans aucune formalité et même sans mise en de-
meure préalable d'un titre qui est la propriété de l'acqué-

reur, aurait donc fait une stipulation inutile et qui ne saurait lier l'acheteur, parce qu'elle constituerait le pacte comissoire prohibé par le Code civil.

Remarquons d'abord que ce système aboutit seulement à faire déclarer nulle la clause elle-même; mais si nous admettons qu'elle n'est pas nécessaire, la validité du contrat de vente n'est pas atteinte.

Les défenseurs de la clause de résiliation répondent, en outre, que si la loi défend la réalisation du gage sans autorisation de justice, c'est dans l'intérêt du débiteur, et pour éviter que son bien ne soit vendu à vil prix; or un pareil danger n'existe pas lorsqu'il s'agit de valeurs cotées à la Bourse; le cours moyen est une base tout indiquée pour exécuter la convention sans préjudice possible pour l'acheteur.

Cependant la Cour de Cassation, dans un arrêt récent (1), a admis la théorie du pacte comissoire.

Pour ceux qui ne reconnaissent pas au vendeur un droit de gage sur le titre qu'il retient en sa possession, la difficulté n'existe pas; l'article 2078 du Code civil n'a aucunement à intervenir en cette matière.

C'est bien ainsi que l'ont décidé deux jugements déjà cités (2); le premier dit que la convention n'offre pas le

(1) Ch. civ., 4 mai 1894.

(2) Trib. d'Avignon, 18 février 1889; Trib. de la Rochelle, 7 août 1889.

caractère d'un nantissement, et que c'est simplement une clause de garantie accessoire du contrat de vente. Le second déclare que la convention n'offre point le caractère d'un nantissement; que, dans tous les cas, on ne saurait la déclarer nulle en vertu des dispositions de l'art. 2078 du Code civil; qu'elle doit être considérée comme une sorte de clause pénale qui stipule qu'en cas d'inexécution la vente sera résolue, et fixe par avance les dommages-intérêts que pourra devoir l'acheteur.

Les vendeurs ont quelquefois, pour se défendre, invoqué le système de la compensation; ils ont, disent-ils, entre les mains, une valeur cotée à la Bourse et qui représente un prix nettement déterminé par le cours; ils peuvent donc faire la différence entre ce prix et la somme qui leur reste due et solder ainsi le compte de leur client.

Nous croyons que ce système de défense est mauvais, ou tout au moins discutable; aux termes de l'article 1291 du Code civil: « La compensation n'a lieu qu'entre deux
« dettes qui ont également pour objet une somme d'ar-
« gent, ou une certaine quantité de choses fongibles de
« la même espèce, et qui sont également liquides et exi-
« gibles ». Or, nous avons ici deux dettes dont l'une porte bien sur une somme d'argent déterminée, mais dont l'autre n'est pas liquide, puisque le cours auquel la négociation réelle aurait lieu en bourse ne peut être connu d'avance.

Mais si la clause de résiliation ne peut se justifier ni à titre d'exécution de gage, ni à titre de compensation, on peut néanmoins en démontrer le caractère licite en vertu d'un autre principe.

Ce principe est contenu tout entier dans le jugement du tribunal de la Rochelle rapporté plus haut ; nous nous trouvons en présence d'une clause pénale en vertu de laquelle la vente doit être résolue.

Cette dernière opinion a pour elle la majorité des auteurs et a été soutenue par M. Labbé (1).

Il est permis, dit-il de convenir qu'en cas d'inexécution, une vente sera résolue sans que le juge puisse retarder la résolution par un délai, et même sans qu'une mise en demeure soit nécessaire ; cela résulte de la combinaison des art. 1656 et 1139 C. civ. ; d'autre part, les dommages et intérêts prévus par l'art. 1184, peuvent être fixés à l'avance en vertu d'une sorte de clause pénale. C'est ce qui a lieu dans notre cas ; il est convenu que le montant de la vente en bourse sera déduit, s'il y a lieu, de la somme restant à payer, et que le surplus sera exigible de l'acquéreur.

La Cour de Cassation, comme nous l'avons dit, se refuse à admettre cette doctrine ; elle déclare que la clause de résiliation contient bien le pacte commissaire prohibé par les art. 2078 C. civ. et 93 C. Com. ; la revente en Bourse

(1) Sirey, 1887-2-49, 2°.

ne saurait être, à son avis, validée, quoique non autorisée en justice, sous prétexte que la première vente avait été résiliée par défaut de paiement des termes échus ;
« elle ne pouvait pas l'être, puisque la revente devait avoir
« lieu et elle a eu lieu pour le compte de l'acheteur, et
« que les parties, au lieu d'être remises en l'état où elles se
« trouvaient avant le contrat, comme l'exige l'art. 1184
« C. civ., étaient au contraire obligées de se tenir récipro-
« quement compte de la différence entre le prix de la
« vente primitive et celui de la revente en bourse ; qu'ainsi
« la vente primitive continuait de produire tous ses
« effets..... »

Ainsi donc, le contrat ne saurait être résilié, puisque la revente a lieu pour le compte de l'acheteur ; mais, répond M. Labbé, à supposer qu'il y ait là deux stipulations contradictoires, pourquoi ne pas chercher l'intention des parties dans la première qui est très claire : « la vente sera
« résiliée de plein droit » ; plutôt que dans la seconde qui est quelque peu confuse ; cette dernière peut, du reste, être considérée comme signifiant simplement qu'en cas de non paiement, le banquier a le droit de liquider le compte de l'acheteur en calculant la valeur du titre, d'après le cours moyen de la Bourse à un jour déterminé. C'est, d'ailleurs, ce qui se passe en réalité ; il n'y a pas de vente véritable mais le titre est censé avoir été revendu à telle date ; ceci affaiblit beaucoup l'argumentation de la Cour de Cassa-

tion, puisqu'il n'est plus exact de dire que la première vente continue à produire ses effets; il est au contraire beaucoup plus logique de considérer le contrat comme résolu et la situation comme liquidée suivant les conventions primitives des parties.

Comme on le voit, la jurisprudence a varié sur cette question, et il ne se dégage pas de ses arrêts une règle d'interprétation bien certaine; il faut cependant reconnaître que le récent arrêt de la Cour de Cassation que nous venons d'analyser fait pencher la balance du côté de la prohibition.

La doctrine, au contraire, est presque unanime à valider la clause de résiliation et nous nous rangeons sans hésitation à son avis; une semblable stipulation n'altère, en effet, en rien les conditions de la loi d'autorisation; cela est incontestable; d'autre part son caractère illicite, au point de vue purement juridique, est très discutable, comme nous l'avons vu; nous concluons donc que cette clause est parfaitement légale sans toutefois être nécessaire.

Une petite difficulté a été soulevée dans le cas où il était dit que la résiliation n'aurait lieu qu'après une mise en demeure, mais sans qu'il fût spécifié si celle-ci devait résulter d'un acte extra-judiciaire, ou simplement d'une lettre recommandée.

Il a été jugé (1) que cette dernière formalité était suffi-

(1) Trib. de la Rochelle; 19 mars 1890.

sante, alors surtout qu'il était prouvé que la lettre avait bien été remise à son destinataire; cela ne pouvait d'ailleurs faire aucun doute, le débiteur ayant dans ce cas été averti, et devant être considéré comme suffisamment prévenu.

3° — *Autorisation au vendeur d'engager le titre.*

Une clause d'origine relativement récente s'est introduite dans les contrats de vente à tempérament, en vertu de laquelle le vendeur se réserve la faculté d'engager le titre sous sa responsabilité en garantie d'avances d'argent à lui faites.

Elle est en général conçue en ces termes : « Le vendeur pourra, sous son entière responsabilité, gager le titre vendu en mains tierces et se faire ainsi consentir des avances pour les besoins de son commerce » ; ou bien : « Je vous autorise à conserver mon titre dans vos caisses jusqu'à parfait paiement, ou à le déposer, sous votre responsabilité, chez des tiers, même en garantie d'avances à vous consenties. » Cette dernière formule est celle qui a été soumise à l'examen de la Cour de Cassation (1).

Une pareille faculté concédée au vendeur paraît, au premier abord, absolument exorbitante, ce qui explique que la clause en question a été vivement critiquée et a été

(1) Arrêt du 14 mars 1894.

jugée illicite par plusieurs tribunaux ainsi que par différents auteurs.

On l'a discutée non seulement au point de vue de sa moralité, mais même au point de vue de sa légalité absolue.

Si l'on envisage la question, abstraction faite de toute considération juridique, il semble en effet excessif que le vendeur puisse se faire un moyen de crédit d'un titre qui ne lui appartient plus, et dont il a régulièrement transféré la propriété à un tiers; non seulement il est peu équitable qu'il puisse se réserver un tel avantage, mais de plus il semble qu'une pareille stipulation fasse courir de réels dangers à l'acheteur; si, en effet, le vendeur ne peut satisfaire à ses engagements vis-à-vis de son bailleur de fonds celui-ci réalisera son gage conformément à son droit; par conséquent il fera procéder à la vente du titre, et le banquier se trouvera dans l'impossibilité de satisfaire à son obligation de livrer lorsque l'acheteur aura effectué tous ses versements.

Est-il équitable que ce dernier, après avoir payé un prix généralement bien supérieur à la valeur réelle du titre, soit encore exposé à un pareil aléa? Évidemment non; mais ce n'est pas à ce point de vue qu'il faut nous placer; tout ce que nous devons nous demander, c'est si la clause en question contient une infraction à la loi de 1836, ou même aux principes généraux du droit. C'est ce

que l'on a essayé de démontrer en se basant sur différents moyens.

On a prétendu d'abord qu'une semblable stipulation implique la réserve au profit du vendeur d'un certain droit de propriété sur le titre, puisqu'on ne peut remettre en gage la chose d'autrui sans le consentement du véritable propriétaire ; ceci n'est déjà pas exact, car on peut parfaitement donner en nantissement une chose dont on n'a pas la propriété ; le contrat sera valable entre le constituant et le créancier, sauf réserve des droits du véritable propriétaire pour qui il ne sera que *res inter alios acta*. De cette prémisse, on a tiré deux conséquences : 1° la clause a pour effet de violer le principe qui régit le contrat de vente (1), et en vertu duquel le vendeur ne peut rester propriétaire de la chose vendue ; autre inexactitude, puisque, comme nous l'avons déjà dit, la vente ne doit pas nécessairement être immédiatement translatrice de propriété (art. 1585 C. civ.) ; 2° elle déroge arbitrairement aux conditions essentielles de la loi d'autorisation, puisque la vente à tempérament de valeurs à lots n'est valable qu'à la condition de rendre l'acheteur définitivement et immédiatement propriétaire des titres en même temps que des avantages qui y sont attachés ; ceci est encore très contestable. Nous nous sommes efforcé déjà de démon-

(1) Trib. Commerce Seine, 29 mars 1892.

trer qu'à notre avis, le transfert *immédiat* de la propriété n'était pas une condition essentielle de la validité de la vente à tempérament; quant à la prétendue entrave qu'apporterait la faculté de mise en gage au transfert *définitif* de la propriété, rien n'est moins démontré.

Bien au contraire, la Cour de Dijon (1) voit dans une semblable clause l'indice du transfert de la propriété sur la tête de l'acheteur :

« Attendu que la faculté pour le vendeur de gager, pas
« plus que la rétention par lui du titre, n'est pas exclu-
« sive de la transmission immédiate de la propriété de ce
« titre avec tous les droits y afférents, coupons et
« lots;

« Que cette clause expresse suppose même que la pro-
« priété du titre repose d'ores et déjà sur la tête de l'a-
« cheteur, puisque autrement, et si le vendeur était resté
« propriétaire, il n'aurait pas eu besoin de demander à
« l'acheteur l'autorisation de gager ce titre, ni de stipuler
« cette faculté par une clause formelle. »

Ce premier moyen doit donc être écarté.

On a prétendu également qu'il y avait erreur sur la substance du contrat : il y a bien eu une proposition de vente, et le client a bien entendu devenir acheteur; mais à aucun moment le contrat n'a pu se réaliser, la clause en ques-

(1) Arrêt du 2 janvier 1888.

tion étant « inconciliable avec l'existence, la réalité, la « validité d'une vente » (1).

Il nous semble que c'est aller chercher bien loin les arguments; en tout cas, il ne suffit pas d'affirmer que la vente n'a pu se former, il faudrait au moins en donner les raisons.

On reconnaît qu'il y a eu une proposition de vente, que celui à qui elle a été faite a entendu devenir acheteur; l'accord sur la chose et sur le prix n'étant pas en question, que faut-il de plus pour que le contrat de vente se soit immédiatement formé? Est-ce que les parties ne sont pas libres d'ajouter à leur convention toute clause conforme aux lois et aux bonnes mœurs? Où est le texte qui défend au propriétaire d'un titre de concéder à un tiers le droit de mettre ce titre en gage? N'est-ce pas là l'exercice pur et simple du droit de propriété qui consiste dans la libre disposition de sa chose?

Nous ne pouvons donc admettre ce second argument, non plus que celui qui voit dans notre clause la présence du pacte comissoire prohibé par les lois civile et commerciale (2); à ce dernier nous répondrons par une simple définition : Qu'est-ce que le pacte comissoire en matière de nantissement? C'est toute clause qui autoriserait le

(1) Tribunal d'Orange, 14 août 1891.

(2) Trib. de Saint-Étienne, 25 juin 1892.

créancier à s'approprier le gage et à en disposer sans les formalités prévues par l'article 2078, alinéa 1, du Code civil.

Qu'y a-t-il de semblable dans notre hypothèse? Même si l'on admet que le vendeur qui conserve la détention du titre a sur celui-ci un véritable droit de gage, où voit-on qu'il s'approprie le titre ou qu'il en dispose? C'est *sous sa responsabilité* qu'il peut gager le titre en mains tierces; il est donc toujours tenu de le livrer au terme convenu, sinon il encourt des poursuites; c'est absolument l'inverse du pacte comissoire.

Enfin on a soutenu que la clause qui autorise le vendeur à engager le titre contient une condition potestative qui la rend nulle; par suite la vente elle-même est nulle (art. 1174 C. civ.), sans qu'il y ait lieu de rechercher en fait si le vendeur a ou n'a pas mis en gage les valeurs vendues (1).

Une pareille décision paraît inexacte et inacceptable (2); la défaveur avec laquelle, non sans raison, les tribunaux voient la vente à crédit de valeurs à lots explique qu'ils s'ingénient à chercher tous les moyens d'en prononcer la nullité; mais encore faut-il que ces ventes contiennent des stipulations en contradiction avec les règles du droit.

(1) Trib. Com. Seine, 27 oct. 1891. Cour de Paris, 2 nov. 1892; arrêt confirmatif.

(2) Albert Tissier; note dans Sirey, 1894-2-273.

La Cour de Paris fait observer que l'obligation de donner entraîne essentiellement celle de livrer (art. 1136 C. civ.); le vendeur, en se réservant de mettre les titres en gage à sa volonté, se réserve ainsi le droit de les rendre indisponibles; il pourra à son gré se mettre dans l'impossibilité de les livrer quand il devra le faire; il y a donc bien une condition potestative qui entache la vente de nullité.

Il nous paraît certain, au contraire, qu'il n'y a pas dans la clause visée une condition potestative; il n'y a pas même de *condition* dans le sens juridique du mot.

Qu'est-ce qu'une condition, en effet? C'est un événement dont dépend l'existence même de l'obligation, et non pas seulement la clause qui affecte plus ou moins son mode d'exécution. Dans notre espèce, l'existence même de l'obligation n'est subordonnée à aucune condition; l'obligation est pure et simple, elle est certaine, définitive; aucun événement ne la tient en suspens. Si le vendeur ne livre pas, il pourra être tenu à des dommages et intérêts conformément au droit commun; comme tout débiteur, il devra exécuter son obligation telle qu'elle a été stipulée.

Notre clause a si peu pour effet de rendre conditionnelle l'obligation du vendeur, que, nous l'avons déjà dit, c'est *sous son entière responsabilité* qu'elle lui permet de disposer des titres; cela veut bien dire que son obligation

n'est pas subordonnée à la conservation des titres entre ses mains ; s'il ne les livre pas, ce sera à ses risques et périls.

Ce que l'art. 1174 a voulu prohiber, c'est toute condition qui fait dépendre le lien juridique de la seule volonté du promettant ; il est clair qu'il n'y a rien de tel dans notre espèce, pas plus que dans tout contrat dont l'exécution ultérieure suppose un fait à accomplir par le débiteur, de sorte que s'il ne veut ou ne peut le faire, le créancier devra se contenter de dommages et intérêts.

Tels sont les arguments qui ont été invoqués contre la faculté de mise en gage.

La Cour de Cassation, par un arrêt récent (1), a validé cette clause, se contentant de dire qu'aucune disposition de loi n'interdit que des titres vendus pourront être, jusqu'à parfait paiement, conservés par le vendeur ou déposés par lui sous sa responsabilité chez des tiers, même en garantie d'avances faites ; que cette dernière clause ne saurait par elle-même et à elle seule constituer un parti commissaire contraire à l'art. 2078, C. civ., qui interdit au gagiste la vente du gage sans l'accomplissement des formalités légales.

Plusieurs auteurs ont également adopté cette opinion ; quant à nous, elle nous paraît indiscutable, malgré tous

(1) 14 mars 1894.

les arguments que la jurisprudence et la doctrine ont accumulés contre elle et que nous venons de discuter.

On peut évidemment regretter de voir une semblable clause tendre à s'introduire de plus en plus dans les contrats de vente à tempérament, car la consécration qu'elle a reçue de la Cour suprême ne pourra qu'engager les vendeurs à en user le plus souvent possible ; mais c'est aux acheteurs à s'y refuser ; on ne peut, dans l'état actuel de la législation, les défendre plus qu'ils ne se défendent eux-mêmes ; tout ce que l'on peut faire, c'est de condamner les clauses illégales ; or, celle-ci ne l'est à aucun point de vue.

« Aucun des principes du contrat de vente ne peut em-
« pêcher le vendeur et l'acheteur de convenir que le pre-
« mier, restant en possession de la chose, pourra la mettre
« en gage ; aucune condition essentielle à l'existence
« d'une vente n'est atteinte ; le vendeur même n'est sous-
« trait à aucune des obligations qui résultent du contrat ;
« il n'en reste pas moins tenu de délivrer et de conserver
« la chose, et de garantir l'acheteur ; c'est à ce dernier à voir
« s'il est suffisamment protégé contre les dangers de l'au-
« torisation qu'il donne ; les juges ne peuvent, pour lui
« accorder après coup une protection qu'il n'a pas jugée
« nécessaire, prononcer une nullité qu'aucun texte n'a
« formulée (1). »

(1) Note Albert Tissier, précitée.

4° — *Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit.*

Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner une clause par laquelle le vendeur s'engageait à payer à l'acheteur une certaine prime, si son titre venait à être remboursé au pair pendant la période des versements. Une semblable stipulation avait évidemment pour but d'attirer les acheteurs que l'élévation du prix aurait pu éloigner ; mais comme nous l'avons vu, cette clause a été jugée illicite.

Aussi, a-t-on cherché, pour la remplacer, une autre combinaison qui constituât un avantage suffisant pour l'acheteur tout en échappant à la sévérité des tribunaux.

On a imaginé alors de promettre, non plus une prime, mais le remplacement du titre amorti par un autre de même nature ; de cette façon, pensait-on, le contrat primitif n'est aucunement modifié ; il continue au contraire à s'exécuter dans les conditions convenues ; l'acheteur est simplement garanti contre le risque de voir son titre remboursé à un taux notablement inférieur à son prix d'achat.

Tel n'a pas été cependant l'avis des tribunaux qui ont eu à examiner cette convention.

Le tribunal d'Angers (1) la condamne en ces termes :

« Attendu que la stipulation relative au remplacement

(1) 21 avril 1885.

« des titres sortis au pair contient la promesse et l'appât
« d'une ou plusieurs chances nouvelles, selon que, pen-
« dant les vingt-sept mois formant la durée de l'engage-
« ment, les numéros qui auraient été appliqués aux sous-
« cripteurs viendraient à sortir une ou plusieurs fois au
« pair. »

La Cour d'Angers à laquelle l'affaire a été soumise en appel (1), s'est encore montrée plus sévère :

« Considérant que, par cette clause, le vendeur s'obli-
« geait à verser au souscripteur une véritable prime con-
« sistant dans la différence entre le pair et le cours de la
« Bourse, [prime variable mais certaine en l'état du marché,
« eu égard au prix de ces valeurs constamment au-dessus
« du pair depuis de longues années ; que cette combinai-
« son offrait au souscripteur l'appât d'une ou plusieurs
« chances nouvelles suivant que, pendant la durée de l'en-
« gagement, les titres qui lui auraient été appliqués vien-
« draient à sortir une ou plusieurs fois ; qu'il y a là évi-
« demment, en dehors de l'aléa primitif, autorisé par la loi,
« une opération nouvelle offerte au public pour faire naître
« l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du
« sort ; que si le vendeur courait la chance de payer au
« souscripteur la différence entre le montant du rembour-
« sement et le cours de la Bourse au cas où le titre sor-

(1) 16 juillet 1885.

« tirait au tirage sans être favorisé d'un lot, il avait aussi
« celle, beaucoup plus probable, si le titre vendu ne tom-
« bait pas au sort avant la complète libération de l'ache-
« teur, de bénéficier de la différence entre le prix de vente
« qu'il touchait et le prix auquel il achetait lui-même ce
« titre à la Bourse ; Qu'à tous égards, une pareille
« combinaison présente donc, en dehors des chances de
« gain déterminées par le législateur, un caractère émi-
« nemment aléatoire qui doit la faire assimiler à une lote-
« rie et ne peut échapper aux prohibitions de la loi du
« 21 mai 1836. »

La Cour de Limoges (1) a également jugé « que cet
« engagement n'est autre chose qu'une nouvelle prime
« offerte à l'acheteur, qui ajoutait ainsi l'espérance d'un
« gain qui n'a pas été autorisé. »

Enfin, la Cour de Cassation (2) s'est approprié cette théo-
rie et a décidé que « l'engagement pris par le vendeur,
« pour le cas où, avant la libération complète, le numéro
« du titre viendrait à remboursement sans être accom-
« pagné d'un lot, de le remplacer par un autre titre, gros-
« sissait l'aléa légalement attaché à chaque obligation, et
« modifiait ainsi l'une des conditions essentielles déter-
« minées par la loi d'autorisation. »

(1) 1^{er} mai et 26 déc. 1884.

(2) Ch. Criminelle, 31 janvier 1885.

Si la jurisprudence paraît unanime sur ce point, la plus grande partie des auteurs, au contraire, déclarent cette clause parfaitement licite et même moralement digne d'être encouragée.

« Cet arrangement, suivant M. Labbé (1), par la contenance de l'espérance d'un lot, aiguillonnait l'acheteur à continuer l'épargne et le paiement régulier de son prix ; d'autre part, il imposait au vendeur une obligation onéreuse qui diminuait la majoration du prix. Les magistrats y ont vu une modification illicite à la circulation des valeurs à lots ; aussi les vendeurs ont renoncé à cette clause avantageuse pour l'acheteur, sans diminuer sensiblement leurs prix. La jurisprudence n'a peut-être pas à se féliciter de sa sévérité. »

Ces considérations du savant professeur paraissent très justes ; mais ce qu'il faut nous demander, avant tout, c'est si la modification illicite vue par les magistrats, existe réellement.

Écartons d'abord le premier motif invoqué par la Cour d'Angers ; le vendeur, suivant elle, s'obligeait à verser au souscripteur une véritable prime, puisque les valeurs en question étaient constamment au-dessus du pair depuis de longues années. On ne saurait, en effet, tirer argument des cours de la Bourse, qui sont essentiellement variables,

(1) Sirey, 1887-2-49.

pour dire que le vendeur s'engage à payer une prime dans l'éventualité d'un événement qui pourra ne se produire qu'au bout d'un an et même plus.

Et d'ailleurs, si le vendeur fait le sacrifice de la différence entre le montant du remboursement et le prix actuel du titre en Bourse, peut-on dire qu'il paie dans ce cas une prime au souscripteur? N'est-ce pas plutôt celui-ci qui en paie une à son vendeur, et bien plus considérable, l'écart entre le pair et le cours réel du titre étant toujours bien inférieur à la majoration du prix fractionné?

Un argument beaucoup plus fort est celui que reproduisent unanimement les quatre décisions rapportées ci-dessus : une semblable stipulation grossit l'aléa légalement attaché à chaque obligation.

Il nous semble qu'en effet, on ne peut nier la modification apportée par cette clause à l'importance des gains aléatoires; l'acquéreur, après avoir bénéficié pendant un certain temps des chances de lots appartenant à son titre, tout comme s'il l'avait acheté en Bourse, va encore bénéficier, après la sortie au tirage de ce titre, de nouvelles chances attachées à une autre obligation de même nature; ce n'est évidemment pas là ce qu'a prévu la loi d'autorisation; elle a entendu que tout acheteur courrait les risques inhérents à son propre titre, dût-il être exposé à une forte perte, s'il a consenti à payer un prix notablement supérieur au cours de la Bourse.

Les auteurs qui combattent le système de la jurisprudence, soutiennent que la clause est licite, car il n'y a là qu'une simple contre-partie de la majoration du prix. L'avantage promis par le banquier n'a d'autre objet que de permettre au souscripteur de rester indéfiniment propriétaire de la même valeur, par la substitution d'un titre vivant au titre amorti. Le souscripteur ne réalise donc pas un gain, il cherche à éviter une perte ; il paie un peu plus cher son titre pour parer à l'éventualité d'un remboursement possible qui lui procurerait une somme inférieure au cours de la Bourse : « c'est donc plutôt une assurance (1). »

Dire que la clause est licite parce qu'elle est la contre-partie de la majoration du prix, c'est affirmer purement et simplement ce qu'il faudrait démontrer ; un tel argument ne prouve rien. Nous savons que la majoration du prix est licite, d'abord parce qu'aucun texte ne la défend, et ensuite parce que l'acheteur est toujours libre de payer le prix qu'il lui convient ; mais il ne s'ensuit pas que toute clause qui a pour résultat de compenser cette majoration soit licite ; la stipulation d'une prime de remboursement au cas d'amortissement sans lot est aussi un dédommagement offert à l'acheteur dans le même but, et cependant la jurisprudence et la doctrine sont unanimes à la déclarer illicite.

(1) Frèrejourn du Saint ; n° 209, p. 291-293.

Nous ne pouvons voir non plus dans la clause de remplacement, une sorte d'assurance ; on dit que l'acheteur paie un peu plus cher son titre pour parer à l'éventualité d'un remboursement qui le mettrait en perte ; mais rien ne prouve qu'en l'absence de cette clause, le prix aurait été diminué ; et alors en quoi consistera la prime sans laquelle il ne saurait y avoir d'assurance ? De plus, est-il exact de dire que le souscripteur ne réalise pas un gain ; grâce à notre convention, il évite de perdre la différence entre son prix d'achat et le montant du remboursement, tandis que s'il eût acheté en Bourse au-dessus du pair, il perdrait cette différence ; c'est là un premier avantage ; mais, bien plus, il continue à concourir au tirage avec un titre nouveau, alors qu'acheteur au comptant, il ne posséderait plus aucune chance.

Nous ne voyons donc dans cette clause aucun des caractères du contrat d'assurance.

On a encore essayé de démontrer la validité du remplacement du titre amorti par un autre motif : « Le prix
« unique, disent les adversaires, donne droit à une accumulation de chances de gain ; certes, mais ceci est un
« pur résultat de fait, comme tout ce qui a trait au *prix* de
« l'obligation à lots, et ne saurait déroger à aucune des
« conditions essentielles de l'autorisation. Exemple : sup-
« posons (en droit, toutes les hypothèses sont permises)
« qu'un changeur mette en vente pour 100 francs un titre

« à lots qui en vaut 300 ; on ne pourra le poursuivre, c'est
« clair ; et pourtant il vendra pour 300 francs trois chances
« de lots, alors que, pour le même prix, on n'aurait nor-
« malement droit qu'à une seule, en s'adressant à tout
« autre vendeur. Nous validerons donc la clause en ques-
« tion, même en dehors du simple cas de vente à tempé-
« rament, car elle n'a trait qu'au prix du titre vendu, élé-
« ment de fait qui ne peut porter atteinte à aucune condi-
« tion essentielle de l'autorisation (1). »

Voilà encore un argument qui, à notre avis, ne prouve pas grand'chose ; toutes les hypothèses, dit-on, sont permises ; encore faudrait-il ne pas prendre un cas irréalisable, ce qui ne peut qu'affaiblir la portée de l'argumentation, et surtout un cas absolument contraire à celui en litige ; il s'agit d'une vente à un prix majoré et on nous oppose une vente faite à un prix trois fois moindre que la valeur réelle du titre.

Supposons, à notre tour, que ce changeur qui vend pour 100 francs un titre en valant 300, s'engage à le remplacer au cas où il viendrait à être amorti ; on ne pourra plus dire évidemment qu'il n'y a là que la contre-partie de la majoration du prix ; et on ne pourra pas davantage prouver que la clause de remplacement est licite. Nous retournerons l'argument contre son auteur ; la question de prix

(1) Lévy-Ullmann, *ouv. cit.*, n° 254 ; p. 280.

n'est qu'un pur élément de fait, qui ne saurait apporter aucune clarté à la solution du problème.

Ce que l'on ne nie pas, c'est qu'une semblable clause a pour effet de donner à l'acquéreur la possibilité de bénéficier de chances de gain autres que celles attachées au titre primitif ; il y a donc un aléa différent de celui prévu par la loi d'autorisation ; et ce qu'il faudrait démontrer, c'est que la clause en question n'est pas de nature à constituer un appât autre que celui permis par le législateur, en un mot, à augmenter, sinon à faire naître, l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voix du sort.

Nous sommes amenés, d'ailleurs, à concevoir des doutes même sur la moralité d'une pareille stipulation ; ses défenseurs sont mus surtout par le peu de sympathie qu'ils éprouvent pour les vendeurs à tempérament, en quoi nous sommes parfaitement d'accord avec eux. Mais alors, n'est-ce pas aller contre l'intérêt des acheteurs que de favoriser l'insertion de clauses susceptibles de les attirer sous prétexte d'avantages purement illusoires, car chacun sait combien l'amortissement des emprunts à lots est lent pendant la plus grande partie de leur durée, et combien rarement le vendeur se trouvera dans la nécessité d'exécuter la clause de remplacement ; celle-ci n'aura donc servi, le plus souvent, qu'à faciliter l'acceptation par l'acheteur d'un prix exagéré. Nous doutons que ce soit là le résultat que l'on ait désiré atteindre en soutenant la validité d'une semblable combinaison.

Nous avons passé en revue les principales clauses qui se rencontrent d'ordinaire dans les contrats de vente à tempérament ; bien d'autres stipulations peuvent évidemment y trouver place, mais qu'il est inutile d'examiner.

Il en est une cependant que nous ne pouvons passer sous silence ; dans une espèce soumise à la Cour de Nancy, le contrat de vente stipulait, comme prime au profit des héritiers des acheteurs, la libération immédiate et la remise des titres en cas de décès de l'un de leurs auteurs survenu en cours de la période suspensive.

On a dit qu'il n'y avait là qu'une sorte d'assurance sur la vie ; la Cour de Nancy a jugé, au contraire, à juste raison, suivant nous, que le cas devait être assimilé à la stipulation d'une prime au profit de l'acheteur lui-même.

Les raisons de décider sont en effet les mêmes : il y a création d'un avantage nouveau au profit de l'acquéreur et par conséquent modification aux conditions de l'autorisation.

CHAPITRE III

Vente de titres fractionnés.

Si nous avons tenu compte de l'ordre chronologique plutôt que de l'importance de la matière, nous aurions dû étudier le fractionnement du titre avant la vente à tempérament. Ce procédé est en effet le premier qu'aient imaginé les vendeurs de valeurs à lots pour attirer les acheteurs.

Il faut dire tout de suite que les tribunaux en ont fait prompte justice, et depuis les trois arrêts rendus successivement par la Cour de Cassation (1) sur cette matière, les banquiers ou autres spéculateurs n'ont jamais plus eu recours à une semblable combinaison. Leur condamnation eût été certaine et, d'ailleurs, il ne pouvait en être autrement ; l'infraction à la loi de 1836 était trop évidente.

La doctrine formulée par la Cour de Cassation sur les trois espèces qui lui ont été soumises en 1866 peut se résumer ainsi :

(1) 10 février, 24 mars et 4 mai 1866.

Constitue la création d'une loterie prohibée :

1° L'émission de billets représentant une fraction des chances de lots attachées à des obligations créées régulièrement par une compagnie financière.

2° L'émission de coupures d'obligations, bien que ces coupures donnent droit non seulement à une part des chances de lots, mais aussi à une part du revenu, si par ce moyen la chance de lots se trouve attribuée à des capitaux inférieurs à la somme fixée par la loi comme condition de la création.

3° L'émission de titres représentant des fractions d'obligations inférieures au taux des coupures autorisées par la compagnie elle-même.

Nous allons examiner en détail ces trois hypothèses afin de faire ressortir bien nettement le caractère illicite des clauses qu'elles renferment.

1° — Émission de billets représentant une fraction des chances de lots attachées à un titre régulier.

L'intitulé de ce paragraphe indique suffisamment la nature de la combinaison que nous allons étudier : les vendeurs, propriétaires d'obligations à lots du Crédit foncier, avaient créé et mis en vente dans le public des billets représentant une fraction plus ou moins grande de la chance attachée à une obligation spécialement désignée.

Un tel procédé avait pour résultat de fractionner le titre, en séparant le droit aux chances de lots du droit au remboursement du capital et aux intérêts, et en outre de fractionner même cette chance de lots ainsi isolée. L'illégalité était flagrante ; aussi les vendeurs ont-ils été condamnés (1).

Voici les arguments qu'ils employaient pour leur défense ; ils se trouvent cités tout au long et réfutés dans le rapport adressé à la Cour suprême par M. le Conseiller Nouguiér, rapport que nous avons déjà eu l'occasion de citer au début de cette étude.

Le premier, tout au moins original, consistait à dire que, quel que soit le caractère légal des coupures incriminées, on ne saurait y voir une loterie ; en effet, le tirage autorisé par le décret organique du Crédit Foncier pour ses obligations à primes constitue bien une opération aléatoire, mais une opération *sui generis*, et qui ne rentre pas dans les loteries proprement dites, telles que les a prévues la loi de 1836. Une loterie n'existe qu'à condition qu'il y ait un gagnant et un perdant ; or ceux-ci ne se rencontrent pas dans le tirage des obligations du Crédit Foncier. Ce ne peut être celui-ci, puisque, quel que soit le porteur favorisé par le sort, le Crédit Foncier paiera

(1) Trib. Seine, 16 fév. 1865 ; Cour de Paris, 28 juin 1865 ; C. de Cass., 10 fév. 1866.

toujours la même somme ; d'un autre côté, si les divers porteurs peuvent gagner plus ou moins, aucun d'eux ne court la moindre chance de perte. Il n'y a donc pas de loterie véritable, et on ne peut dès lors attribuer ce caractère aux diverses combinaisons par lesquelles on multiplie le nombre des parties qui doivent concourir en définitive aux résultats d'un tirage parfaitement licite en lui-même.

On peut douter qu'un pareil système de défense soit fondé ; il repose sur cette idée que la rencontre d'un gagnant et d'un perdant est une condition *sine qua non* de l'existence de la loterie ; cela était vrai de l'ancienne *Loterie royale*, mais celle-ci n'est pas le type unique et exclusif de la loterie ; il suffit, d'ailleurs, de se reporter au texte de la loi de 1836 pour mettre à néant l'argumentation précédente ; ce texte, en effet, répute loterie toute opération offerte au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort. Or, bien certainement, les tirages de lots du Crédit Foncier répondent à cette définition.

Le deuxième argument était celui-ci : le pacte offert au public était un véritable contrat de cession ; lorsqu'on est propriétaire d'un titre, on peut le transporter soit à un seul et en totalité, soit à plusieurs et par fractions ; aucun texte dans les lois civile et commerciale ne défend l'un ou l'autre de ces modes de transport, et faire ce que la loi permet

ne saurait être transformé en délit ; il y a sans doute au fond de ce pacte une chance aléatoire, un événement dépendant du sort, même, si l'on veut, une loterie ; mais uniquement une chance, un événement, une loterie que le décret organique du Crédit Foncier a lui-même attachés à certains titres de cet établissement, c'est-à-dire une loterie autorisée.

Nous avons déjà eu l'occasion de réfuter cet argument en faveur duquel on a vainement invoqué les articles 544 et 1598 du Code civil ; nous l'avons dit, il faudrait tronquer ces textes pour les rendre favorables à une semblable thèse ; si on les lit jusqu'au bout, on voit que la liberté de disposer qu'ils édictent est limitée par l'obligation d'observer les lois particulières ; or, dans notre hypothèse, le fractionnement du titre est illicite parce qu'il amène la violation de la loi de 1836.

Cette violation résulte de trois modifications considérables qui « portent et sur le titre en vertu duquel on court au tirage, et sur la mise qui sert d'enjeu, et sur l'arbitraire avec lequel le montant de cette mise est fixé (1) ».

On ne saurait nier que le titre lui-même soit profondément modifié, puisque le vendeur l'a scindé en deux parties, dont l'une est une obligation pure et simple donnant

(1) Rapport Nouguier ; Sirey 1866-1-540.

droit seulement à des intérêts et au remboursement de la créance, et l'autre représente un certain nombre de chances de lots isolées du titre primitif, constituant ainsi un véritable billet de loterie créé de toutes pièces par le vendeur.

En ce qui concerne la mise, nous savons qu'elle est constituée par le taux d'émission ou par le cours du titre en Bourse, suivant qu'on achète ce titre au moment de la souscription ou à une époque ultérieure ; dans le premier cas, elle est absolument fixe ; dans le second elle n'est susceptible que de variations peu considérables. Or, notre vendeur substitue à cette mise une somme qu'il fixe à sa fantaisie, suivant la valeur qu'il attribue lui-même à la chance de lots isolée, et suivant le nombre de personnes entre lesquels il fractionne cette chance.

Il est impossible d'accorder au vendeur la faculté de substituer ainsi une mise arbitraire à une mise légale, surtout si l'on considère que le décret organique du Crédit Foncier interdit à cet établissement d'émettre des titres d'une valeur moindre de 100 francs. On ne peut admettre, dans ces conditions, que le premier banquier venu puisse mettre en circulation dans le public de prétendus titres dont le prix peut être des plus minimes, donnant ainsi aux gens les moins fortunés la facilité de prendre part à une loterie pure et simple, ce que la loi de 1836 a voulu précisément éviter, d'abord en fixant un minimum de mise

raisonnable, et ensuite en exigeant que l'opération aléatoire fût toujours accompagnée d'une opération de placement.

La combinaison que nous venons d'exposer a donc été justement condamnée comme violant la loi à un double point de vue : fractionnement du titre pour en séparer la chance de lots ; mise en vente de cette chance de lots moyennant un prix arbitraire ; ce qui constitue sans aucun doute l'offre au public d'une opération aléatoire nouvelle, offre prohibée par l'art. 2 de la loi de 1836.

2^e — *Emission de coupures d'obligations non autorisées*

Il s'agissait cette fois du fractionnement de titres d'un emprunt mexicain en coupures donnant droit à une part proportionnelle des intérêts aussi bien que des lots.

Le vendeur n'avait nullement séparé la chance de gain du titre lui-même, seulement il avait mis en vente au prix de 35 francs des coupures représentant chacune le dixième d'une obligation émise à 340 francs.

Ce procédé a été jugé illégal (1).

Nous allons résumer les longs considérants de l'arrêt rendu par la Cour de Paris dans cette affaire.

(1) Trib. de la Seine, 21 nov. 1865 ; Cour de Paris, 28 déc. 1865 ; C. Cass., 24 mars 1866.

L'opération constitue une loterie prohibée qui tombe sous le coup de l'art. 2 de la loi de 1836 ; en effet, le vendeur n'avait pas pour but de proposer au public un véritable placement ; il n'insistait que sur les chances offertes aux preneurs de gagner les lots attachés aux obligations. De plus, ces obligations divisées par dixièmes se présentent avec des caractères tout autres que ceux qui se trouvent dans les obligations entières ; les conditions de l'autorisation sont complètement dénaturées par ce fractionnement ; dans les emprunts à lots autorisés, la partie principale et essentielle de l'opération est un placement sérieux portant pour chaque obligation sur une somme importante, les lots et les primes n'étant que l'accessoire. Les obligations entières, par leur taux élevé, ne s'adressent qu'au public aisé, aux gens qui veulent faire un placement ; il n'en est pas de même pour les obligations divisées ; le placement disparaît et la chance de gain devient l'objet principal qui attire. Si l'on admettait du reste le principe de la division, le fractionnement pourrait descendre jusqu'à des coupures de 3 francs, 1 franc, et même moins, présentant ainsi tous les dangers qu'a voulu éviter la loi de 1836, et constituant un appel aux personnes mêmes que cette loi a voulu défendre contre l'entraînement du jeu.

D'autre part les porteurs d'obligations entières ont un titre personnel ; ils ont un débiteur dans le gouvernement

ou dans la ville qui a émis l'emprunt ; dans le cas de division du titre, la réunion de toutes ses parties est nécessaire pour que le droit puisse être utilement exercé ; en réalité les porteurs de fractions n'ont de recours que contre leur vendeur dont la solvabilité peut périr avant l'expiration du délai ; les certificats de 1/10 émis par le prévenu présentent donc tous les caractères de billets de loterie.

C'est à tort que l'on soutient qu'il n'y a de loterie interdite que celle dans laquelle la mise est entièrement perdue ; la loi ne laisse point aux tribunaux le soin de décider ce que c'est qu'une loterie ; elle en donne elle-même une définition claire et précise, ne supposant en aucune façon qu'il n'existe de loterie interdite que si la mise est complètement perdue ; il faut remarquer en outre que, dans le fractionnement incriminé, une partie du prix représente la chance offerte à l'acheteur de gagner un lot, et que cette partie est perdue si le sort ne lui est pas favorable.

Pour toutes ces raisons, la Cour décide que le prévenu a entrepris une loterie ou une opération assimilée à une loterie, et elle le condamne.

Sans entrer dans l'examen détaillé des motifs de cet arrêt, nous dirons seulement que ses conclusions sont absolument inattaquables.

La Cour de Cassation l'a d'ailleurs confirmé, en relevant à la charge du vendeur les modifications suivantes portant

sur deux des éléments essentiels de l'emprunt ; d'une part, substitution dans une certaine mesure de son obligation personnelle à celle du gouvernement emprunteur ; d'autre part, réduction au $\frac{1}{10}$, de la somme fixée comme l'une des conditions substantielles de l'emprunt.

En outre il s'était mis en opposition manifeste avec l'esprit de la législation actuelle qui, dans un but de prévoyance pour les classes pauvres, défend d'avilir le prix d'achat des valeurs à émettre ; enfin il n'avait pas eu pour but de proposer au public un véritable placement, mais uniquement de l'attirer par la chance du gain devant résulter des tirages au sort, c'est-à-dire par l'appât d'une loterie.

Ces considérations nous dispensent d'insister davantage sur ce sujet ; elles constituent un résumé parfait des reproches que l'on peut adresser à une semblable combinaison, et elles suffisent largement à légitimer la condamnation qui a frappé ses auteurs.

3° — *Fractionnement de coupures autorisées.*

Une troisième espèce a été également soumise au tribunal de la Seine, dans laquelle le prévenu avait placé dans le public des titres représentant une fraction de coupures autorisées d'obligations du Crédit foncier ; on sait, en effet, que cet établissement a la faculté d'émettre des cin-

quièmes d'obligations, d'une valeur nominale de 100 francs.

Cette combinaison ressemble beaucoup à celle que nous venons d'exposer dans le paragraphe précédent; aussi le tribunal y a-t-il vu un fait constitutif d'une loterie prohibée (1).

Il constate que le vendeur a changé les éléments essentiels et constitutifs de la loterie autorisée, savoir: le nombre des parts concourant aux tirages, le prix de ces parts, ainsi que le nombre et l'importance des lots destinés aux gagnants, puisque les acquéreurs de ces coupures n'ont plus droit qu'à une partie des lots correspondante à la division des obligations.

Il a donc créé sans autorisation des coupures autres que celles permises par les dispositions organiques du Crédit Foncier, c'est-à-dire des opérations aléatoires nouvelles constituant une véritable loterie.

Le vendeur prétendait, il est vrai, qu'il ne fractionnait pas les titres autorisés, qu'il entendait transférer des obligations entières et ne fractionner que le paiement, de façon à en mettre l'acquisition à la portée de toutes les bourses; mais cette prétention était démentie en fait par les termes des reçus qu'il délivrait, ainsi que par la façon dont il

(1) Jugement du 2 août 1865; C. de Paris, 15 sept. 1865; C. Cass. 4 mai 1866.

distribuait indistinctement à toutes personnes les fractions d'une même obligation, au fur et à mesure qu'elles se présentaient.

La Cour d'appel et la Cour de Cassation ont adopté ces conclusions, et les motifs de leurs arrêts sont absolument identiques à ceux que nous avons cités dans le paragraphe précédent.

Les décisions entièrement conformes rendues dans les trois espèces que nous venons d'examiner montrent que la question de l'illégalité du fractionnement du titre ne pouvait faire aucun doute ; l'infraction à la loi était trop apparente.

D'ailleurs la règle qui se dégage des arrêts ci-dessus rapportés est d'accord en tous points avec celle que nous avons formulée dans notre premier chapitre : le vendeur doit délivrer à l'acheteur un titre tel qu'il a été émis, lui donnant les mêmes droits, le faisant participer aux mêmes chances qui peuvent appartenir à tous autres porteurs de titres du même emprunt, sans que ces droits ou ces chances puissent être augmentés ou diminués en aucune façon.

CHAPITRE IV

Vente d'options sur les valeurs à lots.

La combinaison que l'on désigne ainsi a pour effet de mettre à la disposition d'un client ce que les banquiers appellent une option sur une valeur à lots. Cette option, le sens du mot l'indique du reste, permet à celui qui s'en est rendu acquéreur de *choisir* dans un délai déterminé entre les deux manières suivantes de terminer l'opération : ou bien devenir propriétaire du titre moyennant le prix convenu d'avance, ou bien liquider l'affaire en abandonnant tout simplement une somme minime qu'il aura dû verser en échange de cette option.

L'utilité d'une semblable opération ne peut s'expliquer évidemment qu'à l'approche d'un tirage de lots ; toute personne qui veut tenter la fortune peut ainsi participer à ce tirage moyennant un déboursé qui ne sera jamais supérieur à cinq francs et qui pourra quelquefois être moindre.

Une pareille combinaison constitue donc, en réalité, et

en dehors de toute discussion théorique, une pure opération de jeu analogue au pari mutuel, à la roulette et aux petits chevaux.

Le banquier qui la propose est le seul à en retirer un bénéfice, car le plus souvent, pour ne pas dire toujours, l'affaire se liquidera par l'abandon du marché et de la pièce de cent sous qui n'aura rapporté à son ex-propiétaire qu'une déception.

Nous estimons donc que ce procédé est moralement condamnable. Peut-il être légitimé au point de vue purement juridique ? Nous ne le pensons pas.

Examinons d'abord les différentes formules employées en pareil cas.

Une première est ainsi conçue : « Bon pour une obligation... dont M.... a la faculté de se porter acheteur jusqu'à la date du.... »

Une autre : « Je tiens à la disposition de M... une obligation... portant le numéro... contre paiement de la somme de... Passé le... le présent devient nul. »

Le papier contenant cet engagement n'était naturellement remis au client que contre paiement d'une somme variant généralement entre 2 et 5 francs.

La vente d'option peut aussi se présenter sous forme de lettre adressée par l'acheteur au vendeur : « Veuillez me vendre une obligation... au prix de... et m'en désigner le numéro par retour. Ci-joint la somme de 5 francs à

« titre d'acompte sur le prix. Passé le..., veuillez tenir le
« présent achat pour non avenu. »

En quoi se résument ces différentes formules ? Les deux premières contiennent purement et simplement une promesse unilatérale de vente ; la troisième sollicite une semblable promesse. Le client n'est donc pas propriétaire du titre avec lequel il va participer au tirage ; cela résulte du reste des termes d'un prospectus émanant d'une banque qui se livrait à ce trafic ; on y lisait : « L'opération consiste à louer pour l'époque du tirage une ou plusieurs obligations à lots avec faculté d'en devenir propriétaire dans le cas où l'obligation sort avec une prime (1). »

Voilà un aveu précieux puisqu'il émane du vendeur d'options lui-même ; il entendait bien ne transmettre à son client qu'une simple chance de tirage, avec faculté de se rendre par la suite acquéreur du titre lui-même.

On a prétendu cependant que cette opinion contenait une analyse défectueuse de l'opération. Ce serait une erreur que d'affirmer que la propriété reste toujours au vendeur. « Il y a vente parfaite ; la désignation du numéro a eu pour effet de transférer à l'acheteur la propriété entière du titre. Le transfert de la propriété intégrale du titre constitue, d'ailleurs, la circonstance même qui fonde la légalité de l'opération. Celle-ci ne portant nulle

(1) R. Rousseau ; *De la vente à crédit des obligations à lots* ; p. 77.

« atteinte à l'unité du titre, doit être déclarée licite (1) ».

Ce raisonnement nous semble absolument inadmissible : il résulte des termes mêmes des deux premières formules que nous avons rapportées qu'elles ne contiennent qu'une promesse unilatérale de vente : c'est indiscutable.

Quant à la troisième, elle renferme, avons-nous dit, la sollicitation d'une promesse de même nature, et la réponse favorable du banquier aura seulement pour effet de l'obliger tout comme si l'offre émanait de lui-même. Comment peut-on soutenir alors que la désignation du numéro a pour effet de transférer la propriété du titre ? Autant vaudrait dire que toute promesse unilatérale de vente portant sur un objet déterminé est une vente véritable, qu'elle en produit les effets ; en un mot, qu'il n'y a aucune différence entre elles.

On soutient que, même dans ce cas, l'opération est toujours valable ;

« En effet, nul démembrement du titre n'en résulte ;
« c'est le vendeur qui demeure propriétaire du titre et de
« la chance du tirage. D'autre part, il y a, de la part de
« ce dernier, un engagement ferme, nullement subor-
« donné au résultat du tirage ; car, que le numéro soit
« sorti ou non, l'acheteur d'option peut toujours exiger que
« le titre lui soit livré dans le délai stipulé : la promesse

(1) M. Lévy-Ullmann. *Ouvrage cité* ; n° 261, p. 285.

« unilatérale de vente a pour trait essentiel, en effet, de
« lier le promettant (1) ».

Nous répondrons d'abord que la promesse unilatérale de vente ne lie le promettant qu'autant que celui à qui elle s'adresse aura manifesté l'intention de l'accepter. Mais admettons que, dans notre hypothèse, il y ait acceptation tacite ; qu'en résulte-t-il ? que le promettant est tenu, qu'il ne peut plus retirer son offre, mais rien de plus ; il n'y a jusqu'ici qu'un contrat unilatéral, le prétendu acheteur n'étant pas obligé, puisqu'il jouit d'un délai pour faire savoir si, oui ou non, il entend acheter.

C'est précisément là ce que nous ne pouvons admettre, cette faculté de renoncer au contrat au bout d'un certain laps de temps, avec cette circonstance aggravante d'un tirage de lots dans l'intervalle ; nous retrouvons dans une pareille convention la combinaison de deux clauses que nous avons déjà eu l'occasion de condamner : la séparation des chances de gain et la faculté pour l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements.

D'autre part, on dit que le vendeur demeure propriétaire du titre et de la chance du tirage, mais que l'acheteur a toujours le droit d'exiger que le titre lui soit livré dans le délai stipulé. Que se passera-t-il, s'il use de cette faculté ? A partir de ce moment la promesse de vente sera

(1) Lévy-Ullmann ; p. 285, note 5.

devenue synallagmatique ; par conséquent, elle vaudra vente (art. 1589 C. civ.). Mais, remarquons-le bien, c'est seulement à partir du jour où l'intention d'acheter aura été manifestée que la vente sera devenue parfaite et qu'elle aura transféré sur la tête de l'acheteur les droits appartenant au vendeur ; jusqu'à ce jour celui-ci sera resté propriétaire et du titre et de la chance de lots ; donc si l'obligation est sortie au tirage antérieurement à ce jour, le bénéfice en sera pour lui et non pour l'acquéreur de l'option.

Or, à moins d'admettre que le contrat n'a aucun but immédiat et que l'acheteur verse un acompte sans motif, il faut bien reconnaître que c'est la chance de lots seule qui était en jeu, et que, si elle n'est pas vendue, elle est tout au moins louée ; l'opération n'en est pas moins répréhensible ; la loi de 1836 ne prohibe pas seulement la vente, mais toute opération susceptible de faire naître l'espérance d'un gain aléatoire ; la location de chances de lots répond tout aussi bien à cette définition que leur négociation.

Il nous est donc impossible d'admettre que la vente d'option constitue une vente ordinaire affectée d'une condition résolutoire dépendant de la volonté de l'acheteur ; l'admettrions-nous, du reste, que nous la considérerions encore comme illicite.

Nous ne prétendons pas que la vente de valeurs à lots doive toujours être pure et simple et qu'elle répugne à

l'insertion de toute condition ; mais, comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer, l'acheteur ne doit pas avoir la faculté de renoncer au contrat quand bon lui semble ; une telle clause ne peut que déguiser l'intention de séparer la chance de gain du titre et d'en faire l'objet d'un commerce séparé.

On a prétendu que la condition qui affecte la vente d'option n'était qu'une application des principes généraux du droit (1).

On invoque l'art. 1657 C. civ. qui dispose que : « En « matière de vente de denrées et effets mobiliers, la « résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans « sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du « terme convenu pour le retirement ».

Cet article ne peut aucunement s'appliquer à notre hypothèse ; il ne s'agit pas d'un terme convenu pour le retirement du titre, mais d'un délai accordé pour la conclusion même du contrat ; d'autre part la résolution de l'art. 1657 a lieu *au profit* du vendeur, elle ne lui est pas imposée ; il peut, s'il le préfère, exiger l'exécution du contrat ; en peut-on dire autant dans notre cas ? Évidemment non ; il n'y a donc aucun rapprochement possible à faire entre la résolution pour cause de non retirement, et celle qui serait contenue dans la vente d'option, en admet-

(1) Lévy-Ulmann, n° 261, page 285.

tant que celle-ci entraînât la vente du titre lui-même.

L'auteur à qui nous avons emprunté les arguments en faveur de la vente d'option nous en fournit d'ailleurs un autre que nous invoquerons à l'appui de notre thèse ; il soutient que la condition résolutoire qui affecte la vente d'option ne saurait rendre l'opération illicite ; mais il avait dit auparavant : « L'intégralité du titre se trouverait dé-
« truite par l'insertion d'une condition, si cette condition,
« suspensive ou résolutoire, se trouvait consister unique-
« ment dans le résultat du tirage. Exemple : Vente d'une
« obligation sous la condition suspensive de sa sortie pri-
« mée au tirage ; ou encore : Vente d'une obligation avec
« convention que la vente sera considérée comme résolue
« si le titre n'a pas gagné un lot. Dans les deux cas, il y a
« vente de la chance de lot » (1).

Or, n'est-ce pas inévitablement le résultat du tirage qui déterminera l'option à faire par l'acheteur ? On objecte, il est vrai, qu'avec la propriété, les risques de la chose passent sur sa tête, ainsi que certaines chances de gain ; que par exemple, si une hausse subite en Bourse fait acquérir au titre une plus-value notable, elle profitera à l'acquéreur et le déterminera peut-être à maintenir le marché. Nous n'admettrions cette objection que si l'on avait démontré le transfert de la propriété sans lequel il ne sau-

(1) Lévy-Ulmann, p. 239, note 2.

rait y avoir transfert des risques et des chances de gain ; mais nous avons fait voir que la simple désignation de la chose ne pouvait avoir pour effet de transformer une promesse de vente en vente véritable.

Ce dernier argument ne nous touche donc pas ; il n'en reste pas moins vrai que la vente d'option a pour résultat de faire bénéficier l'acheteur des chances de lots d'un titre dont il n'a pas la propriété au jour du tirage ; il y a bien vente ; si l'on veut, mais vente de l'option seulement, moyennant un prix minime ; il n'y a pas vente du titre. L'opération a donc pour effet de séparer la chance de gain du titre lui-même ; elle enfreint, par conséquent, la règle que nous avons posée au premier chapitre de cette étude.

Cette opération est non seulement en opposition avec la lettre de la loi et des arrêts interprétatifs qui nous ont servi à en déterminer le sens exact, mais elle est aussi contraire à l'esprit de ces textes.

Le législateur n'a pu évidemment avoir la prétention d'empêcher des gens d'acheter un titre à lots la veille d'un tirage et de le revendre le lendemain, s'ils n'ont rien gagné ; mais ce n'est pas une raison pour autoriser une opération qui permet d'obtenir le même résultat moyennant un déboursé de quelques francs, tandis que pour acheter le titre ferme, il aurait fallu en payer le prix intégral.

Le grand danger de la vente d'options, le motif qui doit la faire condamner en dehors de toute discussion de droit

pur, c'est qu'elle met le jeu à la portée de toutes les fortunes, c'est qu'elle permet à toute personne ayant cent sous en poche de les risquer sur un tour de roue; on ne peut nier que l'opération se résume à cela en réalité.

Aussi, de toutes les combinaisons que nous avons étudiées jusqu'ici, celle-ci nous paraît-elle la plus condamnable, la plus contraire à tous les principes de la législation en pareille matière, comme à toutes les tendances de la jurisprudence, de la doctrine et des économistes, également défavorables à toute opération qui aurait pour but de spéculer sur la passion du jeu et sur l'espérance d'un gain fortuit.

On a dit que nous étions ici en matière pénale, et qu'il ne fallait pas juger d'après l'esprit de la loi.

Mais nous croyons avoir clairement démontré que le texte était bien suffisant pour condamner un semblable procédé qui porte atteinte aux conditions de l'autorisation en faisant de la chance de gain l'objet d'un commerce séparé; il est évident, en effet, que louer une obligation pour l'époque d'un tirage, suivant les termes du prospectus cité plus haut, c'est louer tout simplement la chance de tirage elle-même qui se trouve être la seule partie utile du titre pendant tout le temps que dure le louage.

Les arguments tirés de l'esprit de la loi ne font donc que corroborer ceux tirés des textes; ils ne peuvent pas en tous cas, les affaiblir.

CHAPITRE V

Vente avec promesse de rachat après le tirage

Ce procédé est le dernier en date parmi les combinaisons inventées par les trafiquants de chances de lots ; aussi ses inventeurs ont-ils profité de l'expérience acquise aux dépens de leurs devanciers moins adroits, et on peut dire qu'ils sont arrivés à la perfection du genre.

Ils ont, en effet, atteint ce but de mettre ouvertement en vente, dans le public, de véritables chances de lots sans que les moyens employés pour y parvenir soient entachés de la moindre illégalité, sans qu'on puisse même songer à les poursuivre.

Les établissements qui exercent ce genre de commerce, et ils sont nombreux à l'heure actuelle, annoncent qu'ils mettent en vente des valeurs à lots qu'ils offrent de reprendre après le tirage à un prix légèrement inférieur.

Ainsi, ils offriront en vente des Bons Panama à 137 francs et s'engageront à les reprendre dans les cinq jours qui suivront le tirage, moyennant 135 francs ; on

voit qu'au fond cette opération aboutit purement et simplement à vendre une chance de tirage pour la somme de 2 francs ; elle est donc moralement aussi condamnable que la vente d'options, surtout si l'on tient compte que le déboursé n'est, le plus souvent, que fictif, comme nous aurons l'occasion de le voir ; mais, cela ne suffit pas pour déclarer le vendeur répréhensible, car, au point de vue strictement légal, on est forcé de reconnaître que le procédé est absolument licite.

Nous sommes, en effet, en présence d'une vente pure et simple qui transmet immédiatement à l'acheteur la propriété intégrale du titre, avec tous les droits, chances et risques qui peuvent y être attachés ; aucune altération n'est apportée au titre en lui-même ; la vente est ferme et obligatoire. Quant à l'offre qui l'accompagne, elle en est absolument indépendante ; elle consiste en une simple sollicitation qui se transforme en promesse unilatérale d'achat dès qu'un client en a pris acte. Nous avons donc un contrat de vente entièrement conforme au droit commun, puis une promesse d'achat de la part du vendeur ; ce sont là deux contrats tout à fait distincts, dont le caractère légal n'est pas douteux, et qui ne sauraient se nuire l'un à l'autre.

Si, en effet, l'acheteur veut user de la faculté de revendre le titre après le tirage, il faudra une nouvelle vente ; quant à la première, elle aura produit tous ses effets et ne se trouvera nullement résiliée.

Comme on l'a fait remarquer d'ailleurs (1), la promesse d'achat pourrait émaner d'un établissement autre que l'établissement vendeur ; toute personne qui manifesterait l'intention d'en bénéficier pourrait donc acheter des titres avant le tirage et les revendre ensuite à cet établissement, accomplissant une opération absolument analogue à celle que nous avons décrite plus haut.

Ceci prouve que les deux contrats sont bien indépendants l'un de l'autre, et le fait qu'ils auraient été passés avec le même établissement ne peut rien changer à cette constatation.

L'opération semble d'ailleurs régulière à tous les points de vue lorsque le titre est réellement remis à l'acheteur et le prix intégralement payé par celui-ci ; il est vrai qu'elle se résume en fait, dans le cas de revente, à l'acquisition d'une chance de tirage, moyennant un prix minime ; mais elle n'a pas, comme la vente d'options, l'inconvénient d'être accessible aux gens les moins fortunés. Elle nécessite en effet le déboursé d'une somme représentant la valeur réelle du titre, somme toujours assez importante et dont beaucoup de personnes ne pourraient pas disposer.

Les établissements qui agissent ainsi observent donc la loi aussi fidèlement que possible ; il serait peut-être préférable qu'un tel commerce fût interdit, mais enfin on ne

(1) Lévy-Ulmann ; *ouvrage cité*, n° 266, p. 290.

peut l'assimiler purement et simplement à la vente de billets de loterie que le premier venu peut acquérir.

D'autres vendeurs se contentent du versement d'un acompte, 10 francs par exemple, sur le prix du titre ; mais à condition que la vente porte sur un minimum de vingt-cinq titres. Nous retrouvons encore ici la nécessité d'un déboursé sérieux ; une personne qui peut disposer d'une somme de 250 francs ne rentre évidemment pas dans la catégorie de celles que le législateur a voulu protéger contre les entraînements du jeu.

De semblables opérations ne méritent donc guère, à vrai dire, d'être critiquées ; tout ce que l'on peut leur reprocher, c'est de spéculer sur les chances de lots ; mais si l'on atteint ce but sans séparer ces chances du titre lui-même, au moyen d'une cession parfaitement régulière de ce titre, et en respectant, comme nous l'avons vu, l'esprit aussi bien que le texte de la loi, il est difficile de blâmer ceux qui emploient de tels procédés.

Nous l'avons dit au chapitre précédent, on ne peut avoir la prétention d'empêcher quelqu'un d'acheter un titre à lots quelques jours avant un tirage et de le revendre le lendemain de ce tirage ; or la vente avec promesse de rachat aboutit au même résultat avec cette seule différence que l'acheteur sait d'avance quelle perte il subira.

Mais il s'en faut que tous les vendeurs de valeurs à lots soient d'aussi scrupuleux observateurs de la loi, et nous

allons voir que l'opération dont nous venons de parler peut devenir aussi dangereuse que la vente d'options tout en restant inattaquable au point de vue légal.

Les uns, sous prétexte d'éviter tout mouvement inutile de titres et de fonds, se contentent de livrer le numéro du titre à l'acheteur qui, de son côté, ne paie pas le prix ; puis, en cas de revente du titre, l'opération se solde par une simple différence ; il n'y a donc qu'un jeu d'écritures ; l'acheteur est débité du prix d'achat, crédité du montant de la vente, et reste débiteur du solde.

Que reprocher à une semblable opération ? Le fait que le prix n'a pas été payé ni la chose livrée n'empêche pas que la vente ne soit parfaite ; l'acheteur avait le droit à tout moment d'exiger la livraison du titre contre versement du prix ; tout ce que l'on peut faire, c'est de constater que la loi est ingénieusement tournée.

Un autre procédé un peu plus compliqué, mais tout aussi inattaquable, consiste à faire au client qui vient d'acheter un titre une avance sur ce même titre, autrement dit, à lui rembourser immédiatement à titre de prêt, la presque totalité de son prix d'achat.

On ne peut critiquer en rien cette combinaison ; le prêt sur titres est tout aussi licite que la vente des valeurs à lots ; tout établissement financier se livre à ces deux genres d'opérations. Il est donc facile à une personne quelconque d'entrer dans un de ces établissements, d'y ache-

ter une obligation à lots à un guichet, puis de porter immédiatement à un autre guichet cette obligation sur laquelle on lui prêtera la presque totalité de sa valeur.

Il ne saurait venir à l'idée de personne de trouver répréhensible le banquier qui se livre à ces deux genres d'opérations, même s'il l'a fait connaître au public par des annonces ou des affiches, l'offre d'un fait licite ne pouvant être condamnable.

Mais alors, dira-t-on, nous nous retrouvons dans une hypothèse semblable à celle de la vente d'options ; les vendeurs qui emploient de semblables procédés donnent à tout le monde la facilité de mettre à la loterie ; ils s'adressent précisément à ceux que la loi avait voulu protéger contre de semblables entraînements.

Il faut bien le reconnaître, les intentions du législateur sont dans ce cas absolument méconnues, mais l'argument que l'on nous opposait au chapitre précédent reprend ici toute sa force : nous sommes en matière pénale ; on ne doit pas juger d'après l'esprit de la loi, mais d'après son texte.

Or, nous ne pouvons cette fois nous baser sur les textes pour condamner l'opération que nous venons de décrire ; de même que les usuriers ont trouvé le moyen de tourner la loi contre l'usure et de prendre un intérêt de 100 0/0 tout en paraissant la respecter, de même les vendeurs de valeurs à lots ont fini par trouver le point faible de la lé-

gislation actuelle; et l'on voit que les moyens qu'ils emploient sont des plus simples.

On peut même s'étonner que l'ingéniosité des spéculateurs ait été si tardive, et qu'au lieu d'employer des combinaisons compliquées et d'une illégalité trop apparente, ils n'aient pas compris plus tôt qu'il était bien facile d'élu-der la loi tout en la respectant.

On pourra bien dire d'eux, comme nous l'avons dit des vendeurs d'option, tout au moins quand ils emploieront les deux derniers procédés que nous avons rapportés, qu'ils mettent la loterie à la portée de toutes les fortunes: mais s'ils obtiennent ce résultat par le jeu de contrats réguliers, on ne pourra même pas, comme nous le disions au début de ce chapitre, songer à les poursuivre.

CHAPITRE VI

Vente en France de valeurs à lots étrangères

Les valeurs à lots n'existent pas seulement en France, mais aussi dans beaucoup de pays étrangers ; dans ces pays comme dans le nôtre, différentes villes, différents établissements financiers ont eu recours à ce mode d'emprunt.

De ce que ces émissions ont été faites en conformité de la législation du pays, en résulte-t-il que ces valeurs puissent circuler librement en France ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de nous reporter à la loi de 1836, le seul texte que nous possédions en matière de loterie.

L'article 4 de cette loi est ainsi conçu : « Ces peines seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries françaises ou *étrangères*, ou des opérations qui leur sont assimilées. Ceux qui auront colporté ou distribué les billets ; ceux qui, par des avis, annonces,

« affiches, ou par tout autre moyen de publication, au-
« ront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité
« l'émission des billets, seront punis des peines portées
« en l'article 411 du Code pénal... »

L'article 5 qui autorise certaines loteries, ne faisant exception qu'aux dispositions des articles 1 et 2, il en résulte que la règle contenue dans l'article 4 doit s'appliquer de la manière la plus absolue; il est donc interdit de la façon la plus formelle, en vertu de la loi de 1836, de colporter en France des valeurs à lots étrangères, d'en faire connaître l'existence ou d'en faciliter l'émission, ces valeurs étant assimilées purement et simplement à des billets de loterie.

Comme le dit M. Labbé (1), la loi qui permet ou défend la loterie prend une mesure qui touche à l'ordre public et à la moralité sociale. En semblable matière, chaque législateur est souverain sur son territoire; par suite, ce qui est licite en pays étranger peut ne pas l'être en France; la pénalité française peut atteindre l'annonce publique en France et la mise en vente de valeurs à lots dont l'émission a été parfaitement licite en pays voisin.

Il ne faudrait pas conclure de là qu'aucune valeur à lots étrangère ne pourra jamais être introduite en France; nous voyons au contraire que bon nombre de titres de

(1) Sirey, 1883-1-255.

cette nature émis en Belgique, en Italie, en Autriche, en Russie, en Turquie, en Grèce, etc., circulent dans notre pays et font l'objet de nombreuses transactions, soit sur le marché officiel, soit sur le marché libre. Mais ce n'est qu'en vertu d'une loi ou d'un traité que la circulation de ces valeurs en France a pu être autorisée. Les valeurs à lots étrangères sont donc au fond assimilées à celles émises en France ; mais pour elles, la possibilité de l'autorisation, au lieu de résulter implicitement de l'article 5 de la loi de 1836, ne peut dériver que d'une loi spéciale ou d'un traité conclu avec la nation d'origine ; c'est du reste la règle générale pour toutes les questions de droit international.

Nous avons sur cette matière différents arrêts qui tous concluent dans le même sens.

Un premier (1) condamne un journal français qui avait annoncé l'émission d'obligations d'une ville d'Italie et provoqué les souscriptions.

Deux autres (2) condamnent les vendeurs en France d'obligations de la ville de Bruxelles. Le premier se borne à constater que la négociation de ces titres est interdite en France par la législation internationale.

Le second confirme un jugement ainsi motivé :

(1) Cour de Paris, 25 mars 1870.

(2) Cour de Nancy, 1^{er} avril et 1^{er} décembre 1886.

« Attendu que la loi du 21 mai 1836 est applicable à la
« négociation des obligations de la ville de Bruxelles, qui
« sont remboursables avec lots; que, si le traité de com-
« merce intervenu le 1^{er} mai 1861, et prorogé jusqu'en
« 1879, entre la France et la Belgique, autorise par son
« article 36 la vente réciproque aux Bourses de Paris et
« de Bruxelles, des titres émis par les deux pays, cette
« disposition n'a pas été reproduite dans le nouveau traité
« de commerce signé le 31 octobre 1881; que la prohibi-
« tion édictée par la loi de 1836 a, dès lors, repris tout
« son empire... »

Le tribunal de la Seine (1) avait rendu sur la même question un jugement identique.

La question ne saurait donc faire aucun doute; l'autorisation donnée en pays étranger à l'émission d'un emprunt à lots ne peut avoir aucun effet en France; les titres de cet emprunt ne pourront y circuler qu'en vertu d'une autorisation spéciale qui seule peut lever la prohibition générale dont sont frappées dans notre pays les loteries de toute espèce.

(1) 18 juin 1885.

CHAPITRE VII

Insuffisance de la législation actuelle en matière de loterie

Une conséquence qui se dégage inévitablement des chapitres précédents et qui est rendue manifeste par l'incertitude qui plane encore sur la légalité de certaines combinaisons, comme par l'obligation où l'on se trouve de valider certaines autres que l'on voudrait condamner, c'est que la législation actuelle en matière de loterie est tout à fait insuffisante.

La loi de 1836 a été rédigée à une époque où l'on ne prévoyait encore ni l'existence même des valeurs à lots actuelles, ni à plus forte raison tous les genres de spéculations auxquelles elles pourraient donner lieu.

Ceci explique suffisamment l'embarras des magistrats et même des jurisconsultes, lorsqu'ils se trouvent en présence de conventions qui, à leurs yeux, sont manifestement contraires aux intentions du législateur, mais qu'en

l'absence de tout texte prohibitif, ils sont contraints de déclarer légales.

A une situation nouvelle, il faut une législation nouvelle ; tel est le seul remède efficace.

On peut remarquer que la jurisprudence a généralement manifesté une tendance à interpréter très sévèrement la loi de 1836 ; les magistrats n'ont jamais eu aucune sympathie pour les vendeurs de valeurs à lots ; leur commerce leur a toujours paru blâmable et dangereux.

Comme le fait remarquer M. Labbé (1), « les poursuites
« correctionnelles contre les vendeurs de valeurs à lots
« moyennant un prix fractionné, prix bien supérieur à la
« valeur du titre en Bourse, se sont multipliées ; cela
« prouve et le grand bénéfice réalisé par les vendeurs et
« la persistance du ministère public à voir dans l'emploi
« de l'appât des lots une violation à la loi sur les loteries.
« Il est certain que ce genre d'opérations prête à des abus
« et même des fraudes, mais le désir de protéger les
« acheteurs naïfs ou éblouis a fait exagérer la prohibition
« de la loi. »

Comme on le voit, la situation est embarrassante ; on se trouve placé entre le désir d'empêcher l'exploitation des gens peu fortunés et l'obligation d'appliquer strictement la loi.

(1) Sirey, 1887-2-49.

Nous emprunterons encore à M. Labbé (1) les réflexions suivantes qui donnent une impression exacte de cet état d'esprit : « ... Nous sommes dans une situation singulière ; nous n'avons aucun goût pour les chances et les bénéfices dus au hasard ; nous trouvons que le gouvernement apporte trop aisément des exceptions à la loi de 1836. La majoration du capital avec remboursement au sort dont les obligations de chemins de fer nous offrent l'exemple serait à nos yeux la seule dérogation plausible. Les valeurs à lots développent des désirs irraisonnés et font entrevoir des espérances qui ne sont le plus souvent que des déceptions. Est-ce ainsi que l'on entretient chez un peuple l'énergie du caractère et la noble ambition de devoir sa fortune à son travail ? Non. Et cependant nous semblons ici prendre, contre la magistrature, la défense de combinaisons financières qui ont pour but de répandre, de mettre à la portée de tous ces valeurs à lots dont la séduction est si forte. Oui, de purs raisonnements abstraits nous conduisent. Il faut statuer non par impression, mais par logique, sous l'empire d'une loi positive. Il faut circonscrire avec une scrupuleuse attention la limite où expire la prohibition, la pénalité, et où recommence la libre activité de l'homme. »

Il appartient donc au législateur seul de mettre un

(1) Sirey, 1885. I. 255.

terme à cette situation et d'apporter aux textes actuellement en vigueur les modifications nécessitées par des circonstances nouvelles.

On paraît s'en être rendu compte depuis quelques années déjà, mais les longs délais apportés dans la discussion du projet de loi soumis aux Chambres n'ont pas encore permis d'arriver à une solution définitive.

Le texte voté par la Chambre des députés, et modifié par le Sénat, soumet la vente des valeurs à lots à une réglementation des plus sévères.

Nous croyons utile de reproduire ce texte tel qu'il a été adopté par la Chambre haute dans sa séance du 19 janvier 1894 (1), afin de donner une idée des tendances nouvelles de la législation, et des modifications qui seront probablement apportées d'ici peu à la loi actuellement en vigueur.

Article 1^{er}. — « Sera déclarée nulle, sur la demande de
« l'acheteur, sans préjudice de tous dommages-intérêts,
« même s'il y a eu commencement d'exécution, toute ces-
« sion, quelque forme qu'elle emprunte, consentie par
« acte sous signatures privées, de valeurs ou parts de va-
« leurs cotées à la Bourse, moyennant un prix payable à
« terme en totalité ou en partie, si elle contrevient à l'une
« des prescriptions des articles 2 et 3 ci-après.

(1) *Journal Officiel*, 20 janv. 1894; *Debats parlementaires*, Sénat; p. 58 et suiv.

Article 2. — « L'acte doit être fait en double original,
« et chacun des originaux en contenir la mention. Chaque
« original doit indiquer clairement, en toutes lettres, et
« d'une façon apparente : 1° l'un des cours cotés à la
« Bourse de Paris dans les quatre jours précédant la ces-
« sion, et à défaut le dernier cours coté ; 2° le numéro de
« chacune des valeurs vendues ; 3° le prix total de vente
« de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et
« de recouvrements par la poste ou autrement ; 4° le taux
« d'intérêt, les délais et conditions de remboursement.

Article 3. — « Les paiements fractionnés ne peuvent
« être échelonnés sur une durée de plus de deux ans.

Article 4. — « Le vendeur est tenu de conserver le titre
« vendu ; il ne peut s'en dessaisir, ni le mettre en gage. Il
« doit le représenter à toute réquisition de l'acheteur.
« Toute stipulation contraire est nulle. Il en est de même
« de toute clause ou de toute mention dérogeant directe-
« ment ou indirectement aux règles générales de la com-
« pétence.

Article 5. — « Le vendeur qui aura détourné, dissipé, ou
« mis en gage au préjudice de l'acheteur le titre qu'il
« avait vendu, sera puni des peines portées en l'article 406
« du Code pénal ; l'article 463 pourra être appliqué.

Article 6. — « Il est interdit aux établissements qui se
« livrent à la vente à crédit des valeurs de bourse, de
« faire entrer dans leur dénomination les mots : « Caisse

« d'épargne ». Leurs directeurs sont, en cas de contre-
« vention à cette défense, passibles d'une amende de 25
« à 3.000 francs.

Article 7. — « Les dispositions de la présente loi ne
« sont pas applicables aux ordres de bourse. »

Ce texte tend, comme on le voit, à apporter des entraves
sérieuses au commerce des vendeurs à tempérament.

Outre des exigences de formes multiples, il les oblige
notamment à conserver le titre vendu, sans pouvoir s'en
dessaisir, ni à plus forte raison le mettre en gage, et à
en indiquer immédiatement le numéro. Il cherche à éviter,
ou au moins à réduire autant que possible, la majoration
du prix, en forçant le vendeur à mentionner dans le con-
trat l'un des derniers cours cotés en bourse, ce qui doit
inévitablement attirer l'attention de l'acheteur sur le côté
préjudiciable de l'opération qui lui est proposée.

Il limite aussi la durée de la période de crédit, afin d'é-
viter que les versements ne soient rendus trop minimes et
mis ainsi à la portée des gens les moins fortunés.

Ce sont là évidemment de grandes améliorations appor-
tées à la législation actuelle, mais le projet nous paraît
encore insuffisant.

Il nous semble, en effet, s'être trop désintéressé des der-
nières combinaisons inventées par les vendeurs de chances
de lots, et s'être tenu trop exclusivement à la réglementa-
tion de la vente à tempérament.

Certes, la vente à crédit des valeurs à lots, telle qu'elle se pratique actuellement, présente de réels inconvénients et permet aux vendeurs de réaliser des bénéfices aussi considérables que peu justifiés ; mais les ventes d'options, les ventes avant tirage accompagnées de promesses de rachat et facilitées par le règlement de l'opération en compte, ou par une avance immédiate sur le titre, ne sont-elles pas encore plus répréhensibles, encore plus contraires à l'esprit de notre législation ? De tels procédés n'ont plus, comme la vente à tempérament, l'excuse d'aboutir en définitive à un placement sérieux, obtenu peut-être à des conditions bien onéreuses, mais qui n'en est pas moins réel.

La vente de chances de lots, car c'est ainsi qu'en réalité il faut appeler des opérations de cette nature, doit être assimilée à celle de billets de loterie ; elle constitue au même titre l'offre au public d'une opération susceptible de faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

Il nous semble donc qu'un texte réglementant à nouveau la négociation des valeurs à lots ne devrait pas négliger ce côté de la question.

En admettant que la vente d'options ne contrevienne pas aux lois existantes, on conçoit fort bien qu'une disposition formelle interdise à l'avenir une telle convention.

Pour ce qui est de la vente avec promesse de rachat, il

séme plus difficile d'y mettre obstacle ; on ne peut évidemment, comme nous l'avons dit, empêcher l'acheteur d'un titre à lots de se faire consentir une avance sur ce titre dès qu'il le voudra. Mais ne pourrait-on pas, tout au moins, interdire l'annonce de la mise en vente de valeurs à lots accompagnée d'une promesse de rachat et de cette mention qu'il peut être consenti une avance immédiate sur les titres achetés ?

Proposer simultanément ces trois opérations, n'est-ce pas offrir au public une opération aléatoire du genre de celles qu'a prévues et interdites la loi de 1836 ?

Evidemment une semblable prohibition n'empêchera pas certaines personnes de courir de leur plein gré le risque d'une opération de ce genre ; mais l'interdiction de toute publicité à cet égard empêcherait toujours les établissements financiers de s'attirer des clients que la lecture seule d'une telle annonce aura pu entraîner.

Telles sont, à notre avis, les adjonctions indispensables au texte voté par le Sénat ; quoi qu'il en soit, il est urgent de compléter une loi qui, vieille de soixante ans par la date, l'est encore bien plus si l'on tient compte des changements considérables survenus dans cette période de temps.

CHAPITRE VIII

Des lois qui régissent la négociation des valeurs à lots dans les pays étrangers.

Il nous reste maintenant à étudier les législations étrangères en matière de négociation de valeurs à lots, et à rechercher, comme nous l'avons dit, si de leur étude peut ressortir l'indication de réformes et d'améliorations à apporter à notre loi de 1836.

Malheureusement, la question n'est guère plus avancée dans les pays voisins qu'en France ; trois nations seulement possèdent, à proprement parler, une véritable législation sur les valeurs à lots ; ce sont la Belgique, l'Italie et l'Autriche. En dehors de ces trois États, nous ne trouvons que des textes prohibant ou réglementant les loteries ; mais ces textes n'ont pas été écrits en vue des valeurs à lots, mais bien de la *loterie* véritable, soit loterie d'État, soit loteries particulières, comme il en existait dans ces différents pays, et comme il en existe même encore à l'heure actuelle dans quelques-uns.

BELGIQUE.

La loi du 31 décembre 1851, modifiée par celle du 30 décembre 1867, contient les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — Les loteries sont prohibées.

.....

« Article 8. -- Sont également exceptées :

« 1^o Les opérations financières des puissances étrangères, faites avec primes, ou remboursables par la voie
« du sort, lorsque l'émission en aura été autorisée par le
« Gouvernement.

« 2^o Les opérations financières de même nature, faites
« par les provinces et communes du royaume, ainsi que
« les opérations des sociétés anonymes ou tontinières
« faisant accessoirement des remboursements avec primes
« par la voie du sort, lorsqu'elles auront été autorisées
« par le Gouvernement.

« Article 9. — Les exceptions prévues par les articles
« précédents cessent d'avoir leurs effets, si les loteries
« s'étendent au delà des limites dans lesquelles elles ont
« été autorisées. »

Nous trouvons, dans le Code pénal du 8 juin 1867 l'interprétation de l'article 1^{er} de la loi ci-dessus :

« Article 301. — Sont réputées loteries toutes opéra-

« tions offertes au public et destinées à procurer un gain par la voie du sort. »

Les articles 302 et 303 punissent les auteurs, entrepreneurs, administrateurs, préposés ou agents de loteries non autorisées légalement, ainsi que tous ceux qui auront contribué au placement des billets.

Comme on le voit par la lecture des textes ci-dessus, la législation belge en matière de valeurs à lots est absolument identique à la nôtre.

Elle prohibe, d'une façon générale les loteries, et ce qu'elle entend désigner par cette appellation est bien ce que la loi de 1836 interdit en France ; les éléments de l'infraction sont les mêmes : offre au public, et provocation à l'espérance d'un gain par la voie du sort.

De même que la loi française, la loi belge admet des exceptions à cette règle générale ; d'abord au profit des emprunts étrangers « lorsque la *cote officielle* en aura « été autorisée par le gouvernement », disait le texte du 31 décembre 1851 ; à cette rédaction a été substituée celle du 30 décembre 1867 : « lorsque l'*émission* en « aura été autorisée par le Gouvernement ». Les valeurs à lots étrangères sont donc traitées en Belgique comme en France ; elles ne peuvent circuler dans ce pays et y être négociées qu'en vertu d'une autorisation du Gouvernement, autorisation qui peut, d'ailleurs, résulter des clauses d'un traité conclu avec une autre nation ; c'est

ainsi que les rapports entre la France et la Belgique, au sujet de la vente réciproque aux Bourses de Paris et de Bruxelles des titres émis par les deux pays ont été régis jusqu'en 1879 par le traité de commerce du 1^{er} mai 1861.

La loi du 31 décembre 1851 admet également une exception en faveur des emprunts des provinces, communes ou sociétés, mais toujours sous réserve de l'autorisation du Gouvernement; c'est bien là encore le principe de notre loi de 1836.

La seule innovation, la seule réglementation nouvelle que nous trouvions dans la législation belge, résulte de la loi du 18 mai 1873, dont l'article 68 est ainsi conçu :

« Les sociétés anonymes ne peuvent émettre d'obligations remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission, qu'à la condition que les obligations rapportent 3 0/0 d'intérêt au moins, que toutes soient remboursables par la même somme, et que le montant de l'annuité comprenant l'amortissement et les intérêts soit le même pendant toute la durée de l'emprunt. »

Il résulte de cette loi que les *Sociétés anonymes* ne peuvent plus émettre d'emprunts à lots, mais seulement des emprunts à primes fixes; et ces emprunts sont réglementés de telle sorte qu'ils constituent bien encore une opération aléatoire, mais qu'ils ne présentent plus le caractère d'une loterie; en effet, tous les porteurs reçoivent

une prime égale, et le sort a seulement pour effet de désigner l'époque où chacun d'eux devra être remboursé. D'autre part, la loi exige que les obligations rapportent un intérêt minimum de 3 0/0, montrant bien ainsi qu'elle entend donner à l'élément aléatoire un caractère tout à fait accessoire, et le subordonner à une opération de placement sérieuse.

Le législateur belge de 1873 nous a montré ainsi la voie que nous aurions toujours dû suivre nous-mêmes.

Il se réserve d'autoriser les provinces, les communes, ou certaines sociétés à émettre des emprunts à lots, emprunts qui auront pour but de subvenir aux dépenses de travaux ou d'œuvres d'utilité publique; mais il refuse une semblable autorisation à des sociétés qui ne font appel au crédit que pour engager des opérations commerciales, industrielles ou financières, et réaliser ainsi de gros bénéfices en spéculant sur l'attrait qu'exercent les valeurs à lots sur le public.

La loi du 18 mai 1873 a une grande importance au point de vue de notre sujet, puisque, évidemment, des valeurs qui ne satisferaient pas à toutes les conditions légales ne sauraient être valablement négociées en Belgique; et que, de plus, toute modification apportée par un vendeur à un titre régulièrement émis le mettrait sous le coup d'une condamnation, si elle avait pour résultat d'altérer en quoi que ce soit les conditions d'intérêts et de remboursement prévues par la loi.

En dehors des textes que nous venons de rapporter, nous pouvons également citer de nombreuses décisions judiciaires qui nous serviront à en préciser le sens, ou tout au moins, à déterminer l'interprétation qui prévaut en jurisprudence ; nous y trouverons souvent des conclusions analogues à celles des tribunaux français, ce qu'explique suffisamment l'identité des deux législations sur la matière.

On peut formuler ainsi la doctrine générale qui se dégage des décisions rendues en Belgique, sur la négociation des valeurs à lots : la vente à terme de ces valeurs ne constitue pas une opération prohibée ; si l'acheteur devient réellement propriétaire et participe aux tirages, les conditions mises au paiement du prix constituent une convention licite. Le vendeur peut se réserver jusqu'au paiement intégral du prix, ou jusqu'à la sortie de l'obligation, l'usufruit de celle-ci ou la faculté de la mettre en dépôt ou en nantissement, clause absolument licite, puisque l'acheteur peut toujours laisser au vendeur la jouissance de la chose vendue (1).

La validité de cette dernière clause cependant a été contestée et la jurisprudence n'est pas bien certaine à cet égard.

Nous allons résumer quelques jugements et arrêts des tribunaux et des Cours de Belgique ; nous pourrons ainsi

(1) Pandectes belges. *Emprunts à primes*.

comparer les décisions qu'ils contiennent avec celles rendues par les tribunaux français en pareille matière.

— La Cour de Bruxelles a admis la légitimité de l'opération consistant à offrir au public la souscription à une quote-part indivise dans un certain nombre d'obligations à primes spécialement déterminées par leurs numéros, souscription qui devait être réalisée par des paiements partiels effectués de mois en mois et échelonnés sur trois ans pendant lesquels les souscripteurs avaient droit à leur quote-part des primes et des intérêts, chacun devant recevoir au bout des trois ans, après paiement intégral, une ou plusieurs de ces obligations comme sa propriété exclusive. En effet, le souscripteur n'achète pas la chance d'un gain séparé du titre ; il ne participe aux chances de tirage que parce qu'il est devenu copropriétaire et dans les limites de sa propriété ; il n'acquiert, par cette combinaison, aucune chance de plus que celles assurées par le tableau d'amortissement, puisque les primes sont attribuées exclusivement aux propriétaires indivis et partagées également entre eux. Les vendeurs n'offraient pas aux souscripteurs de leur procurer par la voie du sort un gain spécial en dehors de celui qui résultait naturellement des chances de l'emprunt autorisé (1).

Nous avons vu qu'au contraire, les tribunaux français

(1) Cour de Bruxelles, 19 septembre 1879 et 21 mai 1885.

ont déclaré illicite l'association entre acquéreurs de valeurs à lots, combinaison identique à celle qu'a validée la Cour de Bruxelles.

— Une société qui vend à crédit, et moyennant des paiements mensuels, toutes obligations à primes au cours de la Bourse majoré d'un intérêt et d'une commission fait des opérations licites lorsque, aussitôt le premier versement opéré, l'acheteur devient propriétaire; en ce cas, ce n'est pas seulement le droit à la prime que la société cède, et le contrat n'a pas uniquement pour objet l'appât d'un gain (1).

— La vente à terme de valeurs à lots est licite lorsqu'il est convenu que, dans les quinze jours du contrat, le vendeur doit faire connaître le numéro du titre; peu importe que l'obligation ne doive être remise qu'après paiement intégral du prix, puisque la vente n'en est pas moins parfaite, et que l'acheteur, par l'effet du contrat, participe aux chances de tirage, et, en outre, a la jouissance de tous les coupons comme si le paiement intégral du prix avait été effectué (2).

— Aucune loi ne prohibe le contrat de vente à terme par lequel une personne s'est chargée d'acheter pour diverses

(1) Tribunal de Commerce de Bruxelles, 27 juin 1887.

(2) Tribunal de Bruxelles, 12 février 1887. Cour de Bruxelles, 8 juin 1887.

autres, au cours moyen de la Bourse, des obligations à primes variables, stipulant que le paiement du prix sera effectué par versements mensuels, que les numéros des titres seront envoyés après le deuxième versement, que les acquéreurs auront le droit de participer à tous les tirages, qu'ils pourront encaisser les intérêts, qu'ils auront également la faculté de se libérer à toute époque contre remise des titres ; que jusqu'au paiement intégral du prix ou jusqu'à la sortie de l'obligation par voie de tirage au sort, le vendeur pourra mettre les titres en report ; que dans le cas où une quittance mensuelle serait impayée, ce fait équivaldrait à un ordre de vente ; enfin que le titre sera délivré après entière liquidation (1).

Ces trois derniers jugements contiennent des conclusions absolument conformes à celles adoptées par la jurisprudence française ; elles reconnaissent, en effet, le caractère licite de la majoration du prix de vente, comme de la vente à prix fractionné ; elles accordent au vendeur le droit de retenir le titre jusqu'à parfait paiement, et, dans l'intervalle, de le mettre en report, faculté analogue à celle de mise en gage admise en France par la Cour de Cassation ; par contre elles exigent, comme la majorité des tribunaux français, que l'acheteur devienne immédiatement propriétaire, que le numéro lui soit livré à bref délai, qu'il

(1) Cour de Liège, 15 février 1896.

ait droit et aux chances de tirage et aux intérêts, qu'il puisse se libérer par anticipation ; enfin la Cour de Liège admet la clause de résiliation que certain tribunaux français ont déclarée licite, mais que la Cour de Cassation s'est refusée à valider.

La jurisprudence belge considère comme une condition essentielle à la légalité des opérations à primes la réunion des deux éléments contenus dans le titre : le prêt qui constitue un placement de fonds sérieux, et le lot qui attire par l'appât du gain, ce dernier élément devant toujours être accessoire.

Toute combinaison qui les sépare et spéculé sur la loterie isolée tombe sous le coup de la prohibition légale.

— Ainsi, il y a création d'une loterie prohibée dans les opérations consistant à vendre la chance de gain pour un ou plusieurs tirages, ou à louer des lots en s'engageant à payer la prime attribuée par le tirage à l'un de ces lots déterminés ; ce caractère de loterie déguisée apparaît souvent par le vil prix des lots ; une telle opération n'a rien de commun avec la vente des obligations elles-mêmes (1).

— L'article 301 du Code pénal est applicable à celui qui ne se borne pas à la vente des lots d'emprunts étrangers

(1) Trib. Buxelles, 14 août 1849 ; Cour Bruxelles, 13 avril 1850 ; Trib. Bruxelles, 8 août 1856 ; Trib. Louvain, 6 novembre 1858 ; Trib. Liège, 28 juin 1860 ; Cour Bruxelles, 4 juin 1864 ; Trib. Com. Bruxelles, 13 février 1887.

autorisés, mais qui exploite les chances respectives des tirages de ces emprunts en donnant des lots en location, à raison d'une somme déterminée, pour un ou plusieurs tirages, à condition que si le numéro sort, le porteur recevra l'obligation originale, ou sinon perdra sa mise (1).

— Bien qu'un emprunt à primes ait été autorisé, il n'est pas permis d'en subdiviser les obligations en petites coupures dont les lots gagnants donneront droit aux primes promises pour le tirage; une telle subdivision constitue une opération privée qui, bien que se rattachant aux émissions autorisées, forme une loterie distincte et séparée (2).

Cette nouvelle série de décisions est en complet accord avec celles rendues par les tribunaux français; elles se résument, en effet, à interdire la séparation des chances de gain du titre lui-même, et le fractionnement des obligations en coupures non autorisées.

— Il y a contravention à la loi lorsque le vendeur s'engage à reprendre les obligations après le tirage moyennant une diminution de 20 francs, de sorte que des personnes ayant d'avance l'intention de revendre n'auront à remettre au vendeur qu'une somme de 20 francs par chaque obligation afin de prendre part au tirage, et éviter ainsi une sortie de fonds considérable (3).

(1) Trib. Gand, 29 juin 1850.

(2) Trib. Gand, 5 août 1854: Trib. Dinant, 2 août 1855.

(3) Trib. Bruxelles, 25 février 1858.

Comme on le voit, les juges de Bruxelles, faisant passer l'intention avant le fait, n'ont pas hésité à condamner la vente avec promesse de rachat, la considérant comme une simple vente de chances de tirage. Cependant, ainsi que nous l'avons dit, cette combinaison n'a jamais donné lieu en France, à aucune poursuite, même lorsque le prix n'a pas été réellement payé en totalité, et nous avons dû reconnaître que notre législation était insuffisante pour la faire condamner.

— Le fait de vendre à terme des obligations à primes constitue l'établissement d'une loterie prohibée lorsque le vendeur ne tient pas à la disposition de l'acheteur une obligation dont le numéro a été donné lors du premier versement ; lorsqu'il se réserve le droit de fournir, lors de la libération, un titre autre que celui indiqué ; ou encore lorsqu'il est convenu que toute obligation qui, pendant le cours de l'engagement, sortira au pair, sera remplacée sans frais pour l'acheteur (1).

Ce jugement est d'accord avec les décisions des tribunaux français.

— Il y a opération illicite lorsque le vendeur, dès le premier versement, cède à l'acheteur la chance de lots, mais se réserve avec la possession du titre le droit aux intérêts et la faculté de le mettre en dépôt ou en nantissement ; il n'y a

(1) Trib. Bruxelles, 6 mars 1886.

dans ce cas qu'une vente apparente, dissimulant la simple cession du droit à la prime, c'est-à-dire de la chance de lots, de l'élément du jeu, avec droit de devenir seulement acquéreur dans l'avenir, après libération complète, de ce qui constitue véritablement l'obligation, à savoir la créance de la somme prêtée (1).

Ce jugement a été réformé en appel sur les motifs suivants :

D'après l'article 1583 C. civ., la vente est parfaite entre les parties et la propriété acquise à l'acheteur dès qu'il y a accord sur la chose et sur le prix, bien que la chose ne soit pas livrée, ni le prix payé. Si le vendeur se réserve jusqu'au paiement intégral ou à la sortie de l'obligation, l'usufruit de cette obligation et la faculté de la mettre en dépôt ou en nantissement, cette disposition ne modifie ni l'essence, ni la portée du contrat de vente. Cette stipulation est parfaitement licite, l'acheteur pouvant toujours laisser au vendeur la jouissance de l'objet vendu et le droit de le mettre en nantissement; elle ne suspend, ni n'empêche le transfert de la propriété, mais fournit au vendeur une garantie pour le paiement du prix; le contrat n'en est pas moins une vente à terme et non une vente sous condition suspensive (2).

(1) Trib. Bruxelles, 4 mai 1887.

(2) C. de Bruxelles, 8 juin 1887; C. Cass., 18 juillet 1887.

La Cour de Cassation a maintenu cet arrêt; elle a, par conséquent, admis, comme la Cour de Bruxelles, la réserve même des intérêts au profit du vendeur, l'assimilant à une simple réserve de l'usufruit de la chose vendue; il y a donc divergence complète à ce point de vue entre la jurisprudence belge et la jurisprudence française, qui, à juste raison, voit dans la retenue des intérêts, une atteinte à la loi.

Une telle doctrine est d'ailleurs en contradiction avec celle contenue dans la plupart des décisions rapportées plus haut.

Malgré cet arrêt, d'autres tribunaux ont continué à considérer l'autorisation de mettre le titre en report comme inconciliable avec la vente, et à voir dans l'opération ainsi conçue un fractionnement illicite de l'obligation et de la chance de gain qui doit y rester attachée (1).

La Cour de Cassation admet l'une et l'autre interprétation; de même qu'elle avait maintenu l'arrêt du 8 juin 1887, elle a admis les motifs d'un jugement qui déclare qu'en se réservant la faculté de mettre en report l'obligation vendue, le vendeur a entendu en demeurer propriétaire, et conserver le droit d'en céder la propriété à des tiers, et décide qu'une semblable réserve est inconciliable avec le contrat de vente, et rend nulle et de nul effet l'opération traitée.

(1) Trib. Com. Bruxelles, 24 juillet 1889.

La jurisprudence est donc encore incertaine sur ce point, à plus forte raison ne devons-nous pas la considérer comme absolument fixée en ce qui concerne la retenue des intérêts.

De même qu'en France, la législation belge est impuissante à lutter contre l'habileté des spéculateurs.

Un arrêt de la Cour de Liège (1), constate que « la loi pénale n'a pas pour mission de protéger les citoyens contre leur imprudence ou leur ignorance, et qu'ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes si, en l'absence de toute manœuvre frauduleuse, ils sont lésés dans leurs intérêts ».

Cependant la Cour de Bruxelles a trouvé un moyen d'atteindre les vendeurs peu scrupuleux et de leur enlever une source de bénéfices illégitimes.

Elle a décidé que celui qui pratique la vente habituelle d'obligations à terme, avec stipulation d'intérêts et de commissions exagérés sur la partie du prix restant due, tombe sous l'art. 494 C. pén., qui punit celui qui aura habituellement fourni des valeurs, *de quelque manière que ce soit*, à un taux excédant l'intérêt légal et en abusant des faiblesses et passions de l'emprunteur, quelle que soit la nature de la valeur fournie.

Or celui qui achète à crédit, moyennant un intérêt usu-

(1) 13 Février 1890.

raire sur la partie du prix restant due, est dans la même situation que celui qui emprunterait en argent la somme nécessaire au paiement du prix avec stipulation d'un intérêt usuraire sur la somme ainsi fournie jusqu'à son remboursement. L'acheteur pourrait donc réclamer le remboursement des sommes payées en vertu de la convention usuraire.

En serait-il de même si l'on considérait l'opération comme loterie prohibée? La Cour ne le pense pas : la loterie est une variété du jeu de hasard, et la demande en restitution ne pourrait être accueillie que s'il y avait de la part du vendeur dol, supercherie ou escroquerie (article 1967 C. civ.)

D'ailleurs l'achat d'une chance dans une loterie est aussi contraire à l'ordre public que la vente de cette chance ; l'action refusée au vendeur doit l'être également à l'acheteur par le motif que l'obligation de restituer qu'il prétend exister à son profit dérive du paiement fait en exécution de son achat, cause illicite au même titre que la vente.

Cette solution ne doit être admise cependant que si l'acheteur a voulu seulement acquérir une chance dans une loterie, et non faire une opération de placement sérieuse.

Cette dernière restriction enlève toute utilité à la théorie de la Cour de Bruxelles, car il sera presque toujours impossible de prouver que l'acquéreur n'avait pas l'intention

de faire un placement sérieux. En tous cas, elle laisse une trop grande place à l'arbitraire du juge qui seul pourra décider quelle a été la volonté secrète des parties.

Quant à l'assimilation de la vente à prix majoré à une convention usuraire, nous avons vu que la jurisprudence française ne l'avait pas admise, et nous avons fait connaître les motifs qui s'opposent à l'adoption d'une semblable théorie.

De ce rapide examen de la doctrine et de la jurisprudence belges en matière de négociation de valeurs à lots, il ressort qu'en dehors de l'innovation contenue dans la loi du 18 mai 1873, la situation est à peu près la même dans les deux pays ; en Belgique comme en France, elle peut se caractériser ainsi : insuffisance de la législation et tendance des tribunaux à exagérer la sévérité des textes afin d'atteindre des spéculateurs peu dignes d'intérêt.

ITALIE.

La situation financière de l'Italie n'a pas permis de supprimer la loterie qui est une des plus importantes ressources de l'État ; c'est d'ailleurs un mal invétéré dans ce pays, et dont la population ne veut pas être guérie.

La loi du 27 septembre 1863 a supprimé toutes les

loteries particulières, ne conservant que la loterie d'État à titre provisoire ; mais ce provisoire paraît devoir durer fort longtemps.

Cette loi contient les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. — Le gouvernement du roi est autorisé :
« 1° A déterminer dans quels cas, et sous quelles condi-
« tions, il peut être dérogé à la règle qui interdit les lote-
« ries publiques ; et à déterminer également quelles sont
« les spéculations aléatoires assimilées aux loteries pu-
« bliques ; 2° à établir, dans les limites des lois et décrets
« en vigueur, des sanctions pénales contre les contraven-
« tions de toute sorte à la prohibition des loteries pu-
« bliques et au monopole de l'État. »

Les opérations sur les valeurs à lots rentrent dans ce qu'on appelle, en Italie, la *loterie mixte*, celle où certains joueurs peuvent gagner des lots, mais où aucun ne perd sa mise.

Un décret du 21 novembre 1880 a complété la législation italienne en matière de valeurs à lots.

« Art. 1^{er}. — Ne sont pas compris dans la prohibition
« qui frappe les loteries les emprunts communaux et pro-
« vinciaux à primes, autorisés conformément à la loi du
« 19 juin 1870.

« Art. 3. — Sont assimilées aux loteries prohibées :
« 1° Toute opération, quel qu'en soit le nom, dans la-
« quelle on fait dépendre d'un tirage au sort le gain ou

« l'attribution d'une prime en argent, ou en objets mobiliers ou immobiliers, soit qu'on procède à un tirage au sort exprès, soit qu'on se réfère à un autre tirage ou à toute autre désignation faite par le sort ; 2° toute spéculation ou opération qui a pour base la cession d'obligations d'emprunts à lots autorisés dans le royaume, et aussi la cession totale ou partielle des chances de primes. »

« Cette prohibition frappe aussi bien la cession opérée au moyen d'une émission de titres dont chacun comprend plusieurs obligations, que la cession de titres provisoires ayant pour objet de diviser les obligations ou de fractionner les versements. Elle frappe également les opérations qui ont lieu, sans émission de titres nouveaux, par la réunion ou la combinaison des titres de valeurs à lots avec des titres d'autres entreprises de toute nature ou provenance.

« Art. 4. — Sont interdites la vente et la distribution des billets de loteries ouvertes à l'étranger, ou de titres d'emprunts étrangers à primes, alors même que les primes représentent un amortissement de capital et un paiement d'intérêts. Il est également interdit de recueillir des souscriptions pour ces loteries et ces emprunts. »

Ce décret a été rendu en conformité de la loi du 27 septembre 1863, qui laissait au gouvernement la fa-

culté de déterminer les exceptions susceptibles d'être apportées à la prohibition générale des loteries autres que la loterie d'État.

Comme on le voit, il n'a été consenti de dérogation à la règle qu'en faveur des emprunts communaux et provinciaux légalement autorisés.

Par contre, sont interdites toutes opérations d'où peut résulter un gain acquis par la voie du sort; toutes spéculations ayant pour base la cession d'obligations à lots autorisées, et résultant soit de la réunion, soit de la division, soit de la combinaison de ces titres, ou même du fractionnement du prix.

Enfin, de même qu'en France et en Belgique, la négociation des titres d'emprunts étrangers est interdite.

La sévérité de cette législation s'explique par le désir de protéger le monopole de l'État en matière de loteries, monopole qui constitue, comme nous l'avons dit, une des plus importantes ressources du budget italien.

AUTRICHE

La loi du 30 juin 1878 a pour but de réprimer les abus auxquels ont donné lieu les ventes de valeurs à lots, soit de l'État, soit d'autres personnes morales publiques ou privées. Le projet avait principalement pour objet d'inter-

dire les ventes de ce genre dans lesquelles le prix, au lieu d'être acquitté en une fois, se paye par portions successives (*Ratengeschäfte*), ces sortes d'opérations étant particulièrement séduisantes pour les petites bourses, et des gens habiles et peu honnêtes pouvant ainsi spéculer sur l'attrait qu'elles présentent pour réaliser des bénéfices excessifs au détriment du public.

Une seconde loi, du 29 mars 1889, interdit d'émettre en Autriche des emprunts à primes, si ce n'est en vertu d'une loi spéciale, et exclusivement au bénéfice de l'État. L'émission de tout autre emprunt à primes est prohibée, et les titres de ces emprunts ne pourront être l'objet de transactions légales. Cependant, cette dernière disposition n'est pas applicable aux emprunts à primes des États étrangers ou garantis par eux, ni aux emprunts à primes hongrois.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, la législation autrichienne tend à restreindre autant que possible la création des valeurs à lots, et à réprimer toute spéculation basée sur la négociation des titres de cette nature.

En dehors des trois États dont nous venons d'examiner la législation, il n'existe que des lois ou des dispositions pénales visant spécialement les loteries proprement dites, et qui ne pourraient s'appliquer que par extension aux valeurs à lots.

En Espagne et au Portugal, la loterie d'État fonctionne régulièrement comme en Italie, mais il n'existe dans ces deux pays que des textes destinés à réglementer cette institution.

La loterie officielle existe également dans différents États d'Allemagne, notamment à Hambourg.

Toutefois, le Code pénal allemand (art. 286), de même que le Code Prussien (art. 268), punit l'organisation de toute loterie publique sans permission de l'autorité.

Toute publicité donnée aux emprunts étrangers est de même interdite en Allemagne.

Enfin la loterie d'État est supprimée, et les loteries particulières sont interdites, aussi bien que l'annonce et la publication des listes de tirages d'emprunts étrangers, dans les pays suivants :

Grande-Bretagne : Statut de Georges II.

Pays-Bas : Lois de 1814 et du 20 juillet 1870.

Bavière : Loi du 22 février 1880.

Suède : Ordonnance du 6 août 1881.

Luxembourg : Loi du 15 février 1882.

Roumanie : Loi du 18 janvier 1883.

Grèce : Loi du 30 décembre 1887.

Brésil : Loi de 1860.

République Argentine : Loi du 23 septembre 1885.

États-Unis : Constitution de Géorgie du 5 décembre 1877.

« de la Louisiane 1879.

« de la Californie du 7 mai 1879.

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

BARATTE. — La vente à crédit des valeurs à lots en France et en Belgique. Paris 1890.

DALLOZ. — Répertoire alphabétique de législation.

FRÈREJOUAN DU SAINT. — Jeu et pari au point de vue civil, pénal et réglementaire. Paris 1893.

LABBÉ. — Note sous Cass., Ch. cr., 8 juillet 1882 ; Sirey 1883-1-233.

— Note sous C. Orléans, 20 novembre 1886 ; Sirey 1887-2-49.

LÉVY-ULLMANN. — Traité des obligations à primes et à lots. Paris 1895.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial. 2^e édition. Paris 1889 et 1893.

MACK. — De la négociation à crédit des valeurs à lots. Paris 1886.

Répertoire général alphabétique du Droit Français. — Paris 1886.

ROUSSEAU (Rodolphe). — De la vente à crédit des obligations à lots. Paris 1884.

TISSIER (Albert). — Note sous C. Paris, 2 novembre 1892.
Sirey 1894-2-273.

Vu le Président de thèse :
PLANIOL.

Vu le Doyen :
COLMET DE SANTERRE

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<i>Introduction</i>	1
<i>Chapitre I^{er}. — Des valeurs à lots envisagées au point de vue de leur négociation</i>	5
§ I ^{er} . — La loi de 1856 ; son influence sur la négociation des valeurs à lots	5
§ II. — Règle générale à observer pour déterminer les limites de la prohibition contenue dans la loi de 1856	13
§ III. — Conséquences des infractions à la loi de 1856	24
<i>Chapitre II. — De la vente à tempérament</i>	29
§ I ^{er} . — Principes généraux	29
§ II. — Des différentes clauses qui peuvent accompagner la vente à tempérament	37
Clauses licites :	
1 ^o Vente à un prix supérieur à la valeur nominale du titre et à son cours en Bourse	38
2 ^o Rétention à titre de garantie	52
3 ^o Faculté pour l'acheteur de se libérer par anticipation	59
Clauses illicites :	
1 ^o Retenue des intérêts	60
2 ^o Faculté pour l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements	69
3 ^o Prime de remboursement à l'acheteur au cas d'amortissement sans lot	73

4° Association entre acquéreurs.....	77
Clauses douteuses :	
1° Stipulation d'un délai pour la détermination du titre.....	86
2° Liquidation de l'opération au cas de non paiement d'acomptes.....	96
3° Autorisation au vendeur d'engager le titre.....	106
4° Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit.....	115
<i>Chapitre III. — Vente de titres fractionnés.....</i>	125
1° Émission de billets représentant une fraction des chances de lots attachées à un titre régulier.....	126
2° Émission de coupures d'obligation non autorisées.....	131
3° Fractionnement de coupures autorisées.....	134
<i>Chapitre IV. — Vente d'options sur les valeurs à lots.....</i>	137
<i>Chapitre V. — Vente avec promesse de rachat après le tirage.....</i>	147
<i>Chapitre VI. — Vente en France de valeurs à lots étrangères.....</i>	155
<i>Chapitre VII. — Insuffisance de la législation actuelle en matière de loterie.....</i>	159
<i>Chapitre VIII. — Des lois qui régissent la négociation des valeurs à lots dans les pays étrangers.....</i>	167
Belgique.....	168
Italie.....	183
Autriche.....	186
Autres pays.....	187
Table bibliographique.....	189

PARIS. — IMP. V. GIARD & E. BRIÈRE, ÉDITEURS, 10, RUE SOUFFLOT.
